

LORAS COLLEGE LIBRARY

STAC

844.89B835P, Le.

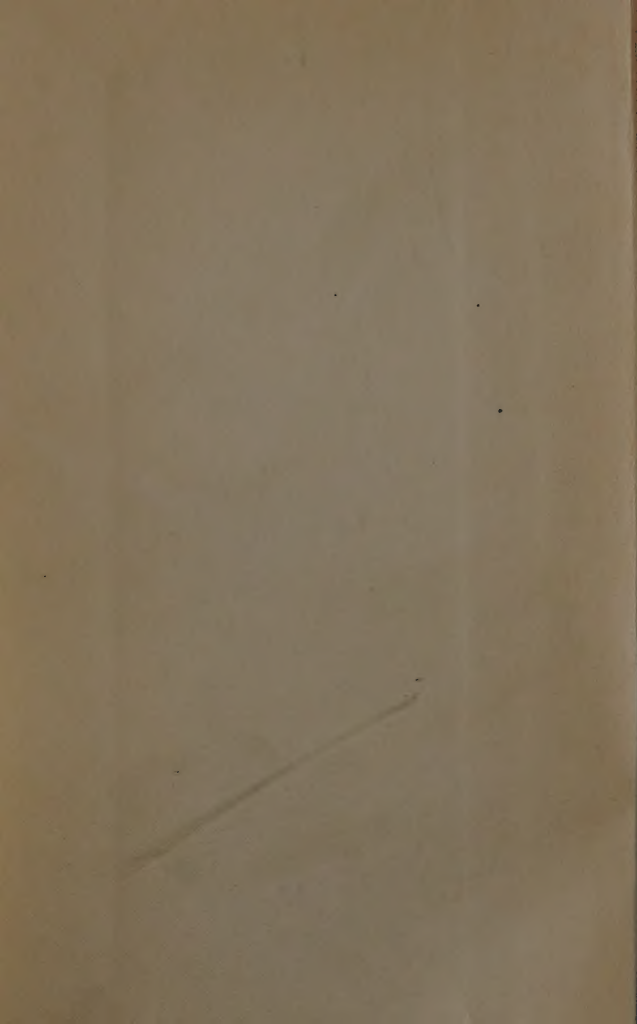
c1

Lettres de combat



3 0051 00393 4269

WITHDRAWN FROM
RAS COLLEGE LIBRARY



Lettres de combat

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE HACHETTE

ÉTUDES CRITIQUES SUR L'HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.	8 vol.
L'ÉVOLUTION DES GENRES DANS L'HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE. T. I.	1 vol.
L'ÉVOLUTION DE LA POÉSIE LYRIQUE EN FRANCE AU XIX ^e SIÈCLE.	2 vol.
LES ÉPOQUES DU THÉÂTRE FRANÇAIS	1 vol.

LIBRAIRIE CALMANN-LÉVY

LE ROMAN NATURALISTE.	1 vol.
HISTOIRE ET LITTÉRATURE	3 vol.
QUESTIONS DE CRITIQUE	2 vol.
ÉSSAIS SUR LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE	2 vol.
VARIÉTÉS LITTÉRAIRES.	1 vol.

LIBRAIRIE DELAGRAVE

MANUEL DE L'HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.	1 vol.
HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE CLASSIQUE. — Première partie	1 vol.

LIBRAIRIE PERRIN

DISCOURS DE COMBAT. <i>Première série</i> : La renaissance de l'idéalisme. — L'art et la morale. — L'idée de patrie. — Les ennemis de l'âme française. — La nation et l'armée. — Le génie latin. — Le besoin de croire. 18 ^e édition, 1 volume in-16	3 fr. 50
DISCOURS DE COMBAT. <i>Nouvelle série</i> : Les raisons actuelles de croire. — L'idée de solidarité. — L'action catholique. — L'œuvre de Calvin. — Les motifs d'espérer. — L'œuvre critique de Taine. — Le progrès religieux. 16 ^e édition. 1 volume in-16.	3 fr. 50
DISCOURS DE COMBAT. <i>Dernière série</i> : Le génie breton. — La modernité de Bossuet. — Liberté de l'enseignement. — L'évolution du concept de science. — La réunion des églises. — La renaissance du paganisme en morale. — L'action sociale du christianisme. — Le dogme et la libre pensée. — Les difficultés de croire. 5 ^e édition. 1 volume in-16.	3 fr. 50
SUR LES CHEMINS DE LA CROYANCE. <i>Première étape</i> : <i>L'Utilisation du Positivisme</i> . 8 ^e édit. 1 vol. in-16.	3 fr. 50
DISCOURS ACADÉMIQUES (1894-1900). 2 ^e édit. 1 vol. in-16.	3 fr. 50
CINQ LETTRES SUR ERNEST RENAN. 5 ^e édition. Une brochure in-16.	1 »
QUESTIONS ACTUELLES. Après une visite au Vatican. — Education et Instruction. — La moralité de la doctrine évolutive. — Le catholicisme aux Etats-Unis. — Voulons-nous une Eglise nationale ? — La fâcheuse équivoque. — Le mensonge du pacifisme. — Les bases de la croyance. — Pour les humanités classiques. 4 ^e mille. 1 volume in-16.	3 fr. 50

FERDINAND BRUNETIÈRE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Lettres de combat



LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1912

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

IL A ÉTÉ IMPRIMÉ
15 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS SUR PAPIER
DE HOLLANDE VAN GELDER

AVANT-PROPOS

Ce que l'on doit aux hommes publics,... et la meilleure manière qu'il y ait de les regretter, c'est d'essayer de caractériser leur œuvre...

BRUNETIÈRE, article sur Léon XIII.

M^{me} Brunetière a souhaité la publication de ce livre, et a bien voulu me charger de le constituer.

Le titre : *Discours de Combat* avait été favorablement accueilli du public, comme résumant assez exactement l'attitude oratoire de Brunetière. Nous croyons que son attitude épistolaire n'est pas moins bien caractérisée par le titre : *Lettres de Combat*.

Bien entendu, il ne s'agit ici que de ses lettres-ouvertes aux journaux, aux revues, ou en tête de certains livres. Le présent recueil ne contient point d'inédit. Il ne contient même pas toutes les lettres imprimées de Brunetière. Quoique nous ayons

poussé nos recherches à travers la presse un peu dans tous les sens, à droite comme à gauche, dans les *Débats*, le *Temps*, le *Sillon*, la *Petite République*, le *Siècle*, bien des lettres nous ont sans doute échappé qui auraient mérité de figurer ici. — D'autre part, nous avons laissé de côté les cinq importantes *Lettres sur Renan*, parues dans l'*Ouest-Eclair*, Brunetière les ayant lui-même publiées à part. Enfin nous avons laissé dans l'ombre quelques lettres dénuées d'importance, et d'autres qui peut-être auraient risqué d'en avoir trop aux yeux de certains de nos contemporains : les idées vont vite de nos jours ; les morts s'oublient parfois trop vite ; mais les rancunes ou les colères s'éteignent lentement, et l'on doit éviter d'en remuer les cendres, si l'on veut avant tout non pas faire œuvre de polémique, mais seulement rappeler et retracer par des exemples la physionomie d'un ardent lutteur.

Tel est bien en effet le but de ce recueil. Les lettres que nous avons choisies mon-

treront Brunetière dans l'offensive et la défensive improvisées, et employant dans l'escarmouche les mêmes armes littéraires et logiques qu'il maniait dans les grands combats des *Discours* : la même ironie raisonnée, la même raillerie en périodes, — à la Bossuet, — pourrait-on dire ; la même méthode logique, qui découvre d'emblée et dès l'abord les principes généraux et abstraits, et en déduit avec rigueur des conséquences très imprévues de l'adversaire. Combien c'étaient là procédés naturels au tempérament de Brunetière, les *Lettres*, composées au jour le jour, selon les nécessités de la lutte, le prouvent et le montrent mieux que les *Discours*. Et, à ce point de vue du moins, elles les dépassent peut-être en intérêt.

Nous avons rangé une partie de ces Lettres sous la rubrique : *Questions diverses d'Apologétique*. Là Brunetière apparaîtra surtout dans son rôle de chrétien militant, soucieux d'ouvrir à l'apologétique des voies nouvelles, soucieux aussi de fidélité à la tradition, soumis à Rome, soumis à Pie X

comme à Léon XIII. Nous n'avons pu nous empêcher de joindre aux Lettres proprement dites un article que Brunetière publia le lendemain de la mort de Léon XIII, et où il a mis l'expression la plus émue de son admiration pour les lumières divines et humaines du pontife défunt.

Nous demandons aux lecteurs de ne pas aborder les pages suivantes en pensant que les objets qui y sont traités ont été trop « d'actualité » en leur temps, pour n'être pas démodés du nôtre. Brunetière, comme l'a si fermement marqué M. Victor Giraud, est bien encore pour nous un « Maître de l'heure ». Elles sont bien vivantes encore, ces lettres où il a spontanément flagellé la « haine des hommes pour la vérité », et où vibre cette passion de convaincre, cette « vive persuasion » dont parle quelque part Rousseau, qui ôte si complètement à ceux qu'elle anime « le moyen d'employer un langage glacé ».

ALBERT CHÉREL.

POUR LA

« REVUE DES DEUX-MONDES »

RÉPONSE A SARCEY

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU JOURNAL

*Le XIX^e Siècle*¹,

8 avril, 1875.

MONSIEUR,

Je lis dans *le XIX^e Siècle* d'hier, a propos d'un article récent de la *Revue des Deux-Mondes*, une lettre de M. Malot encadrée d'un commentaire de M. Francisque Sarcey : c'est à vos lecteurs qu'il appartient d'en juger le fond et d'en apprécier la

1. L'article de Brunetière sur le Roman naturaliste avait paru dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} avril 1875. Le 8, une lettre de protestation paraissait dans *le XIX^e Siècle*, signée d'Hector Malot, et adressée à M. Buloz. Le romancier se plaignait d'être « attaqué fréquemment » « depuis quelques années », dans la *Revue des Deux-Mondes*, « par des gens à votre service qui se ca-

forme. Pour moi, n'ayant qualité ni mission pour porter la parole au nom de la *Revue des Deux-Mondes*, et, quant aux affaires de son directeur, estimant qu'elles ne regardent que lui, tout de même que les vôtres ne regardent que vous, je me bornerai modestement, comme auteur de l'article, à relever dans la prose de M. Sarcey les inexactitudes qui me touchent personnellement. Je dis inexactitudes, car si M. Sarcey, dans son style douteux, se fût contenté de m'appeler *quelque Rabasson subalterne*, cette insolente et lourde plaisanterie n'eût pas troublé certainement mon repos. Mais ce que je ne saurais admettre, c'est que M. Sarcey, qui fait profession

chent le plus souvent sous des pseudonymes », ajoutait-il. Sarcey encadrait la lettre de quelques commentaires fort malveillants pour M. Buloz, qui, disait-il, rebutait par ses mauvais procédés et son avarice les écrivains les plus dignes d'égards. Inventeur du « chantage à la critique », le « Terrible Savoyard », offrait une rémunération dérisoire; et quiconque lui tournait alors le dos « était sûr d'être vilipendé, déchiré, foulé aux pieds par quelque Rabasson subalterne. »

La réponse de Brunetière parut dans *le XIX^e Siècle* du 10 avril, annoncée par Sarcey dans les lignes suivantes :

« *Le XIX^e Siècle* a reçu la lettre suivante : c'est moi qui ai insisté pour qu'elle parût, bien que les termes dont s'est servi l'auteur de cette lettre nous permissent de ne point l'insérer. Mais je ne m'arrête guère à ces questions de forme : j'en ai vu bien d'autres. Voici d'abord la lettre en son intégrité : »

d'une impartialité qu'il n'a jamais mise en pratique, m'accuse *d'avoir déchiré, vilipendé, foulé aux pieds* qui que ce soit; c'est qu'il dénature à plaisir une pensée dont il ne s'est pas évidemment donné la peine de vérifier l'expression et qu'il prétende lui tout seul régenter la critique; c'est qu'il se fasse enfin l'écho docile de M. Malot indigné pour diriger contre moi des imputations aussi malveillantes que calomnieuses.

Eh ! de quel style fallait-il donc parler des romanciers à la mode pour plaire à M. Sarcy ? pour obtenir le suffrage de son infailible approbation ? Si ce n'est point assez que de reconnaître à M. Daudet des *qualités réelles d'émotion et de simplicité*, s'il ne suffit plus à deux et trois reprises de signaler chez M. Zola *des choses charmantes, des peintures d'une rare vigueur de touche* et plus haut *des caractères pris sur le vif et rendus avec une remarquable exactitude*, et plus bas *des qualités sérieuses d'invention et de force*, en vérité quelle trompette épique faudra-t-il qu'on embouche pour célébrer les George Sand et les Mérimée, les Balzac et les Flaubert ? Et ce sont ici les propres expressions de l'article

que je me permets de citer, ce qui n'empêche pas M. Sarcey de prétendre, avec son ordinaire assurance, qu'il n'est que M. Buloz et la *Revue des Deux-Mondes* pour contester le talent de M. Zola. *Il était bon*, dit M. Sarcey *que la lettre de M. Malot fût mise sous les yeux du public* ; il n'est pas mauvais aussi qu'on signale à l'attention de tels procédés de critique. Mais on a déchargé sa bile, quitte à glisser plus tard deux lignes de rectification quelque part, où personne n'ira les chercher.

Je répugne toutefois à croire que, cédant à de vieilles et persistantes rancunes contre la *Revue des Deux-Mondes*, M. Sarcey eût commis volontairement l'erreur ; au moins, eût-il pu prendre la peine de parcourir l'article dont il voulait parler. Il y eût vu clairement que je n'avais pas dépassé d'un mot les droits reconnus de la critique littéraire, ces droits qu'il a si souvent revendiqués lui-même, et récemment encore contre une bruyante préface de M. Zola. Même il les avait revendiqués du ton d'un homme très vexé qu'on se permet d'en appeler de son arrêt.

C'est qu'il serait par trop plaisant que M. Sarcey, par privilège, eût le droit de trouver les romans de M. Malot excellents, et que je n'eusse pas, moi, pleine licence de les trouver détestables. On appartient à la critique dès qu'on se mêle d'écrire. D'ailleurs, j'ai dit pourquoi je trouvais mauvais les romans de M. Malot, et pire son système réaliste ; que M. Sarcey, qui n'en doit pas être en peine, je pense, me dise les raisons qu'il a d'applaudir le système et de louer les mêmes romans. Cela vaudra mieux que de se répandre en injures grossières contre les écrivains et le directeur de la *Revue des Deux-Mondes*.

Je ne voudrais pas prêter plus d'importance qu'elles ne méritent aux fureurs de M. Sarcey, toutefois il m'est difficile de ne pas ajouter un dernier mot, que j'adresse à M. Malot autant qu'à M. Sarcey. Ces messieurs se permettent d'insinuer qu'on ne ferait de critique littéraire à la *Revue des Deux-Mondes* que pour servir les inimitiés de M. Buloz, et qu'on s'y dissimulerait prudemment sous des pseudonymes. Qu'ils sachent — pour la *Revue* -- que je tiens à leur dis-

position des lettres de la rédaction où me sont recommandés des ménagements que je n'ai cru devoir observer qu'en tant qu'ils n'altéraient pas ma pensée toute franche, et qu'à la dernière heure on n'a fait d'autres corrections à l'article que d'y supprimer des vivacités de plume et y tempérer des sévérités de jugement. Je laisse à penser, au lendemain de la lettre de M. Malot et de l'article de M. Sarcey, combien je regrette d'avoir cédé sur ce point de détail. Quant à moi, que ces messieurs entendent bien que je n'ai jamais exprimé que ma conviction personnelle, que, n'étant pas de caractère à plier même sous les exigences de la nécessité, je n'ai rien mis de moi-même au service de qui que ce soit et qu'enfin, si j'ai quelque chose à dire des romans de M. Malot ou des articles de M. Sarcey, je le dis avec sincérité, *sine studio atque ira, quorum causas procul habeo*, et je le signe d'un nom que, tout obscur qu'il soit, j'ai peut-être quelques raisons de m'honorer de porter.

Veillez agréer, monsieur le directeur, avec mes remerciements à l'avance d'une hospitalité d'un jour que j'espère que vous ne me

refuserez pas. l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

A la suite de cette lettre, Sarcey se bornait à déclarer qu'il n'avait pas de griefs personnels contre Buloz. Il traitait Brunetière fort dédaigneusement, jugeant qu'il avait profité du droit de réponse comme d'une occasion « d'apprendre son nom au public ». — Il concluait, d'ailleurs peu fanfaron : « j'ajouterai que personnellement, je n'ai rien à gagner à cette polémique, que des coups. »

QUESTIONS POLITIQUES,
SOCIALES ET RELIGIEUSES

A PROPOS DE L' « AFFAIRE »

LETTRES AU *Siècle*.

L'article *Après le Procès* publié par Brunetière dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 mars 1898 avait soulevé des colères. Le *Siècle* du 12 août se se fit leur interprète, en publiant, sous la signature de *Michel Colline*, un portrait de *Basile* où il était difficile que Brunetière ne reconnût pas sa caricature. « Un homme s'est rencontré, — disait l'auteur qui par un raffinement de malveillance pastichait Bossuet — d'une prodigieuse érudition soit réelle, soit simulée... raisonneur intrépide autant qu'habile politique., prêtant avidement l'oreille aux souffles précurseurs du mouvement des idées... » mais, quelle que soit sa « valeur intellectuelle », « il a un défaut moral » : « C'est une espèce particulière d'insincérité : il est « sceptique », « individualiste », et ne veut pas « en convenir ». Au fond, son ambition est fort adroite : il cherche en toute occasion à « étonner ses lecteurs », il éblouit pour maîtriser. Il s'est fait « missionnaire

du Pape », sans avoir de « conviction religieuse » « C'est l'utilité sociale, c'est l'intérêt catholique de l'ordre, de l'unité, de l'autorité », qui l'a conduit à écrire « ce vilain article : Après le procès », où il semble nier « la possibilité pour un sage d'avoir raison contre l'erreur publique..., la liberté de la pensée, la souveraineté de la conscience... » Michel Colline terminait en regrettant que Brunetière tardât à publier le *Voltaire* qu'on attendait de lui dans la *collection des grands écrivains* : « J'aurais, dit-il, été curieux de lire le blâme que la logique l'oblige d'infliger au généreux défenseur des Calas... »

Le 12 août, le jour même, Brunetière porta sa réponse au *Siècle*. Comme elle n'avait pas paru le 13, il envoya au Directeur du journal la lettre suivante :

Paris, le 13 août 1898.

Il est vrai, Monsieur, « je me suis reconnu dans Basile », et je vois bien par votre entre-filet de ce matin que cela vous étonne, ou même vous égaie. C'est peut-être que ce nom de Basile avait dans le Billet de M. Michel Colline une signification que n'auraient pas eue ceux de Dupont ou de Martin, et en ce cas je vous serais bien obligé de m'éclairer, parce que je n'aime point à combattre dans l'ombre.

J'aurais, d'ailleurs, quelque chose à vous dire encore du retard que vous avez cru devoir mettre à la publication de ma réponse; et, par exemple, elle aurait avantageusement remplacé la lettre du rêveur qui me prend une fois de plus à partie dans le *Siècle* de ce matin même. Mais j'attendrai patiemment à demain, et, si les commentaires dont vous ferez suivre ou précéder ma réponse me paraissent en exiger une autre, vous ne vous en prendrez qu'à vous, qui auriez dû comprendre que dans l'affaire Dubout, à laquelle vous faites si spirituellement allusion et où je n'étais *personnellement* de rien, c'est de votre intérêt qu'il y allait et de celui de toute la presse. Je vous signale, Monsieur, cette belle cause à défendre, au nom de la Justice et de la Liberté.

Vous publierez, s'il vous plaît, ou s'il ne vous plaît pas, vous ne publierez pas cette lettre, et, en attendant, vous voudrez bien agréer l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

Le numéro du *Siècle* du 13 août publiait cette lettre, et la réponse à l'article de Michel Colline. sous ce titre : *La réponse de Basile*.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Dans le *Siècle* de ce matin même, vendredi 12 août, un de vos collaborateurs, M. Michel Colline, se montre curieux de savoir ce que j'aurais bien pu dire du « généreux défenseur des Calas », dans un volume que je n'ai pas écrit. Rien ne m'est plus aisé que de le satisfaire, et, comme vous partagez sans doute sa curiosité, il vous suffira de vouloir bien reproduire, dans le plus prochain numéro du *Siècle*, les quelques pages que voici :

Je viens de parler du mépris insolent et sincère que cet « intellectuel » de Voltaire avait de tout temps professé « pour la canaille », et je continue :

« Ce fut pourtant cette canaille qui lui fit, en 1778, quand il revint à Paris, pour y mourir, cette ovation triomphale, et qui se pressait à travers les rues sous les roues de son carrosse, en criant de ses milliers de voix : « Vive le défenseur des Calas ! » —

Le défenseur des Calas ! En effet, une fois ou deux, dans une vie de quatre-vingt-quatre ans, la générosité, le courage, l'éloquence de l'émotion, l'emportèrent sur la prudence habituelle de Voltaire ; quoiqu'à vrai dire, si l'on mesure le courage aux dangers qu'on affronte, Voltaire ne risquât rien, pas même sa tranquillité, à prendre la défense des Calas, des Sirven, des La Barre, et quoiqu'on ait d'autre part singulièrement exagéré le rôle de Voltaire, passionnément dénaturé le caractère du premier tout au moins de ces tristes procès. Parce qu'il a su détourner les questions dans ce fameux *Traité de la tolérance*, parce qu'il s'est fait une arme contre les parlements, contre le clergé, contre la religion, des faits subsidiaires de la cause, ou parce que, dans l'affaire du chevalier de La Barre et du crucifix d'Abbeville, l'épouvante lui donna de l'éloquence, est-ce une raison de saluer en lui l'apôtre de la tolérance et des libertés modernes ? « Il n'y a de grandes actions, a dit La Rochefoucauld, que celles qui sont l'effet d'un grand dessein. »

« Jusqu'alors, en effet, c'était, comme on dit, d'un air assez dégagé que Voltaire avait

touché cette question de la tolérance. « Je suis fâché, disait-il un jour à propos de Vainini, dont il venait de lire les œuvres et la vie, je suis fâché qu'on ait cuit ce pauvre Napolitain. » Il lui semblait d'ailleurs mauvais qu'on persécutât « des idiots qui aimaient le prêche ». Et n'était-ce pas à la veille de l'affaire des Calas qu'il écrivait à d'Argental : « Le monde est bien fou, mes chers anges. Pour le Parlement de Toulouse, il juge : il vient de condamner un ministre de mes amis à être pendu, trois gentilshommes à être décapités, et cinq ou six bourgeois aux galères : le tout pour avoir chanté des chansons de David. *Ce parlement de Toulouse n'aime pas les mauvais vers.* » Quels cris d'indignation ne pousserait-on pas si c'était dans un écrivain du siècle de Louis XIV qu'on retrouvât une semblable phrase ? Ou plutôt quels cris n'a-t-on pas poussés pour avoir rencontré dans la correspondance de Mme de Sévigné telle phrase que l'on sait sur les « pendaisons » de Bretagne !

« Sur ces entrefaites, le bruit se répand dans Genève qu'un protestant, Jean Calas, accusé d'avoir assassiné son fils, vient d'être

roué par arrêt du parlement de Toulouse. Il n'y a là qu'une abominable erreur judiciaire. On a fait un crime à Calas du suicide de son fils; avec une odieuse précipitation, on lui a instruit son procès, et, sans lui laisser seulement le temps de rassembler les éléments de sa défense, on l'a conduit à l'échafaud. Moins prévenus contre un protestant dont le fils passait pour vouloir se convertir au catholicisme, les juges de Toulouse eussent pris sans doute la peine de mieux informer. La triste nouvelle soulève l'indignation de la grande cité protestante. Voltaire voit « tous les étrangers indignés, tous les officiers suisses protester qu'ils ne combattront pas de grand cœur pour une nation qui *fait rouer leurs frères sans aucune preuve* ». Remarquez l'habileté perfide. Quoi donc ? Le ministre de l'année précédente, les trois gentilshommes, les cinq ou six bourgeois mis aux galères, décapités, pendus par ce même parlement de Toulouse, n'étaient donc pas *leurs frères* ? Était-ce ou n'était-ce pas uniquement comme protestants qu'on les avait condamnés, « *ces idiots* » dont le seul crime était « *d'aimer le préche* » ? Mais, au contraire, n'était-ce pas

uniquement comme assassin de son fils que le Parlement avait cru condamner Jean Calas ? Il s'était trompé soit, et trompé sans excuse, et trompé criminellement; mais la foi religieuse de Calas n'était pas en question. Qu'importe à Voltaire ? Il lui suffit que l'occasion se présente et qu'il se sente soutenu par l'opinion : c'est alors, et alors seulement, qu'il intervient et qu'il juge le moment opportun « pour devenir l'idole de ces faquins de huguenots », comme il en donnait le conseil au maréchal de Richelieu quelques mois auparavant, « vu qu'il est toujours bon d'avoir pour soi tout un parti. »

« Sans doute, la procédure de réhabilitation une fois introduite, Voltaire se donnera tout entier, se dévouera corps et âme à la cause des Calas. Son sujet l'entraînera, l'élèvera jusqu'à l'éloquence, mais non pas jusqu'à l'oubli de soi-même, car l'affaire « intéressera toute l'Europe », car Paris et la France retentiront du nom de Voltaire, car l'applaudissement universel et l'admiration publique le soutiendront dans sa tâche; mais vraiment il faut l'enthousiasme déclamatoire et l'incurable naïveté de Diderot pour s'écrier :

« O mon ami, le bel emploi du génie ! Il faut que cet homme ait de l'âme, de la sensibilité, que l'injustice le révolte, et qu'il sente l'attrait de la vertu. Eh ! que lui sont les Calas ? qui est-ce qui peut l'intéresser pour eux ? quelle raison a-t-il de les défendre ?

« Quelle raison ? C'est dommage, ô Diderot, que vous n'ayez pas lu la lettre que Voltaire adressait, le 30 janvier 1763, à M. Thiroux de Crosne, maître des requêtes, chargé du rapport : « Ou le fanatisme a rendu une famille entière coupable d'un parricide, ou il a fasciné les yeux d'un juge jusqu'à lui faire rouer un père innocent » ; c'est-à-dire : de toutes manières, l'occasion est unique d'écraser l'infâme, et nous nous en emparons, d'autant plus âpres dans notre indignation et d'autant plus violents dans nos réquisitoires que nous ne courons aucun danger maintenant et que nous avons toute l'Europe derrière nous. Voilà ce qui intéressait Voltaire pour les Calas, et voilà ce qui l'intéressera pour les Sirven. Lui-même a grand soin de noter dans ses lettres que M. le duc de Choiseul, et Mme de Pompadour, et Mme la duchesse de Grammont, sœur de Choiseul, fu-

rent « enchantés » du *Traité de la tolérance*. Mais alors, s'il avait avec lui tout Paris, toute la France, toute l'Europe, de quelle rare vertu, de quel courage fit-il donc preuve ? Ne changeons pas les noms des choses. L'erreur des juges de Toulouse leur était personnelle, et Voltaire se fût soucié médiocrement des Calas ou des Sirven s'il n'avait pas discerné d'abord le moyen de s'armer de leur condamnation contre tout ce qu'il détestait. Mais je ne croirai jamais qu'il fût ému jusque dans les entrailles, l'homme qui semait de plaisanteries indécentes non seulement son *Traité de la tolérance*, mais son mémoire même pour Jean Calas, et qui se préparait à intervenir quelques années plus tard, au procès de réhabilitation de Lally, en s'adressant en ces termes à d'Alembert : « Vous souciez-vous beaucoup du baillon de Lally et de son gros cou, que le fils aîné de M. l'exécuteur a coupé fort maladroitement pour son coup d'essai ? »

Ces quelques pages étant vieilles de vingt ans — elles ont paru dans la *Revue des Deux-Mondes* du 16 mai 1878 — votre collaborateur, en cherchant bien, aurait pu les

retrouver lui-même. Je me contenterai d'y ajouter aujourd'hui que je suis moins sûr qu'autrefois de l'innocence de Calas; et, toute question d'erreur judiciaire étant une question d'espèce, *je ne crois pas à l'erreur judiciaire dans l'affaire Dreyfus.*

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération très distinguée.

Paris, 12 août 1898.

F. BRUNETIÈRE.

Dans un commentaire assez long, M. Y. Guyot contestait les affirmations historiques de Brunetière. La « *canaille* » méprisée par Voltaire était, selon lui, le peuple fanatisé par le clergé. Voltaire avait plaidé la cause de la *tolérance* dès les *Lettres Anglaises* (1726-1730). Enfin il reprenait contre Brunetière un grief déjà avancé par M. Darlu : Brunetière, disait-il, « considère les conséquences pratiques plutôt que la vérité des opinions ». — Il reçut la réponse suivante :

MONSIEUR,

Vous avez évidemment sur « la politesse » des lumières que je n'ai point, mais avouez qu'il est plaisant de me le faire entendre dans un article intitulé : *La Réponse de Ba-*

sile; et Basile, c'est moi ! Il est vrai que vous ne m'avez point éclairé sur la signification de ce nom de Basile, que j'attendais de votre franchise. L'intérêt de la question vous a-t-il peut-être échappé ? Je la renouvelle donc, et je vous prie d'y vouloir bien répondre en termes précis : « Pourquoi Basile, plutôt que Dupont ou Durand, » et sous ce déguisement qu'avez-vous prétendu mettre ? Votre « politesse » aura certainement pitié de mon « ignorance », et le Vieil employé de la préfecture de police ne me refusera pas cette mince satisfaction.

Quant au long commentaire dont vous avez fait suivre ma réponse, je n'en relèverai que trois points :

Vous épiloguez sur ce terme de « canaille » dont Voltaire usait familièrement pour désigner le peuple, et vous essayez de donner le change aux lecteurs du *Siècle*. Je suis donc obligé de vous demander de vouloir bien replacer sous leurs yeux les deux textes que voici :

« Je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends par peuple la popu-

lace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire. Ils mourraient de faim avant d'être philosophes. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu. » (*Lettre à Damilaville, du 1^{er} avril 1766.*)

Et ailleurs :

« C'est à mon gré le plus grand service qu'on puisse rendre au genre humain de séparer la canaille des honnêtes gens pour jamais, et il me semble que la chose est assez avancée. On ne saurait souffrir l'absurde insolence de ceux qui vous disent : Je veux que vous pensiez comme votre tailleur et votre blanchisseuse. » (*Lettre à d'Argental du 27 avril 1765.*)

Vous avez raison de le dire, Monsieur, ce n'est pas Bossuet qui eût eu le « courage » de parler de la sorte, mais quelques-uns de nos « intellectuels » n'en seraient pas incapables ; et leur maître à tous ne l'a pas craint : c'est Renan que je veux dire, dans des pages qui ont naguère épouvanté le bon M. Duclaux.

Vous équivoquez en second lieu, Monsieur, sur le mot de « tolérance », et vous voulez bien me révéler l'existence des *Lettres anglaises*. Oserai-je vous dire que je les connaissais, et cette observation ne vous semblera-t-elle pas d'un « pédant » ? Il n'y a pas, hélas ! petit ou grand, d'« intellectuel » que l'on ne puisse accuser de « pédantisme », et vous-même, avec votre étalage d'érudition voltairienne, dans cet article même, êtes-vous bien sûr de n'en avoir pas encouru le reproche ?

Mais les faits sont ceux-ci : aussi longtemps que les protestants n'ont été persécutés, pendus ou roués que comme tels, en leur qualité de protestants et pour Voltaire de « fanatiques », Voltaire ne s'est point sincèrement intéressé pour eux. Aussi longtemps qu'il n'a pas cru avoir l'opinion pour lui, et le pouvoir même, et l'étranger, sa « générosité » ne s'est pas émue. Et aussi longtemps qu'il n'a pas vu dans son rôle « d'apôtre de la tolérance » une occasion de conquérir enfin cette royauté littéraire où il aspirait inutilement depuis un demi-siècle, il n'a point songé à le prendre.

C'est, Monsieur, ce que vous auriez pu voir dans l'article dont j'ai extrait les quelques pages que vous avez publiées hier matin dans le *Siècle*. Mais, si vous vous y étiez reporté, cela vous aurait peut-être gêné pour m'apprendre que Voltaire a écrit un *Siècle de Louis XIV*, et en effet, vérification faite, comme il se pourrait que ce fût le meilleur de ses ouvrages, je vous remercie de m'avoir engagé à le relire.

Enfin, Monsieur, pour en faire votre conclusion, vous reprenez quelques lignes d'une brochure où M. Darlu me reproche « de considérer les conséquences pratiques plutôt que la vérité des opinions. » Il y aurait beaucoup à disputer là-dessus, et, avant de laisser échapper cette phrase, M. Darlu aurait bien fait de nous dire ce que c'est que la vérité, à quels signes on la reconnaît, et comment on peut avoir en soi tant de confiance que de s'en croire l'unique possesseur. Jusqu'à ce qu'il me l'ait dit, je continuerai donc de penser qu'en matière de « morale sociale », les conséquences pratiques des idées sont de quelque importance; et qui osera dire, qui pensera surtout que ce ne sont pas elles, ces consé-

quences, qui jugent la vérité ? Le défaut des intellectuels en général est précisément, à mon sens, de ne pas regarder aux « conséquences pratiques » des vérités ou des prétendues vérités qu'ils énoncent, et, comme en matière de « morale » ou de « politique et de « sociologie », leurs vérités ne sont que des opinions, il en résulte de grands maux.

Le *Siècle*, ayant tous les courages, aura sans doute celui de publier cette lettre. Je n'ai donc pas besoin, Monsieur, d'invoquer l'article 13 de la loi de 1881, que je persiste d'ailleurs à trouver détestable, mais dont je serais vraiment un peu dupe de m'abstenir d'user, alors que tout le monde en abuserait contre moi. Veuillez agréer de nouveau l'assurance de ma parfaite considération.

Paris, 14 août 1898.

F. BRUNETIÈRE.

M. Y. Guyot ne laissa pas passer cette lettre sans la commenter. Il y releva une inexactitude le concernant personnellement : « J'ai été, dit-il, le *vieux petit employé*, ce qui est tout autre chose que le *vieil employé de la préfecture de police*. » — Sur la *tolérance* de Voltaire, il insinua que

Brunetière n'avait lu sans doute le *Siècle de Louis XIV* que dans l'édition expurgée à l'usage de l'Université, où sont supprimés les chapitres concernant les affaires religieuses. Il insista enfin sur la préférence que, selon lui, Brunetière accordait aux *conséquences pratiques* des opinions plutôt qu'à leur vérité. — Le 19 août, le *Siècle* publiait, sous le titre toujours injurieux « la 4^e de Basile », la lettre suivante :

Et de quatre ! Continuons donc, Monsieur, puisque le jeu paraît vous plaire et que même mon « intervention » ne vous semble pas inutile. Après tout, nous pourrions, vous et moi, plus mal employer le temps des vacances, et peut-être, quand nous serons à dix, les lecteurs du *Siècle* seront-ils fortement convaincus de l'absurdité de l'article 13 de la loi de 1881 sur « le droit de réponse ».

Numérotons nos arguments :

1° Vous vous plaignez qu'en vous appelant le vieil employé de la préfecture de police au lieu du « Vieux petit employé », ce qui est, dites-vous, bien différent, je vous aie fait tort du premier de vos titres à devenir un jour ministre. Je ne crois pas, Monsieur, qu'aucun lecteur ait pu se méprendre

sur mon intention. Mais, si c'était là ce que vous qualifiez de « procédé à la Basile », quel nom donnerons-nous au procédé de M. Michel Colline ? Et à propos, que devient-il, M. Michel Colline, dans toute cette affaire ? Au lieu de Basile, dites-vous, s'il avait été question de Dupont ou de Durand, « M. Brunetière eût-il envoyé sa lettre du 12 août ? » Mais certainement, Monsieur, je l'aurais envoyée, puisque l'on m'interpellait sur ce que je pensais du « généreux défenseur des Calas » ; puisque l'occasion en était tirée de l'annonce d'un *Voltaire* que j'ai dû jadis écrire pour la collection des *Grands Écrivains Français* ; et puisque pendant des années ce *Voltaire* a été annoncé sous mon nom. Quel est donc ce procédé ? je vous le demande à mon tour. Comment le qualifierez-vous ! Et, pour pouvoir, je ne dis plus plaisanter, mais « calomnier » en toute sécurité, suffira-t-il, comme l'a fait M. Michel Colline, d'affubler d'un nom de comédie l'homme dont on aura d'ailleurs expressément désigné la personne ? Si, à l'égard des contemporains, le *Siècle* prend de telles libertés, — vous reconnaissez une de vos phrases, — les erreurs qu'il commet à

l'égard de Voltaire ne doivent pas nous surprendre.

2° Vous dites encore, sur les deux citations de Voltaire que je vous ai prié de remettre sous les yeux de vos lecteurs : « C'est un procédé bien connu de Basile que de détacher une phrase d'un auteur pour dresser un acte d'accusation. » Voyons, Monsieur, de qui vous moquez-vous ? De quoi sont composés vos articles du 14 et du 17 août, sinon de « phrases détachées » de Voltaire ? Et comment vous ou moi pourrions-nous autrement nous y prendre pour avérer l'opinion de Voltaire sur « la tolérance » ou sur « la canaille » ? Mais, sans doute, ce qui est tout naturel de votre part est monstrueux de la mienne ; vous avez, comme Voltaire, tous les droits et vos contradicteurs pas un seul ; et les phrases que vous « détachez » du *Dictionnaire philosophique* ou de l'*Essai sur les mœurs* sont des « preuves » ; mais celles que j'emprunte à la *Correspondance* de Voltaire ne comptent pas. Ou encore, et en deux mots, Monsieur, ce qu'il vous est à vous-même impossible de faire, vous l'exigez des autres, et exiger des autres ce que l'on ne fait pas soi-

même, si par hasard vous ignorez de quel nom du « répertoire » cela s'appelle communément, je me ferai un plaisir de vous le dire... dans une prochaine lettre.

3° Enfin, Monsieur, je ne sais si vous avez compris la phrase de M. Darlu ; mais elle ne m'a point du tout été pénible ; au contraire ! et, quelque reproche qu'elle contienne, je l'accepte, pour m'en faire honneur et la « confirmer » une seconde fois. Êtes-vous de ceux qui disent : Périront les colonies plutôt qu'un principe ? Moi, je suis de ceux qui pensent qu'en « matière de colonies » il n'y a pas de « principes », mais seulement des voies et moyens dont la valeur se juge par leurs conséquences. Je n'ai pas non plus d'opinion théorique, ferme et absolue, sur la question du « Libre échange ou de la protection », mais je dis que la solution à intervenir dépend en tout temps de la circonstance. Et je ne sais pas quelle est « la meilleure forme de gouvernement », mais j'ai observé que la pire valait encore mieux que pas de gouvernement du tout. C'est ce que j'ai voulu dire, en disant qu'il y aurait beaucoup à discuter sur la phrase de M. Darlu et

il n'est question là-dedans, ni de « sabre » ni de « goupillon ».

Il ne me reste plus, Monsieur, qu'une phrase à relever dans votre article du 17 août, et c'est celle où vous me reprochez, « ayant un organe périodique à ma disposition, d'avoir éprouvé le besoin de vous envoyer trois lettres en quatre jours ». Que voulez-vous ? C'est probablement que j'aime à écrire des lettres, et puis c'est qu'au rebours de certains directeurs de journaux je n'ai jamais cru que la *Revue des Deux-Mondes* m'eût été confiée pour y insérer mon apologie ou mes défenses personnelles. Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

Paris, le 17 août 1898.

F. BRUNETIÈRE.

Le commentaire-réponse dont M. Y. Guyot accompagnait cette lettre contient encore une apologie de Voltaire, une critique de la méthode de Brunetière, et cette conclusion : « je constate que M. Brunetière n'a réfuté aucun de nos arguments. »

Dans le *Siècle* du 21 août, il intitula ainsi la réponse de son adversaire : *La grande colère de M. Brunetière*. Le mot de *Basile* disparaissait

pour quelque temps. — Il devait se retrouver sur la couverture de la brochure où M. Y. Guyot, en 1899, réunit les articles qu'il avait publiés lui-même au cours de cette polémique, et — contre la volonté formellement exprimée de Brunetière, — les lettres recueillies ici.

MONSIEUR,

Il y a, dites-vous, un nom par lequel il ne viendra jamais à personne l'idée de vous désigner : c'est celui de Basile. Qu'en savez-vous ? Il ne faut jurer de rien, et je ne vois pas sans tarder davantage, pourquoi je ne vous l'appliquerais pas. Car, enfin, où sont dans ma lettre d'avant-hier, 17 août, les « gros mots » dont vous feignez de vous plaindre, et, s'il y en avait quelques-uns de plus vifs, que sont-ils en comparaison de ceux dont s'était servi M. Michel Colline, lequel, autre Basile, persiste à se dérober, et de ceux dont vous avez vous-même émaillé votre réponse d'hier ? Que signifie la distinction que vous essayez d'établir entre deux manières de citer : la vôtre, qui serait la bonne, et une autre, la mauvaise, qui serait la mienne ? Mais surtout, et ainsi que vous l'établissez vous-même, si tous les détails de M. Michel Col-

line s'appliquaient expressément à moi, et rien qu'à moi, comment, pendant huit jours avez-vous feint de vous étonner que je m'y fusse reconnu ? Vous avez un défaut moral, Monsieur. Lequel ? Je n'ai garde, comme disait M. Michel Colline, — mais qui diable peut être ce Michel Colline ? — je n'ai garde de l'appeler hypocrisie ; et pourtant, s'il faut le nommer, je suis bien obligé de dire que c'est une espèce particulière d'insincérité. A moins qu'il n'en soit des « gros mots » du *Siècle* comme de vos « citations » de Voltaire : ce sont « gros mots » quand je vous les retourne, mais quand c'est vous qui me les adressez ils ne passent ni les bornes de la politesse ni celles même de la courtoisie.

Il vous plaît maintenant de dire que dans cette polémique, au lieu de répondre à M. Michel Colline, — mon Dieu ! que je voudrais savoir qui est ce Michel Colline ! — j'ai « transposé la question ». Vous vous trompez, et tout à fait involontairement, j'en suis sûr, mais vous vous trompez et vous donnez le change à vos lecteurs. M. Michel Colline, le lutteur masqué, s'était montré curieux de savoir ce que je pensais du « géné-

reux défenseur de « Calas ». Je lui ai répondu en vous priant de reproduire sur cette autre « affaire » des pages vieilles de plus de vingt ans, et qui prouvaient assez que sur ce point, au moins, je ne m'étais guère contredit. Est-ce ma faute si, au lieu de vous contenter de reproduire ces pages, vous avez voulu, vous, les commenter, et si j'ai dû, moi, vous suivre sur le terrain où vous m'appeliez ? Ce n'est pas moi, Monsieur, qui « suis à la dérive », et si quelqu'un ne « paraît savoir ni d'où il est parti ni où il va », je crains vraiment que ce ne soit vous. Vous vous plaindrez peut-être encore, ici, que je me fâche, et vous prendrez pour « gros mots » la pure et simple reproduction de vos aménités ! Recommandez au prote d'avoir soin de les mettre entre guillemets.

Mais vous me posez quelques questions nouvelles, et vous me demandez : « Si je pourrais vous dire qui a partagé pendant un demi-siècle la royauté littéraire de Voltaire ? » Je vous réponds : Personne, pas même lui, si je puis ainsi dire, et ce fut de dépit qu'il alla chercher à Berlin, auprès de Sa Majesté Prussienne, la « royauté littéraire, » les sa-

tisfactions d'orgueil, et le « bon renom » que lui marchandait sa patrie. On vous a sans doute conté comment se termina l'aventure. Ce grand écrivain n'était qu'un drôle, l'étranger s'en aperçut bien vite, et il quitta Berlin aussi méprisé de Frédéric qu'il l'était de ses concitoyens.

Vous me posez cette autre question, après M. Michel Colline : « Quel conseil, puisque ce n'est pas l'impulsion de sa foi, le fin politique a-t-il suivi en se faisant le missionnaire du Pape ? Le « fin politique » c'est me faire trop d'honneur ! et on ne voit pas que jusqu'ici la « finesse » de ma politique m'ait valu ni portefeuille, ni mandat de député ou de conseiller municipal. Je ne me suis fait, d'ailleurs, le « missionnaire » de personne et, quant aux raisons que j'aie eues de me ranger du côté des catholiques, je les ai dix fois données depuis trois ou quatre ans. Il y en a de *politiques*, dont la principale est de ne pas livrer à l'Allemand ou à l'Anglais la clientèle « catholique » du monde. Il y en a de *métaphysiques*, dont la principale est que, de toutes les philosophies, et après y avoir longuement songé depuis vingt-cinq ans, je

n'en ai pas trouvé de plus cohérente, ni de plus logique, ni qui expliquât mieux la nature humaine, ni qui nous consolât mieux de la vie. Et il y en a aussi de *morales*, que je ne puis ici développer, parce qu'il faudrait trop de place, mais que vous trouverez dans Pascal, dans Bossuet et dans Chateaubriand. Les Bonald, les Joseph de Maistre, et même Auguste Comte en ont encore fait valoir quelques-unes.

Enfin, Monsieur, Michel Colline me demandait, et vous me demandez après lui : « Pourquoi dans l'affaire Dreyfus, s'est-il mis... du côté qu'il n'eût point fallu ? » Je vais franchement vous le dire : C'est que j'ai cru que c'était « le côté qu'il fallait » c'est que je suis convaincu de l'honorabilité, de la probité, de la loyauté des juges militaires; c'est qu'il n'y a pas de gouvernement ni de société possibles si nous ne respectons pas les autorités et les compétences que nous avons nous-mêmes établies. C'est encore si vous le voulez, que toutes les prétendues « preuves » qu'on a voulu donner de l'innocence du condamné de 1894 m'ont paru misérables, et c'est enfin que je ne puis ni ne veux sacrifier

les intérêts de la patrie commune à la vanité exaspérée de quelques « intellectuels. »

Trouverez-vous, Monsieur, que je « trans- pose encore les questions ? » Vous n'aurez donc, en ce cas, vous qui vous piquez de tant de « méthode » qu'à me signaler mes fautes de logique, et, du mieux que je le pourrai, je tâcherai de les réparer. Ai-je besoin d'ajouter que, bien loin de me déplaire, cette polémique, vous le voyez, m'amuse ? Elle me met en haleine pour le reste de la journée. Et après cela, si par hasard elle fatiguait les lecteurs du *Siècle*, je compte sur leur impartialité pour ne s'en prendre qu'à vous. C'est vous qui m'avez attaqué, qui m'attaquez depuis tantôt six mois, qui poussez l'indiscrétion jusqu'à publier de mes lettres privées sans m'en avoir référé seulement. Il est juste que je vous réponde, et j'ai la confiance qu'on le souffrira aussi longtemps que vous le voudrez dans un journal qu'anime l'esprit de justice et de vérité.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma parfaite considération.

Paris, le 19 août 1898.

F. BRUNETIÈRE.

Le Siècle du 23 août 1898, sous le titre : *La Bonne Humeur de M. Brunetière.*

MONSIEUR,

Où donc avez-vous vu que je fusse en colère ? Et quelles raisons, je le demande aux lecteurs du *Siècle*, pourrais-je bien avoir de m'y mettre ?

Grâce en effet à la manière dont vous menez notre polémique, vous m'avez procuré l'occasion de faire entendre à vos lecteurs six fois en dix jours, du 12 au 22 août, un son de cloche qu'ils n'avaient pas depuis longtemps entendu. Si votre collaborateur masqué, M. Michel Colline, prié de se faire connaître, se dérobe et persiste à demeurer dans l'ombre, cela n'a rien de fâcheux que pour lui. Vos réponses qui n'en sont point, ne consistent qu'à me reprocher d'user contre vous de vos propres procédés. Après vous être plaint de mon « impolitesse » et de mes « gros mots » vous vous trouvez fort empêché de spécifier ce que vous avez voulu dire. Après avoir feint de vous étonner que je me fusse reconnu dans l'article de M. Michel Colline, vous êtes obligé de con-

venir que son *Billet de province* ne s'adressait qu'à moi. Et, finalement, après avoir employé, combien ? six ou huit colonnes du *Siècle* à « démontrer » que je n'avais jamais lu ni les *Lettres anglaises*, ni le *Siècle de Louis XIV*, ni le *Dictionnaire philosophique*, c'est de moi, de mon *Manuel d'histoire de la littérature française*, que vous vous autorisez aujourd'hui pour reparler de Voltaire. Non, en vérité, je vous l'assure, il n'y a pas là de quoi me mettre en colère, mais plutôt de me réjouir ! Et on m'aurait donné le choix d'un adversaire ou d'un contradicteur que je n'en aurais pas demandé de plus complaisant que vous ni de plus facile à désenparer !

Relisez-vous seulement vos « réponses » ?

L'autre jour, le 19 août, ou le 18, vous me paraissiez curieux de savoir « pourquoi, dans l'affaire Dreyfus, je me suis rangé du côté qu'il n'eût pas fallu » je m'empresse de vous le dire.

1° C'est que je suis convaincu de l'honorabilité, de la probité, de la loyauté de nos juges militaires ;

2° C'est qu'il n'y a pas de gouvernement

ni de société possibles si nous ne respectons pas les autorités et les compétences que nous avons nous-mêmes établies ;

3° C'est que toutes les prétendues preuves qu'on a voulu donner de l'innocence du condamné de 1894 m'ont paru misérables ;

4° C'est que je ne puis ni ne veux sacrifier les intérêts de la patrie commune à la vanité exaspérée de quelques « intellectuels ».

Vous passez sous silence la première de ces quatre raisons, et dois-je en conclure qu'elle vous embarrasse ? Vous discutez la seconde, vous discutez la troisième ; vous essayez de réfuter la dernière en identifiant ce que j'appelle, moi, « la vanité exaspérée de quelques intellectuels », avec ce que vous appelez, vous, « l'intérêt supérieur de la justice », et puis... et puis, vous concluez triomphalement : « C'est pourquoi le *Siècle* réclame la révision du procès Dreyfus, que M. Brunetière repousse sans en donner de raisons ! »

Voyons, Monsieur, puisque vous venez de discuter vous-même mes raisons, pourquoi dites-vous que je n'en donne point ? Si vous les trouvez mauvaises, pourquoi voulez-vous

que je n'en dise pas, que je n'en pense pas autant des vôtres ? Et si vous avez posé vous-même la question, pourquoi vous plaignez-vous que je vous ai répondu, en me reprochant, d'autre part, de ne vous avoir pas répondu ?

Revenons maintenant à Voltaire, puisque vous le voulez, et qu'aussi bien vous m'avez vous-même investi, depuis hier, d'une compétence réelle sur « le généreux défenseur des Calas ».

« Il y a, dites-vous, les citations déloyales *qui ont pour but*, en isolant une phrase ou un paragraphe, de mettre un auteur en contradiction *avec l'ensemble de son œuvre* », et il y a « les citations loyales qui, prises dans des exposés, des programmes ou des conclusions, *résumant la véritable pensée de l'auteur* ». Je le veux bien ! Mais s'il s'agit précisément de savoir quelle est « la véritable pensée de l'auteur » ou comment on caractérisera « l'ensemble de son œuvre », de quoi, Monsieur, vous autoriserez-vous, sinon de la totalité même de son œuvre ? Et ne voyez-vous pas quel sophisme vous commettrez si vous ne choisissez vos « loyales citations »

qu'autant qu'elles conviendront à l'idée que vous vous formez de cette œuvre ? Dans l'espèce, mes citations étaient tirées de la *Correspondance* de Voltaire. Pourquoi la *Correspondance* de Voltaire ne serait-elle pas un témoin aussi fidèle et aussi sûr de sa pensée que son *Siècle de Louis XIV* ou que ses *Lettres philosophiques* ? Qui ne sait d'ailleurs que, si quelqu'un a reçu les confidences très particulières de Voltaire, c'est ce Dami-laville, auquel il écrivait : « Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants » ? Si l'on voulait citer vingt passages analogues ou, dans le même sens, encore plus forts, qui ne sait qu'on en trouverait autant qu'il en faudrait dans son œuvre ? Vous rappelez-vous un de ses grands griefs contre le christianisme ? « C'est, dit-il, que la plus vile canaille l'a seule embrassé pendant plus de cent ans. » Et, quand il y aurait quelque contradiction entre son œuvre et sa *Correspondance*, qu'est-ce que cela prouverait, sinon que son personnage public n'a pas toujours été conforme à ses vrais sentiments ? Et qui est-ce qui ne parierait pour l'autorité de sa *Correspondance* ?

Mais pour la contradiction qu'à votre tour, Monsieur, vous croyez voir entre ce que j'ai dit des raisons du départ de Voltaire pour Berlin en 1750 et des motifs qu'il a eus d'intervenir en 1762, dans l'affaire de Calas, me permettez-vous de vous faire observer que ces difficiles questions de critique, d'histoire, de psychologie littéraire, ne se décident pas à votre manière, en quatre mots, d'un trait de plume, et qu'il y faut un peu plus d'attention, quelques distinctions, et aussi des nuances ?

Il est donc vrai qu'en 1750 Voltaire est allé chercher à Berlin la consécration de gloire qu'on lui refusait dans sa propre patrie ; et il est vrai qu'en 1753, quand il est revenu de Berlin, il était déjà « *presque* le maître de la littérature contemporaine ». Mais, si j'ai mis ce *presque* là, qui sans doute n'est pas synonyme de *tout à fait*, ne pourriez-vous supposer que je savais pourquoi ? Et, en effet, il est encore vrai qu'au mois d'août 1762 Diderot, qui ne vous sera pas suspect, écrivait à Mlle Volland : « Voltaire... a fait un papier qu'il appelle un *Éloge de Crébillon*... Il en veut à tous les piédestaux. Il aura beau faire,

beau dégrader, je vois une douzaine d'hommes chez la nation, qui, sans s'élever sur la pointe du pied, le passeront toujours de la tête. *Cet homme n'est que le second dans tous les genres.* » Et, ce qui n'est pas moins vrai, c'est que, n'étant jusqu'à ce moment que « le second dans tous les genres », l'affaire Calas fut pour Voltaire l'occasion tant souhaitée, si souvent cherchée et toujours échappée, de devenir enfin « le premier ».

Tout cela se suit, Monsieur, s'enchaîne, se commande et se tient. Mais, pour s'en apercevoir et s'en rendre bien compte, peut-être faut-il avoir étudié Voltaire d'un autre point de vue que le vôtre, plus libéral, plus large, plus désintéressé surtout de toute application aux choses de la politique... C'est à ce point de vue que je me suis toujours efforcé de me placer, et, pour parler de Voltaire, je n'ai peut-être que cette supériorité sur un « ancien ministre », mais je l'ai !

C'est ce qui me permet également de redire que ce grand écrivain, « modèle et désespoir de ceux qui l'ont suivi, » — la phrase est de moi, je vous en avertis, et datée de 1878 — n'a été malheureusement qu'un

« drôle ». Le souci de la vérité passe pour moi, je vous l'avoue, comme pour vous, je pense, avant celui de « nos gloires nationales ». Et pour user d'un tour familier à Voltaire, *quand* un homme n'a jamais reculé devant un mensonge utile ou devant une bassesse avantageuse; — *quand* il a péché cinq ou six millions on ne sait dans quelle eau trouble et dans quels tripotages; — *quand* il a prostitué son talent ou, si vous le voulez, son génie, à toutes les maîtresses royales ou quasi royales, depuis Mme d'Averne et Mme de Prie, jusqu'à la Pompadour et jusqu'à la du Barry; quand il n'y a pas de grossièretés d'injures et d'ordures qu'il n'ait vomies contre ses ennemis littéraires, depuis Fréron jusqu'à Jean-Jacques Rousseau; quand il en a semé ses écrits, et quand, en toute occasion, il s'est fait une originalité de sacrifier son pays à l'étranger, je ne sais si nous pouvons continuer de l'appeler une des gloires nationales; mais il n'y a pas de génie qui tienne! L'histoire a le droit de le nommer un « drôle », elle en a même le devoir; et tel est bien le cas de Voltaire.

Vos lecteurs, Monsieur, les lecteurs du

Siècle, me pardonneront, je l'espère, la longueur inusitée de cette lettre : je sais qu'ils aiment toujours à entendre parler de Voltaire. Du reste, nous voilà ramenés à notre point de départ, je veux dire à la question de M. Michel Colline sur ce que je pensais du « généreux défenseur des Calas ». Voulez-vous que nous nous y tenions ? Je le voudrai donc aussi. Mais, si vous aimez mieux faire encore une fois dévier la discussion, je vous suivrai « sans colère », je vous le répète, ou même avec satisfaction. « Il faut collectionner les pierres que l'on nous jette, c'est le commencement d'un piédestal. » J'ai trouvé ce mot de Berlioz dans le *Siècle* du 21 août, précisément au-dessous de votre signature, et, si je suis trop modeste pour me l'appliquer, j'oserai vous en faire les honneurs et me consoler de mes vivacités de plume en songeant qu'elles peuvent contribuer à l'édifice de votre gloire.

Veillez agréer la nouvelle assurance de ma parfaite considération.

22 août 1898.

F. BRUNETIÈRE.

M. Y. Guyot discutait en neuf paragraphes les assertions contenues dans cette lettre. Voltaire faisait en grande partie les frais de la querelle. Mais l'affaire Dreyfus y était de plus en plus mêlée. En outre, le Directeur du *Siècle* citait une lettre de « Jacques de Vistre » critiquant amèrement Brunetière au sujet de Calvin. Chargé après la mort de Faugère de l'édition des *Provinciales* chez Hachette, Brunetière n'avait pas rectifié, — quoiqu'on lui eût signalé l'erreur — l'attribution à Calvin d'un livre « *De modo propagandi calvinismum* » dont l'auteur était en réalité un jésuite du seizième siècle. D'après ce livre, Calvin aurait conseillé de « tuer, chasser, calomnier » les jésuites.

Le 24 août, le *Siècle* faisait placarder une affiche ainsi conçue : *Lisez le Siècle qui publie tous les jours une lettre de son infatigable collaborateur M. F. Brunetière.*

Le 25, sous le titre : « Les principes en conflit », paraissaient un article de Y. Guyot et la septième lettre de Brunetière qu'il commentait. Voici la lettre :

23 août 1898.

MONSIEUR,

Vous êtes admirable ; je vous le disais hier, et quoique vous le sachiez sans doute, j'ai plaisir à vous le redire.

« Je laisse de côté, dites-vous, les attaques

personnelles de M. Brunetière », et tout de suite vous ajoutez, dans la même phrase, que mes attaques vous rappellent *les procédés des cuistres du dix-septième siècle*. C'est l'histoire du savant Stanislas Julien répondant aux attaques d'un autre sinologue par la brochure intitulée : *Réponse modérée à un infâme pamphlet*.

Vous me mettez au défi de faire preuve d'un « libéralisme égal au vôtre » en me mettant au défi d'insérer votre prose dans la *Revue des Deux-Mondes*, et vous oubliez que, si vous insérez la mienne dans les colonnes du *Siècle*, ce n'est pas du tout un effet de votre « libéralisme », mais comme un cas de force majeure, et à tout le moins une obligation dont vous vous dispenseriez volontiers si vous le pouviez.

Enfin, vous me renvoyez « discuter avec un romancier fameux la question des origines du romantisme », et je ne sais ce qu'en pensera le romancier fameux, qu'il semble que vous *lâchiez* avec une singulière désinvolture; mais tout justement ce que je lui reproche, à lui comme aux « intellectuels » qui l'ont suivi, comme à vous-même, monsieur,

c'est leur intervention dans une question qu'ils ne connaissent pas, ni vous non plus, ni moi du reste, et à plus forte raison.

Aussi ne vous répondrai-je point sur le fond de l'affaire Dreyfus, qu'encore une fois je ne connais point, n'ayant jamais fait partie de l'État-Major général, ni du personnel diplomatique, ni des juges du Conseil de guerre, et n'ayant jamais vu ni l'accusé, ni les témoins, ni les pièces du procès. Comme vous le dites fort bien : « Je suis incompétent en matière de légalité ». J'ajoute seulement que vous ne l'êtes pas moins, vous, l'ancien ministre des travaux publics, je crois, le « romancier fameux » et les « intellectuels ».

Toute la différence est que j'avoue mon « incompétence ». Et puisque précisément, dans toute cette affaire, je ne trouve rien de plus fâcheux que l'intervention passionnée de toutes les « incompétences », je ne serais pas seulement un grand maladroit, mais je me moquerais du public si j'intervenais, au fond. Il n'y avait de compétents dans l'affaire du « capitaine Dreyfus » que ses juges naturels, qui sont les membres du Conseil de

guerre, et c'est pourquoi je persiste à le trouver bien jugé.

Il est toutefois un point sur lequel je puis vous répondre ; et, quand vous me demandez « quelle est mon opinion sur la manière dont ont été conduits les deux procès Zola », je veux bien vous la donner. Ils ont été fort mal conduits, puisqu'on n'a pas encore, au travers des « maquis de la procédure », découvert le moyen de faire payer chèrement au « romancier fameux » les grossières injures qu'il a eu le triste « courage » d'adresser à nos juges militaires. Oui, cela est douloureux, j'en conviens ! Il y a là, comme on dit, une « lacune » de nos lois. Voulez-vous, Monsieur, que nous cherchions ensemble un jour les moyens de la combler ? Et puisqu'il s'agit toujours de la loi de 1881, sur la presse, nous verrions par la même occasion à faire modifier les dispositions qui régissent le droit de réponse. Les lecteurs du *Siècle* n'en seraient sans doute pas fâchés, ni même peut-être son directeur.

Ce n'est pas à la vérité que la discussion ne puisse être quelquefois utile, et, si je ne m'abuse, notre polémique en est une preuve.

Votre collaborateur masqué, M. Michel Colline, avait cru m'embarrasser beaucoup en me demandant ce que je pensais du « généreux défenseur des Calas ». Je le lui ai dit, et il s'est trouvé qu'en 1878, il y a vingt ans, je lui avais déjà répondu.

Vous m'avez reproché d'avoir exagéré le mépris de Voltaire pour la canaille, c'est-à-dire « pour la populace qui n'a que ses bras pour vivre », et, dans la lettre même que je n'avais pas à citer entièrement, et que vous croyez devoir donner ce matin presque entière, vos lecteurs peuvent lire cette phrase : « Quand la populace se mêle de raisonner tout est perdu ». Telle est bien l'opinion de nos « intellectuels », et tout ce que j'ai pu dire d'eux, tout ce que j'en pourrai dire encore, est plus que justifié par cette opinion insolemment aristocratique.

Vous m'avez reproché d'attribuer l'intervention de Voltaire dans l'affaire Calas à des motifs aussi personnels que puissants pour l'homme qu'il était, et aujourd'hui vous reconnaissez le poids de ces mobiles. « Soit, dites-vous, j'accepte la thèse de M. Brunetière ». Et M. Brunetière constate avec satis-

faction que, si vous pouviez discuter sa thèse, vous ne *l'accepteriez pas*.

Voilà, Monsieur, des résultats, et j'espère qu'en continuant nous en obtiendrons d'autres et de plus importants.

Par exemple, vous me reprochez d'avoir emprunté ces arguments à un certain Nicolardot, « dont vous avez rappelé en deux mots la vie et la mort édifiantes. » Je ne me suis pas formalisé du rapprochement, quelque désobligeant qu'il voulût être. Mais, du moment que Voltaire, tout en étant le « drôle » qu'il était, a pu rendre « tant de services à l'humanité », je vous amènerai peut-être à convenir qu'un Nicolardot lui-même en a pu rendre à la critique.

Vous vous étonnez que je puisse opposer à Voltaire « Bossuet, l'un des promoteurs de la révocation de l'Édit de Nantes », ou Joseph de Maistre. Et je ne désespère pas de vous obliger d'avouer que vous vous trompez sur le rôle de Bossuet en son temps ; et pour Joseph de Maistre, dont je crois avoir impartialement noté les défauts dans mon *Manuel de la littérature française*, je vous réduirai à reconnaître en lui ce qu'il y a de plus rare au

monde, un modèle d'honnête homme, et dans cet honnête homme le plus noble accord du caractère et du talent.

Vous me répondez enfin comme si j'avais écrit « que le respect des autorités et des compétences entraînaient leur droit à violer la loi », et je montrerai à vos lecteurs que je n'ai rien dit de semblable, ou plutôt ils le savent, et je finirai bien par vous en faire vous-même convenir. Question de patience et de temps !

Après cela, Monsieur, vous me permettrez *pour aujourd'hui*, de ne pas répondre sur la lettre de M. Jacques du Vistre et d'attendre, pour le faire, de savoir qui est M. Jacques du Vistre. Mais, sérieusement, puisque vous vous piquez de franchise dans la discussion et de loyauté dans la polémique, je vous demanderai quel est ce procédé de lancer l'un après l'autre sur moi tout ce que vous pouvez trouver de collaborateurs masqués, et de mobiliser contre un seul homme toute la rédaction du *Siècle* ? Cela me flatte, sans doute, et m'encourage ! A moi tout seul je vous gêne donc bien, que vous ne puissiez suffire à la besogne ! Mais, comme je vous le di-

sais dans ma première lettre, je crois, je « n'aime pas à combattre dans l'ombre », et, ne m'étant jamais caché ni déguisé pour combattre personne, j'ai quelque droit de m'étonner de cette persistance dans le mystère ou dans la dissimulation.

Agréez, Monsieur, la nouvelle assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

Le Siècle du 26 août contenait une lettre de M. A. Réville adressée à M. Y. Guyot, et concernant les lettres de Brunetière. M. A. Réville jugeait cette correspondance « très instructive » ; cependant la question fondamentale n'y paraissait pas « avancer d'un cran » ; mais elle révélait bien l'état d'esprit de l'admirateur de Bossuet, sa haine de la critique, son besoin d'axiomes dispensant de rechercher la vérité.

Le 27, article de M. Y. Guyot sur les *Compagnons de M. Brunetière*, précédant une nouvelle lettre de Brunetière, que voici :

A la bonne heure, Monsieur nous y voilà donc ; et il ne s'agit plus de la « bonne humeur » de M. Brunetière, ni de sa « grande colère, mais des « principes en conflit » ! C'est ce que j'appelle un nouveau résultat.

« La polémique actuelle dépasse de beaucoup nos personnalités respectives ; » je suis heureux de vous l'entendre dire ; elle « dépasse même les personnalités en cause » y compris celle du capitaine Dreyfus, et, permettez-moi de vous le dire avec plus de gratitude encore que d'étonnement, je n'attendais pas de vous cet aveu. Car vous en avez bien, n'est-ce pas, mesuré la portée ? Dreyfus n'a été pour vous qu'un prétexte ou une occasion. S'il était innocent vous en seriez bien aise, et assurément c'est au nom de la justice et de la vérité que vous soutenez sa cause. Mais, à défaut de Dreyfus, vous auriez trouvé quelque autre « victime » à défendre, et politicien que vous êtes avant tout, vous n'avez eu, vous et les vôtres, pour mener cette campagne et entretenir cette agitation, que des raisons purement politiques. Nous autres, bonnes gens, nous avons un moment failli nous y laisser prendre ; nous avons failli croire qu'il était positivement question de justice et de vérité ; nous vous eussions même un moment suivi sur ce terrain. Quelle erreur eût été la nôtre ! et quel repentir n'en éprouverions-nous pas aujourd'hui !

Vous ne visiez, en effet, qu'à renverser un ministère, à satisfaire de vieilles rancunes, à reconquérir un morceau de pouvoir ! Votre situation ne vous paraissait pas assez considérable dans l'État, je dis la vôtre ou celle de vos amis ; le « grand romancier » ne se croyait pas assez récompensé, couvert d'assez d'honneurs, assez admiré ; les « intellectuels » ne faisaient pas assez de bruit dans le monde, on ne rendait pas « justice » à leurs mérites, ils n'étaient pas les maîtres ou les idoles de l'opinion. On ne faisait pas entre eux et le reste des hommes les différences, la distinction profonde qui seule eût pu satisfaire l'infatuation de leur amour-propre ! On ne se taisait pas quand ils avaient parlé ! On discutait leur sentiment ! Je vous remercie, Monsieur, de nous avoir ainsi révélé les « dessous » de l'affaire Dreyfus. Nous savons, grâce à vous, d'une manière certaine, que « la polémique actuelle dépasse de beaucoup non seulement nos personnalités respectives », la vôtre et la mienne ; « mais elle dépasse même les personnalités en cause », y compris celle du capitaine Dreyfus, et nous nous en doutions bien ;

mais je suis heureux de vous avoir amené à le dire avec cette précision et cette netteté.

Dans ces conditions vous étonnerez-vous que je passe rapidement sur ce que votre réponse contient encore aujourd'hui d'un peu trop personnel, à mon sens, et surtout d'étranger, comme vous en convenez vous-même, au véritable objet du débat ? Vous équivoquez bien encore sur le mot de « compétence », et, quand je me déclare incompétent sur le fond de l'affaire, vous me demandez si je crois donc l'être quand je trouve « misérables » les prétendues preuves que l'on a données de l'innocence du condamné de 1894. La distinction est cependant très simple et je ne puis que la maintenir ; vous avez mis vous-même sous mes yeux toutes les « preuves » de cette innocence ; vous les avez publiquement discutées ; j'ai donc eu toutes les facilités d'en apprécier à mon tour la valeur. Mais au contraire, je ne suis pas intervenu, ni vous non plus que je sache, à l'instruction préparatoire du procès de 1894 ; je n'ai pas vu ni manié les pièces ; je n'ai pas assisté aux débats ; je n'ai pas entendu les dépositions des témoins ; je n'ai pas vu la

physionomie de l'accusé, et, vous le savez bien, c'est tout cela qui constitue la pleine compétence des juges civils ou militaires, et c'est tout cela qui vous a fait défaut. Il serait inutile d'insister ! Vous avez vous-même écarté la question, et j'ai hâte d'arriver au rendez-vous que vous m'avez donné. J'y ai mis le temps, direz-vous peut-être ! C'est qu'il m'a semblé que vous aimiez à me lire, et je prends des franchises de « collaborateur ». Il y a un plaisir étrange, un peu ironique, et je le crains, un peu pervers, à faire l'éloge de Joseph de Maistre dans le journal qui fut celui du « père Havin » et qui n'a pas, depuis lors, dégénéré de son libéralisme.

Vous m'accusez donc d'en vouloir beaucoup à la Révolution ; et il est vrai qu'il m'est souvent arrivé de défendre la Révolution non seulement contre quelques amis, mais contre l'illustre auteur lui-même des *Origines de la France contemporaine*. C'est un détail dont il vous plaît de ne pas tenir compte ! Mais, au lieu de la défendre, quand je l'aurais attaquée violemment, la Révolution française, dans son ensemble, est-elle donc au-dessus du jugement des hommes ? A

qui de nous est-il interdit de penser — ce n'est pas mon avis, encore une fois, — mais à qui est-il interdit de penser qu'elle nous a fait, je veux dire à la France, autant ou plus de mal que de bien ? Si je le pensais, de quel droit attribueriez-vous cette manière de penser à de mesquines, à de vilaines, à d'odieuses raisons ? Ou, de quel droit confondriez-vous la « religion de la Révolution » avec celle de la France ? Eh oui ! je le sais bien ! vous seuls êtes la France ; et vous seuls la représentez ! Quiconque n'est pas avec *le Siècle*, ou avec la République dont vous fûtes le ministre, n'est pas Français, ne saurait l'être, n'a qu'un devoir, qui est de payer sa quote-part de vos appointements, et, le cas échéant, de verser son sang pour conserver votre portefeuille. Car, vous pouvez bien le traiter « d'émigré à l'intérieur », de démagogue ou de clérical, vous ne l'exploitez pas moins !

Souffrez, Monsieur, que nous sentions et que nous pensions d'une autre manière ! Nous sommes Français comme vous ! Nous le sommes depuis plus longtemps que tant d'émigrés accourus de Venise ou de Franc-

fort ! Nous distinguons dans l'œuvre de la Révolution, nous la jugeons ; si quelques-unes de ses conséquences nous paraissent fâcheuses, nous croyons faire œuvre de bons Français en les combattant, ou en les corrigeant, ou en les améliorant, et nous sommes quelques-uns, nous sommes beaucoup qui ne nous imaginions pas détenir pour cela le monopole de la « justice » et de la « vérité » mais qui n'admettons pas que d'autres se l'arrogent. Et, sur la Révolution, comme sur ceux qui s'en font un moyen de réclame, nous avons le droit, que nous maintiendrons, de penser ce que nous voulons ; nous avons le droit de le dire ; nous en usons ; et vous, vous avez celui de nous contredire mais non pas de dénaturer, de travestir et de calomnier nos intentions.

Nous trompons-nous d'ailleurs quand nous pensons et quand nous disons que, dans une Europe hostile et presque tout entière monarchique, notre armée démocratique, fille de la Révolution, est le principe actif de notre force ; et, dans le désarroi du parlementarisme ou dans la mêlée des partis, la garantie de l'intégrité, de l'unité, de la con-

tinuité de la patrie ? C'est une autre question sur laquelle j'ai eu l'occasion de m'expliquer. Mais ce que je puis ajouter aujourd'hui, Monsieur, c'est que, lorsqu'il me souvient des leçons du passé ; lorsque je me rappelle ce que, pendant dix-huit années d'Empire, une certaine « opposition », dont le naïf Havin, je crois, n'était pas la moindre « illustration », a semé systématiquement de défiances haineuses contre l'armée de Sébastopol et de Solférino ; lorsque je me remémore combien cette hostilité du dedans a quelquefois troublé l'âme de nos officiers ; et si je ne puis m'empêcher de penser qu'un jour, devant l'histoire impartiale, les Jules Favre et les Jules Ferry répondront, eux aussi, pour leur part, de Sedan et de Metz, nous ne voulons pas revivre cette mémorable époque ! Tout plutôt qu'une nouvelle mutilation de la patrie française ! Et si vous n'avez pas entrevu, Monsieur, cette conséquence de votre campagne, alors c'est moi qui vous la dénonce. Mais à qui ferez-vous croire qu'en vous la dénonçant je me fasse le serviteur de je ne sais quelles basses intrigues ? Le croyez-vous vraiment vous

même ? Et, si vous le croyez, si vous avez quelque raison de le croire, allons, Monsieur voyons, donnez vos « preuves » : je les attends.

Pareillement encore, quand je combats cet « individualisme » dont vous êtes l'un des apôtres, quel droit avez-vous, je ne dis pas, vous m'entendez bien, de combattre à votre tour mes raisons et de les réfuter, mais de les « écarter » pour leur en substituer d'autres ? Vous êtes quelques-uns qui pensez que ce pays-ci manque d'« individualisme », et moi j'estime, au contraire que, s'il souffre d'un grand mal, précisément c'est de l'excès de son « individualisme ». Nous ne savons plus nous soumettre, ni nous subordonner, ni seulement nous associer. Chacun de nous, à lui tout seul, veut être tout le gouvernement, toute la justice, toute la vérité. Eh bien, mais ! Monsieur, si je trouve cela fâcheux, si je le trouve dangereux, c'est une opinion, c'est la mienne ; et j'admets parfaitement que vous la combattiez ; mais de quel droit supposez-vous qu'elle en recouvre ou en dissimule une autre ? que cette autre serait « inavouable » ? et qu'on a eu be-

soin, pour se la faire, de la demander à un « État-Major dépendant du Vatican ou du Gessù » ?

Mais si maintenant, sans avoir d'ailleurs aucune « haine contre la science », ni même contre certains savants, on ne pense pas que la science, et encore moins la « concurrence », puisse devenir la loi de la morale et la règle de l'existence, pourquoi ne le dirait-on pas ? Quel Büchner a décrété, quel Bouvard ou quel Pécuchet, que le catholicisme n'était « qu'autorité, silence, esclavage, absurdité » ? Et vous avez gouverné, vous, Monsieur, qui parlez ainsi ! Et vous voudriez nous gouverner encore ! Et vous paraissez surpris que nous n'y tenions guère ! Et parce que nous nous y opposons vous recourez aux grands mots ! Nous voulons « tuer l'esprit », nous rêvons la reconstitution de l' « ancien régime » et du « droit divin » ; pourquoi pas le retour des « droits féodaux » ? Vous avez oublié celui-là ! Nous sommes « la démagogie cléricale », et que sais-je encore ? Mais de quoi vous autorisez-vous pour affirmer tout cela ? Dans quel arsenal êtes-vous allé décrocher ces armes

rouillées ? Et, puisque je vous ai dit très clairement les raisons que j'avais de me ranger au catholicisme, vous imaginez-vous peut-être y avoir répondu ? Non, Monsieur, vous n'y avez pas répondu : vous vous êtes contenté de les nier, et, vous rengorgeant alors devant les lecteurs du *Siècle*, vous vous êtes donné ce matin encore cet éloge à vous-même : « En vérité, nul ne... répond mieux que moi ! »

Les lecteurs du *Siècle*, comme vous le dites, en jugeront. Mais, quoi qu'ils pensent de mes raisons, ils songeront, s'ils sont impartiaux, que, dans une question dont vous avez vous-même avoué qu'elle était surtout politique, mes raisons ont au moins cet avantage sur les vôtres qu'elles ne sont pas d'un *politicien*. Ils réfléchiront que je n'ai jamais brigué aucun mandat ni de sénateur, ni de député, ni seulement de conseiller municipal. Ai-je besoin d'ajouter que je n'ai ni contre les juifs, ni contre les socialistes, ni contre les « intellectuels », aucune espèce d'animosité, ni de parti pris, ni de préjugé, — ou du moins je m'en flatte ? Contre les « socialistes » ? Vous le savez de reste !

Contre les juifs ? Les lecteurs du *Siècle* n'ignorent peut-être pas, et, s'ils l'ignoraient, je le leur apprends, que depuis longtemps déjà je n'ai pas laissé passer une occasion de dénoncer ce qu'il y avait de barbare, d'inhumain, j'ai dit d'*animal*, dans ces haines de race qu'il semble qu'une certaine science essaie de raviver parmi nous. Et quant aux « intellectuels », j'estime seulement qu'ils sont trop infatués d'eux-mêmes. Il est vrai que c'est quelque chose, et on peut de là tirer des conséquences. Mais, dans ces conditions, quel « intérêt » puis-je avoir à combattre ce que je combats, à défendre ce que je défends ? Si les idées que je soutiens triomphaient, quel avantage en retirerais-je ? Vos lecteurs, Monsieur, me le diront, s'ils le voient. Et s'ils ne le voient pas, qu'en devront-ils conclure ? Ceci, à mon avis, que l'on peut penser autrement qu'eux sur Voltaire, sur la Révolution, sur « l'affaire », sur la nature, sur le caractère, sur les conséquences de la campagne que vous menez, sur Bossuet, sur Joseph de Maistre, sur les intérêts de la France, sur « l'individualisme », sur le Vatican, et n'avoir pas en tout cela

plus de parti pris qu'ils ne croient en avoir eux-mêmes, ni moins de souci de la justice et de la vérité. Que penseriez-vous de ce résultat, Monsieur, si je pouvais l'obtenir ? et quelle récompense de mon « infatigable collaboration » au *Siècle* ?

Veuillez agréer, Monsieur, la nouvelle assurance de ma parfaite considération.

Paris, 25 août 1898.

F. BRUNETIÈRE.

P.-S. — Je viens de lire la lettre de M. Albert Réville, et je n'y puis toujours opposer que la même réponse :

« M. B... nie-t-il que des pièces secrètes ont été mises... ? » Je n'en sais rien, et personne n'en sait plus que moi, si ce n'est le ministre de la guerre et les juges du Conseil.

« M. B... ignore-t-il que l'écriture du bordereau ressemble... ? » Oui, je l'ignore, n'ayant pas vu le bordereau, n'étant pas expert en écritures et n'ayant entendu sur ce point, non plus que sur les autres, ni les explications de Dreyfus ni les déclarations des témoins.

« M. B... n'a-t-il pas lu comme nous l'acte d'accusation.. ? » Si, je l'ai lu, et je l'aurais voulu plus probant. Mais je n'ai pas assisté aux interrogatoires de Dreyfus, ni, je le répète, aux déclarations des témoins, et, ce que je sais bien, c'est qu'en Conseil de guerre, comme en cour d'assises, ce qui juge en même temps l'accusation et l'accusé, c'est ce que l'on appelle « la physionomie des débats ». Il arrive tous les jours que nous exprimons notre étonnement de la sévérité d'une condamnation, et les juges de l'affaire ou les jurés nous répondent : « C'est que vous n'avez pas entendu les témoins ni vu de vos yeux l'accusé. »

Et ainsi, Monsieur, des autres questions que me pose M. Réville. Elles reviennent toutes à « postuler » non pas du tout que Dreyfus serait innocent parce que le Conseil de guerre a dû se tromper, mais parce que Dreyfus est innocent. Et voulez-vous un exemple assez éloquent de cet état d'esprit ? Relisez, et priez M. Réville de relire un article que le *Siècle* publiait récemment, au cours même de cette polémique. Un « intellectuel » tout à fait éminent y déclarait qu'en

sa double qualité d'Alsacien et de coreligionnaire de Dreyfus, ayant cru tout d'abord à l'innocence de l'accusé pour des raisons purement sentimentales, peu lui importait que le Conseil de guerre y eût passé, et il persistait, lui, dans son opinion. C'est ce que j'ose appeler un phénomène de « vanité exaspérée » ; et d'ailleurs, comme le fait justement observer M. Réville, il est rare que l'on soit « exaspéré » sans le savoir, mais notre orgueil ou notre vanité peuvent l'être sans que nous nous en doutions le moins du monde. L'âme humaine est un grand mystère.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

Siècle du 28 août : *La logique de M. Brunetière.*

Paris, le 27 août.

Il paraît donc, Monsieur, que je suis « du côté du manche », et, en vérité, voilà qui me change ; voilà qui va bien surprendre, s'ils vous lisent, M. Brisson, votre vieil ami ; M. Léon Bourgeois ; M. Trouillot lui-même,

si cet homme d'État est averti de mon existence ; et, depuis trente-cinq ans environ que je me connais, oh ! bien mal et bien peu, voilà ce qui ne m'était pas encore arrivé. Mais, si vous n'y êtes pas aujourd'hui, « du côté du manche », vous y fûtes, Monsieur ; et ils furent aussi, puisque vous les avez nommés, M. Scheurer-Kestner, ancien vice-président du Sénat ; M. Trarieux, ancien garde des sceaux, qui aurait bien dû faire la « revision » tandis qu'elle dépendait de son initiative ; M. Joseph Reinach ; et, pour peu que Dieu leur prête vie, nous les y reverrons encore ; nous vous y reverrons tous, et il fera beau vous y revoir.

Vous remarquerez, Monsieur, que je ne parle pas des « intellectuels », pour une fois que le *Siècle* en a quelques-uns avec lui. Si leur tort est aujourd'hui d'être trop infatués d'eux-mêmes et de la dignité de leur fonction sociale ; s'ils ont oublié que, selon le mot de La Bruyère, ce n'est après tout « qu'un métier de faire un livre comme de faire une pendule », s'ils regardent de trop haut tous ceux des autres mortels qui ne font pas de linguistique ou de microbiologie, c'est affaire

entre eux et moi. Vous n'êtes pas de la partie ! Je ne songeais pas à vous en parlant d'eux. Nous réglions comme qui dirait des comptes personnels. Et c'est pourquoi, tout au long de cette polémique, ayant parlé d'eux en général, je n'en ai moi-même désigné nommément aucun, pas même M. Michel Bréal, à qui je n'ai voulu faire qu'une allusion et que je croyais que vous auriez la discrétion de ne pas mêler, de sa personne, à notre « infatigable » querelle.

Je me plaindrai d'une autre chose, Monsieur. « Je vous prête, dites-vous, les sentiments que j'aurais eus moi-même à votre place. » — Cela n'est pas tout à fait exact. « A votre place », puisque je n'ai pas un instant suspecté votre « bonne foi », ce qui entre parenthèses me distingue de vous, « à votre place », Monsieur, eh bien ! « à votre place » j'aurais sans doute vos sentiments. Mais les sentiments que je vous ai « prêtés » sont ceux que vous avez vous-même déclarés avant-hier, assez nettement et assez longuement. C'est vous qui nous avez dit qu'il y avait dans l'affaire Dreyfus autre chose que l'affaire Dreyfus. C'est vous qui nous avez dit

que la lutte n'était plus entre les adversaires et les partisans de la révision. C'est vous qui avez mêlé dans la question le Vatican et la Révolution. Essayez donc, si vous le pouvez, de diminuer la portée de vos aveux ; efforcez-vous d'en pallier l'imprudence ; épiloguez, distinguez, recourez à tous les artifices de la rhétorique ou de la casuistique radicales ! Mais ne dites pas que je vous ai « prêté » mes propres sentiments quand je n'ai fait que prendre acte des vôtres. Si vous déclarez, ce matin même encore, que « l'affaire Dreyfus est une affaire antisémite », ne dites pas qu'en le disant c'est comme si vous ne le disiez pas. Et quand je me tue à vous dire que je ne suis pas « antisémiste » ; que je ne vois rien de plus odieux que ces « haines de race » ; que je les ai toujours combattues, ou presque de tout temps et assez publiquement, en littérature et en histoire, comme ailleurs, ne venez pas me dire une fois de plus que si je crois à la culpabilité de Dreyfus c'est parce qu'il était juif. Il faut être enfin de bon compte, Monsieur, même dans la polémique, et ne pas « prêter » à son contradicteur les sentiments qui ne sont pas les siens, mais

qu'on aimerait bien qu'il eût, afin de les combattre plus victorieusement.

Je vous le répète donc, Monsieur. Non, je ne considère point « toutes les souverainetés comme infaillibles », pas même celle du suffrage universel, ni les assemblées non plus, ni les tribunaux civils ou militaires ! Je n'ai rien dit de cela, ni qu'on puisse interpréter comme cela. Mais j'ai dit et je redis encore :

1° Que, dans une société régulière, un jugement régulièrement rendu, par les juges naturels et compétents de la cause, dont personne au monde n'a le droit de mettre en doute l'impartialité, la loyauté, l'intégrité, ne saurait être « révisé » révolutionnairement.

2° Que toutes les raisons qu'on apporte en faveur de la « révision » m'ont paru misérables. J'ai dit, Monsieur, « m'ont paru », et « misérables » ici veut dire « fort mauvaises en leur genre ». C'est l'une des définitions du mot que vous trouverez dans le *Dictionnaire de l'Académie*, avec cet exemple à l'appui : « *Toutes les raisons qu'ils allèguent sont misérables.* »

3° Et enfin, si peut-être je ne l'avais pas dit

en termes assez clairs, j'ajoute aujourd'hui que, les cas de révision étant rigoureusement déterminés par la loi, nul n'a le droit de se mettre au-dessus d'elle, d'y substituer son « sentiment » personnel et d'outrager tous ceux qui n'ont pas cru devoir en faire autant.

Il ne s'agit pas en tout cela, Monsieur, ni d'antisémitisme, ni de cléricalisme, ni de contre-révolution. Mais vous m'avez provoqué sur ce point, et je vous ai répondu. Vous ne pouvez vous en prendre qu'à vous si, d'une question purement judiciaire, il vous a plu de faire une question politique et sociale. Vous y revenez encore quand vous dites ce matin : « Et pourquoi trouvons-nous de ce côté la *Croix*, l'*Univers*, la *Vérité*, les *Nouvellistes* de Lyon, Bordeaux, Rouen, Nantes ? » Pourquoi ? Mais, Monsieur, parce que « tous ces journaux ne croient pas qu'il y ait lieu de reviser le procès de 1894. Et vous, si vous voyez autre chose dans ce qu'ils disent à ce sujet, si vous voulez qu'ils fassent « œuvre politique », si vous solidarisez l'affaire Dreyfus avec « l'anticléricalisme », ne voyez-vous pas enfin que c'est vous qui nous empêchez

d'en sortir ? Il y a tout lieu de croire que, d'une manière ou d'une autre, elle serait depuis longtemps terminée si vous n'aviez pas constamment présenté, si tous les jours encore vous ne présentiez pas la révision comme la victoire d'un parti, d'une politique et d'une religion sur une autre. Étonnez-vous après cela que ceux à qui vous ne cachez pas que vous voulez les écraser se défendent, vous résistent, et refusent de vous rendre les armes !

Cet animal est très méchant ;
Quand on l'attaque, il se défend.

Comme je ne réponds pas aux paroles inutiles, je ne dis rien de la phrase où vous me reprochez « de vouloir mettre au Vatican le siège du gouvernement français », si ce n'est qu'elle est digne du temps où l'esprit de feu Havin présidait aux destinées du *Siècle*.

Pour toutes ces raisons, Monsieur, dont la dernière est la plus forte, je n'aurai point l'honneur de vous ouvrir la *Revue des Deux-Mondes*, et je vous jure que j'en suis désolé. Mais je ne vous laisserai pas non plus vanter votre « libéralisme », et je vous ferai observer de nouveau que vous ne m'avez point du

tout « ouvert » *le Siècle*, mais *le Siècle* me subit. A une époque de l'année où les directeurs de journaux politiques, chôment ordinairement de « copie », vous m'avez trouvé bon, depuis une quinzaine de jours, pour vous aider à remplir votre première page et moi comme le lieu ne me déplaisait pas autrement, je me suis laissé faire. Et, si vous avez « par voie d'affiches » invité le public à me lire, j'entends bien que vous avez eu l'intention de lui faire admirer la vigueur de votre argumentation, mais aussi de lui faire croire que M. Brunetière, « de l'Académie française, directeur de la *Revue des Deux-Mondes* », je copie les termes de l'affiche, était devenu des vôtres, et en tout cas il vous a semblé que cette polémique pouvait vous servir d'une assez bonne « réclame ». Si je suis « un malin », vous en êtes un autre ! Mais la *Revue des Deux-Mondes* n'a pas besoin de ce genre de « réclame » ; elle ne chôme pas de copie, même en août ; et, quand elle accueillera votre prose, c'est qu'elle vous aura d'abord et nommément attaqué. Elle y mettra d'ailleurs, j'ose vous le garantir, plus de bonne grâce que le *Siècle*,

et, si je vous réponds, il y a un genre de plaisanteries que je m'interdirai. Vous ne serez pas traité de « cuistre », Monsieur, ni même « d'intellectuel ».

Vous recevrez aussi les épreuves de votre article, et si vous écrivez qu'il faut distinguer *dans* la Révolution on tâchera de ne pas vous faire dire : : « Je distingue *donc* la Révolution. » On ne transformera pas non plus ce que vous aurez appelé « *une lamentable époque* » en une « *mémorable époque* ».

Agréez de nouveau, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

M. Hyacinthe Loyson, dans une lettre à M. Y. Guyot datée du 28 août, et publiée par *le Siècle* le lendemain, critiquait l'attitude de Brunetière en face de l'Église, et le rangeait parmi les lettrés sceptiques ou demi-scientifiques qui « sachant que l'idole est une idole, se courbent cependant devant elle » mettant « l'autorité au-dessus de la vérité ». Voici la réponse de Brunetière à M. Hyacinthe Loyson, parue dans *le Siècle* du 31 août.

MONSIEUR,

Vous connaissez certainement ces paroles :

« Je suis un rationaliste fatigué qui me soumetts à l'autorité de l'Église. Je vois des faits ; je vois par l'histoire la nécessité manifeste d'une autorité divine et visible pour le développement de la vie du genre humain... Dans l'Église catholique est l'autorité que je cherche, et je m'y soumetts. Je crois ce que l'Église enseigne. »

Elles sont d'Augustin Thierry ; c'est le Père Gratry qui les a consignées à l'histoire ; et je ne pense pas que celui qui fut « le Père Hyacinthe » conteste la véracité du Père Gratry.

Il y a plusieurs chemins qui mènent au catholicisme.

Quand on a commencé d'entrer dans celui que prit Augustin Thierry, on n'a pas besoin d'être au bout, ni d'attendre à l'heure de sa mort, pour le déclarer.

Et, en admettant qu'on ait eu tort d'évoluer insensiblement du rationalisme au catholicisme, il y a du moins au monde un homme qui n'a pas le droit de le reprocher à un autre. C'est celui qui est passé comme vous, avec tant d'éclat, du catholicisme au rationalisme.

Recevez, Monsieur, l'assurance de toute ma considération.

F. BRUNETIÈRE.

Siècle, du 1^{er} septembre 1898, sous ce titre :
« *Les Aveux de M. Brunetière* ».

Oh ! Monsieur, quelles subtibilités ! et dans quelles subtibilités m'obligez-vous d'entrer à mon tour !

Il est vrai, *le Siècle* m'a subi, mais quand vos lecteurs ont eu lu, non pas certes mes lettres, mais les belles réponses que vous m'opposiez, ils s'y sont intéressés, et vous, en bon directeur, vous n'avez pas mieux demandé que de continuer, pour leur faire plaisir. C'est ainsi que vous m'avez ouvert *le Siècle*.

Il est vrai, je ne vous « ouvre » pas *la Revue des Deux-Mondes*, mais comme je l'ai spécifié clairement, si *la Revue des Deux-Mondes* était obligée de vous subir pour vous avoir nommément attaqué, c'est alors que j'aurais pour vous tous les égards que vous n'avez pas pour moi.

Mettons le syllogisme « en forme ».

1° Je ne veux point vous ouvrir *la Revue des Deux-Mondes* ;

2° Mais si *la Revue des Deux-Mondes* était obligée de vous subir, ce qui pourrait arriver, tout en ce monde étant possible ;

3° Elle aurait pour M. Yves Guyot les égards que *le Siècle* n'a pas pour M. Brunetière.

Il est vrai encore que « je suis désolé » de ne pouvoir pas présentement vous ouvrir *la Revue des Deux-Mondes*, et pour me « consoler » je n'aurais qu'à vous imprimer ; mais il y a des « consolations » que l'on aime mieux se refuser. *Et noluit consolari.*

Et il est vrai enfin qu'en faisant allusion à l'article de M. Michel Bréal, où je voyais et où je crois voir encore le témoignage d'un état d'esprit qui n'est pas celui de M. Michel Bréal, je vous invitais à vous expliquer un peu sur cet état d'esprit ; mais nous n'avions besoin, ni vous ni moi, de nommer M. Michel Bréal, et en le nommant c'est où je regrette que vous ayez eu moins de discrétion que moi.

Je me sens un peu gêné, littéralement, d'entretenir ainsi vos lecteurs d'affaires per-

sonnelles ; mais, en vérité, s'ils sont justes, ils avoueront qu'il n'y a pas de ma faute ; et puis ces questions personnelles, je le montrerai tout à l'heure, ne laissent pas d'avoir quelque importance.

Vous me posez ce matin même la question suivante : « Si l'antisémitisme avait été étranger à l'affaire Dreyfus, pourquoi les officiers de l'État-Major en lançaient-ils la nouvelle dans le public par *la Libre Parole* ? » Franchement, Monsieur, je n'en sais rien, ne connaissant aucun officier de l'État Major, ni, je crois, personne à *la Libre Parole*, excepté M. Drumont, que j'ai rencontré deux ou trois fois dans ma vie, il y a douze ou quinze ans, à une époque où il n'était même pas encore l'auteur de *la France juive*. Si je vous donne ces détails, c'est qu'ils établiront peut-être aux yeux de vos lecteurs : 1° que je ne parle qu'en mon nom ; et 2° qu'il y a donc lieu de croire que beaucoup de ceux qui pensent comme moi sont dans le même cas que moi.

Je n'ai d'ailleurs jamais prétendu que « l'antisémitisme fut étranger à l'affaire Dreyfus », et, au contraire, en prenant le mot dans son sens large, je n'ai publié la brochure : *Après*

le procès, et je ne vous ai déjà écrit trois ou quatre lettres, au moins, que pour regretter que des questions politiques et sociales se fussent mêlés à une affaire purement politique.

Vous vous étonnez après cela, ou avant, que je persiste à considérer le jugement du 23 décembre 1894 comme « régulièrement rendu ». Il faudrait pourtant s'entendre ! L'irrégularité d'un jugement ne se prouve point par des *on dit* ni par des présomptions, ni par des réticences, mais par des preuves juridiques ; et ce sont ces preuves que nous attendons.

Que trouvez-vous, Monsieur, de « révolutionnaire » dans cette attitude ? Et quel étrange abus du vrai sens des mots ? Je vous accorde que la lettre de M. Trarieux à M. Cavaignac, dans *le Siècle* d'hier matin, n'avait rien de « révolutionnaire », et à ce propos j'ai même admiré de quelles formes courtoises un ancien ministre enveloppait sa pensée pour s'adresser à un ministre en place. Qui sait ? Un ancien ministre est plus exposé qu'un autre à le redevenir. On peut faire partie du même cabinet ! et, en attendant, on se

doit des égards. Mais ce qui est « révolutionnaire », Monsieur, c'est qu'un simple particulier révoque en doute, nie et attaque publiquement l'autorité de la « chose jugée » ; c'est que, n'ayant pas ou ne trouvant pas de moyens légaux d'obtenir ce qu'il voudrait, il en emploie d' « extra-légaux » ; c'est qu'il calomnie ou qu'il outrage ceux qui ne pensent pas comme lui ; et, pour user d'une phrase mémorable, c'est qu'il affiche la prétention de « sortir de la légalité pour rentrer dans le droit ». Je n'ai point donné, je l'avoue, de semblables leçons aux élèves de l'École Normale, et je n'en donnerai jamais à personne.

Non ! le « révolutionnaire », Monsieur, celui qui se met au-dessus de la loi, c'est bien vous ; et, au fond, je ne vois pas bien pourquoi vous vous débattez tant contre cette imputation, au lieu qu'il serait si naturel et si conforme à vos principes de vous en faire un titre de gloire !

En revanche, vous ne pouvez pas admettre que les « preuves » de l'innocence du condamné de 1894 m'aient paru « misérables », et « c'est nous, dites-vous, qui avons le droit de trouver misérables les preuves que M. Ca-

vaignac a apportées après l'*Éclair* et le général de Pellieux ». Vous changez encore une fois l'état de la question.

Je n'ai point à défendre le discours de M. Cavaignac ; et, puisque vous lisez quelquefois *la Revue des Deux-Mondes*, vous devriez savoir ce que nous en avons pensé. Nous n'admettons point de « preuves » postérieures au procès de 1894 ; nous n'admettons pas d'« aveux » non reconnus et contre-signés de l'accusé ; nous n'avons pas d'opinion personnelle sur son innocence ou sur sa culpabilité, nous croyons uniquement qu'il a été régulièrement condamné, et jusqu'à preuve juridique du contraire nous continuerons de le croire. C'est toute la question, et il n'y a qu'elle ; il ne devrait y avoir qu'elle, et ce n'est pas moi, Monsieur, qui y en ai mêlé d'autres.

Mais pourquoi donc suis-je obligé de revenir encore sur tous ces points ? et de ne m'en point lasser, au risque d'ennuyer vos lecteurs ? et de me mettre ainsi toujours moi-même en scène ?

C'est ici, Monsieur, que la question personnelle se lie à une question plus générale.

Nous différons d'opinion sur un point essentiel, et, au lieu de répondre à mes raisons par des raisons, vous feignez d'en donner, et en réalité vous n'attaquez que « l'homme ». Vous voulez persuader avant tout aux lecteurs du *Siècle* que, si je ne partage pas votre opinion, c'est que j'en ai, j'en dois avoir des motifs secrets, pour ne pas dire « inavouables ». On ne peut pas être « de bonne foi » si l'on ne pense pas comme vous ! On ne se soucie point de vérité ni de justice, mais de politique ! On « conspire dans l'ombre », on n'a point pardonné à la Révolution de 1789, on espère « toujours l'étranglement de la gueuse » ! Mais enfin, Monsieur, qu'en savez-vous ? de quel droit, encore une fois, le dites-vous ? quel est ce procédé que de continuer à le redire quand je vous ai dit, combien de fois déjà, précisément le contraire ? S'il ne peut entrer dans votre esprit qu'on puisse être à la fois « catholique » et républicain, pourquoi voulez-vous que tout le monde ait « le crâne fait de même » ? Quelle est enfin cette façon de vous ériger, vous et les vôtres, en uniques représentants de la vérité, de la justice, de la probité, vous, Mon-

sièur, qui n'avez toujours vécu que de la politique, dans la politique, pour la politique, et moi qui n'y ai jamais touché, et tous ceux qui, comme moi, ne sauraient trop regretter que vous l'ayez mêlée dans l'affaire Dreyfus ! Et c'est pourquoi nous n'en sortirons pas, parce que vous ne le voulez pas, je ne dis point, Monsieur, de cette controverse, mais de l'affaire elle-même et de tout ce qu'elle entraîne de douloureuses conséquences.

Quant aux deux questions que vous me posez en terminant, c'est à savoir :

1° *Si je pense à rectifier la fausse citation de Calvin ?*

Et 2° *si je suis croyant et pratiquant ?*

Je m'étonne que vous me les posiez, puisqu'enfin ma lettre « au correspondant du *Journal de Genève* », une lettre assez longue et assez claire, n'était qu'une réponse à la première de ces deux questions, et ma lettre à M. Loyson une réponse à la seconde. Pourquoi donc ne les avez-vous pas tout bonnement publiées, et les avez-vous adressées à leurs destinataires, qui m'avaient attaqué dans le journal, autrement que par la voie du journal ?

Avais-je parlé de M. Adrien Rist, de M. Léopold Monod, de M. Hyacinthe Loyson, ou du correspondant du *Journal de Genève* ? »

Vous me répondrez sans doute : « parce qu'il m'a ainsi convenu » ; et j'aimerais assez cette réponse, qui prouverait à vos lecteurs votre amour de la vérité, de la justice et de la liberté. Les droits de la défense sont sacrés !

Pour la cinquième lettre, qui ne contenait suivant vous, qu'un outrage, et que « vous ne publierez pas dans *le Siècle*, je vous dirais : « nous verrons bien », si je pouvais être assez naïf pour donner dans le piège et pour fournir une trop belle occasion d'appliquer le *non bis in idem*.

.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

Paris, 30 août, 1898.

F. BRUNETIÈRE.

Siècle, du 3 septembre 1898, sous ce titre : *La liquidation Brunetière*.

1^{er} septembre 1898.

MONSIEUR,

Laissons ce matin de côté toutes les questions de personnes, si vous le voulez bien, et parlons froidement, si nous le pouvons.

« Si M. Brunetière, dites-vous, avait su que sa dixième lettre paraîtrait le lendemain du jour où le colonel Henry aurait avoué être l'auteur du faux produit par le général de Pellieux à la cour d'assises et par M. Cavaignac à la Chambre des députés, aurait-il écrit les neuf premières ? » Mais... oui, Monsieur, sans aucun doute, puisqu'elles étaient parfaitement sincères ! Et, à mon tour, je vous demanderai ceci : « Croyez-vous, vous, Monsieur, que si M. Cavaignac eût su que la pièce qu'il invoquait était fausse, il s'en fût autorisé dans son *Discours* du 7 juillet ? » Non, n'est-ce pas ? Cependant, et tandis qu'on l'outrageait de toutes les manières, que faisait M. Cavaignac ? Il reprenait l'affaire tout entière, il examinait, il interrogeait, il cherchait cette « vérité » qu'on l'ac-

cusait de vouloir étouffer, il ne tenait aucun compte des éléments étrangers qu'on l'accusait d'y mêler, il apportait enfin dans son enquête cette « bonne foi » dont on l'accusait de manquer, et loyalement, ce qu'il avait découvert, il le disait.

C'est, Monsieur, ce que je n'éprouve, à mon tour, aucun embarras de faire, et, puisqu'il ne s'agissait entre nous que de « la bonne foi » de ceux qui s'opposent à la révision du procès de 1894, puisque c'est encore ce que vous discutiez ce matin dans *le Siècle*, vous ne sauriez souhaiter, de cette « sincérité » une preuve plus éclatante.

Vous n'invoquiez jusqu'ici dans l'affaire Dreyfus, à mon avis du moins, que des « présomptions » — c'est le mot de M. G. Lamaignère — et ces « présomptions », je l'avoue me paraissaient infiniment moins « graves » qu'à lui. C'était mon opinion, et ce l'est encore. Vous disiez de l'affaire « qu'au fond elle était la lutte de l'Église contre la pensée libre, contre la justice, contre la science, contre la Révolution » — j'emprunte ces mots à M. Ranc et moi tout en maintenant notre droit, mon droit à moi, si vous le vou-

lez, de penser tout autrement que vous sur la Révolution, sur la science, sur la justice, sur la pensée libre, sur l'Église, je vous répondais que je n'avais jamais rien mêlé de tout cela à l'affaire Dreyfus. Je ne l'y ai même pas laissé mêler, autant qu'il dépendait de moi. Aujourd'hui, et grâce à un homme que vous accusiez de je ne sais quelle « conspiration » contre la justice et contre la vérité, nous sommes en présence d'un fait précis, d'un fait, hélas ! plus avéré qu'il n'eût pu l'être par un arrêt de justice, et d'un fait ignoré ou insoupçonné de tout le monde. Est-ce que vous avez cru que j'en méconnaîtrais la gravité ? Mais, Monsieur, c'est alors que je serais l'homme que vous avez essayé de peindre ; et précisément je n'ai entrepris et poursuivi toute cette polémique que pour prouver le contraire !

Cela m'est d'autant plus facile, qu'interpellé par vous sur ce que je pensais du discours de M. Cavaignac, je n'avais eu besoin d'aucun « flair » je vous l'assure, pour vous répondre catégoriquement que je n'admettais ni « aucune preuve postérieure au procès de 1894 » ni « aveux non reconnus et contresi-

gnés de l'accusé ». J'ajoutais, et j'ajoute, que « je n'avais pas d'opinion personnelle sur l'innocence ou sur la culpabilité » du capitaine Dreyfus : et je vous renvoyais à *la Revue des Deux-Mondes*, où nous avons uniquement soutenu l' « autorité de la chose jugée ». Et, dans l'ardeur de la polémique, à ne prendre qu'en gros les choses, je consens qu'on puisse dire que c'est « la même chose » ; mais au fond, et en toute justice et toute vérité, vous savez bien, Monsieur, qu'il n'y a rien de plus différent. L'accusé X... est-il « innocent » ou « coupable » ? C'est une question de fait qu'en l'espèce, et encore aujourd'hui, je ne reconnais le droit de trancher qu'aux juges compétents de la cause. Mais devons-nous ou non maintenir le « respect de la chose jugée » ? C'est une autre question, une question de principe, où il y va de l'existence même des sociétés, et c'est pour cela que la loi a si rigoureusement restreint les cas de révision. Tous les juges peuvent se tromper ; vous n'en trouverez pas un qui se croie « infaillible », mais en dernier ressort, il faut bien que ce soit leur « conviction » ou leur « conscience » qui dé-

cide de l' « innocence » ou de la « culpabilité » des accusés ; en l'absence de tout fait précis, *publiquement ou juridiquement établi*, c'est leur conscience qu'on viole en attaquant leurs jugements ; c'est ce qu'on faisait en attaquant le jugement de 1894 ; et c'est, pour ma part, ce que je n'ai pas voulu faire.

Maintenant, les aveux du colonel Henry relatifs à un faux commis en 1896, et dont on ne saurait envisager sans quelque effroi toutes les conséquences, ces aveux constitueront-ils le « fait nouveau » qui pourra donner ouverture à la revision du procès de 1894 ? Mon premier mouvement a été de le croire, et je pense avec *le Journal des Débats* qu' « un fait de telle gravité doit... appeler l'examen le plus attentif sur les autres documents qui ont servi à édifier l'accusation portée contre Dreyfus ». Mais je crois aussi qu'il faut attendre, n'étant ni jurisconsulte, ni magistrat, ni membre du gouvernement. Je crois aussi qu'il est temps afin que, dans un pays comme le nôtre, la « responsabilité ministérielle » devienne quelque chose de plus qu'un vain mot, et que, dans les circonstances comme celles que nous traversons, elle ait une

autre sanction que la perte d'un portefeuille.

C'est pourquoi, Monsieur, je vous fais une proposition. Si, dans l'affaire Dreyfus, vous ne voyez comme moi, que l'affaire elle-même, et l'affaire seule, voulez-vous laisser le ministre de la guerre poursuivre et achever l'enquête qu'il a commencée ? Voulez-vous, s'ils croient que le procès de 1894 doit être révisé, laisser le garde des sceaux et le président du Conseil, maîtres et juges du moment de cette « révision », comme aussi du droit de la refuser ? Si vous craignez qu'ils ne soient détournés de cette préoccupation par d'autres affaires, car enfin la vie d'un grand pays ne saurait demeurer suspendue à la solution d'une seule affaire, et quelque grave que soit cette affaire, voulez-vous charger quelques jurisconsultes de la suivre ? Voulez-vous d'ailleurs, en en parlant, ne parler uniquement que d'elle et n'y mêler ni la science, ni le cléricalisme, ni la Révolution, ni la libre pensée, qui ne sont point en cause là-dedans, qui n'y ont rien à voir, et sur lesquelles, vous et moi, nous avons vingt autres occasions de nous expliquer, de nous contredire, et de nous combattre ? Voulez-vous, s'il

m'arrive de convenir que « l'antisémitisme n'est pas étranger à l'affaire Dreyfus », en prendre acte, mais convenir aussi que c'est ce que je regrette et de quoi je me plains ? Enfin, Monsieur, voulez-vous que nous laissons une affaire purement judiciaire s'engager et se dénouer par des moyens judiciaires ? Et, au lieu de souffler sur les passions, ce qui ne peut naturellement manquer de les attiser, voulez-vous plutôt travailler à les apaiser ? cette proposition n'est pas seulement raisonnable ; je la crois aussi très efficace, et la plus sûre, peut-être même la plus rapide pour atteindre le but que vous vous êtes proposé. J'attends impatiemment de voir comment vous l'accueillerez ; et je vous prie, Monsieur, en attendant, de vouloir bien agréer l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

Siècle du 5 septembre 1898 : La douzième et dernière lettre de M. Brunetière.

3 septembre, 1898.

En effet, Monsieur, nous n'avons pas de « convention à faire » et je pense que cela

veut dire que vous continuerez de mêler à l'affaire tout ce qui en a jusqu'ici retardé la solution.

Moi, de mon côté, je continuerai d'en distinguer soigneusement et d'en séparer profondément tout ce qui n'a point de rapport avec elle.

J'attendrai *de qui de droit* la revision du procès de 1894, sans rien vouloir préjuger de ce qu'elle m'apprendra.

Je dirai que le principe de la criminelle erreur du malheureux colonel Henry ayant été de croire « que la fin justifiait les moyens », il n'y a pas de sophisme plus dangereux ni dont nous devons tous nous garder plus scrupuleusement.

On ne va pas à la justice par l'injustice, ni à la vérité par la violence !

Et, dans une opération de cette gravité, je continuerai de faire bon marché de ma « perspicacité » — qui n'intéresse que mon amour-propre, et encore, si faiblement ! — pour ne tenir compte que des faits juridiquement établis et prouvés.

Nous aurons d'ailleurs vingt autres occasions, comme je vous le disais, de montrer

à nos lecteurs que nous ne nous entendons ni sur Voltaire, ni sur la Révolution, ni sur l'armée, ni sur l'Église, ni sur l'individualisme, ni sur « quelques intellectuels », ni sur quoi que ce soit au monde.

Mais vous n'aurez plus le droit de mêler à ces controverses la question de « bonne foi », et, puisqu'aussi bien c'était le point de départ de notre polémique, la voilà terminée.

Je regrette, pour vos lecteurs, qu'elle ait duré si longtemps !

Veuillez agréer, de nouveau, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

Post-scriptum. — Il me paraîtrait utile, et peut-être même indispensable à notre liquidation (je dis notre, parce qu'en effet vous ne sauriez liquider sans moi), que *le Siècle* insérât :

1° Ma réponse à M. Trarieux ;

2° Mes « lettres ouvertes » à M. Adrien Rist et au « correspondant du *Journal de Genève*. » Je vous tiendrais quitte des deux autres, et vos lecteurs sauraient à quoi s'en

tenir sur deux questions de peu d'importance mais qui paraissent les avoir intrigués.

Il y en a une, vous vous le rappellerez sans doute, que vous m'avez posée ou fait poser jusqu'à cinq et six fois.

F. B.

Le Siècle publia en effet « la réponse à M. Trarieux » le lendemain du jour où Brunetière l'en priait, c'est-à-dire le 4 septembre :

MONSIEUR,

M. Trarieux me répond ce matin : « Je suis entré au ministère en janvier 1895, peu de jours après la condamnation de Dreyfus, et j'en suis sorti en novembre de la même année. Comment aurais-je pu, pendant cette période, provoquer soit l'annulation, soit la révision du procès Dreyfus, *alors qu'aucun des faits pouvant les motiver n'était encore venu à ma connaissance ?*

Et M. Trarieux me renvoie au « compte rendu sténographique du procès Zola ».

Je m'empresse de m'y reporter, et j'y lis, au tome I, p. 176 :

Déposition de M. Trarieux.

« Je n'avais pas suivi les détails du procès de 1894, du procès Dreyfus ; mais peu de temps après, *dans le cours des années 1895 et 1896*, des divulgations graves me furent faites, qui jetèrent une assez grande inquiétude dans mon esprit. *La première de ces divulgations touchait à l'existence de documents secrets qui avaient pu jouer dans l'affaire un certain rôle.* »

Il y a bien : « *La première de ces divulgations* », et il y a bien : « 1895 ».

M. Trarieux ayant tenu les sceaux de janvier à novembre 1895, « dans le cours de l'année », j'ai cru pouvoir *insinuer* qu'il aurait bien dû faire alors la révision.

Je compte, Monsieur, sur votre obligeance pour vouloir bien insérer demain cette « contre-rectification » et je vous prie d'agréer l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

2 septembre 1898.

Et le 5, paraissait la réponse au « correspondant du *Journal de Genève* :

MONSIEUR,

Votre article m'avait échappé, mais *le Siècle* l'ayant reproduit et l'ayant même « signalé à mon examen », je me suis empressé, comme il convenait, de l'examiner, et au fond je ne suis pas fâché de l'occasion qu'il m'offre de m'expliquer.

Vous rappelez donc qu'on a été naguère étonné « de me voir attribuer à Calvin la paternité d'opinions que lui avait méchamment prêtées le jésuite Becanus » ; c'est une première et assez grave erreur, que je me garderai bien de croire volontaire, quoique j'en eusse quelque droit, si, comme vous le dites, « vous n'avez pas oublié l'aventure », et que même « elle soit passée pour ainsi dire sous vos yeux. » Vos yeux ont donc peu de mémoire ! Ce n'est pas moi, en effet, qui ai attribué à Calvin une opinion du jésuite Becanus ; c'est M. P. Faugère au tome I^{er}, page 202, de son édition des *Provinciales* ; et je n'ai pas connu ni vu de ma vie M. Faugère. Je n'ai jamais non plus lu Becanus.

Quand M. Faugère fut mort, je fus chargé, par la confiance de Mme Faugère et de la maison Hachette, de continuer l'édition du *Pascal*, et, pour commencer, de mettre ou d'achever de mettre sur pied le second volume des *Provinciales*. Il y en avait *treize* feuilles de tirées sur *trente-neuf*, et il était entendu que l'établissement du texte des dernières *Provinciales*, que toutes les notes, à l'exception de deux, et que tous les *appendices* étant l'œuvre propre, personnelle et définitive de M. Faugère, lui seul serait en nom, comme il l'est, au titre de ce second volume, qui a paru sous la date de 1895. Dans ces conditions, c'est une question de savoir si j'avais le droit dans un second volume, qui paraissait neuf ans après le premier, de « rectifier » les erreurs contenues dans ce premier volume.

Les éditeurs de l'œuvre posthume de Fustel de Coulanges, qui étaient ses élèves, ont-ils rectifié les erreurs, s'il y en a, que contiennent ses premiers volumes ? L'éditeur du dernier volume des *Origines de la France contemporaine*, qui était le neveu de l'auteur, a-t-il « rectifié » ce qu'il y a d'erreurs, s'il y

en a, dans l'*Ancien Régime* ? Et les éditeurs du dernier volume de Renan, qui étaient ses héritiers, ont-ils « rectifié » ce qu'il peut y avoir dans le premier de son *Histoire d'Israël* ? Ma situation était la leur, avec cette différence, toutefois, que je n'étais rien à M. Faugère et que, l'espèce de titre qu'ils tenaient de leurs relations avec Renan, Taine et Fustel de Coulanges, j'aurais trahi la confiance de Mme Faugère si je me l'étais arrogé. Je ne me rappelle même pas l'avoir ennuyée de de cette histoire.

Mais vous ajoutez, Monsieur, « qu'on me vit avec un étonnement croissant » ; — j'admire cet étonnement qui, comme un enfant dans le sein de sa mère, croissait, même avant d'être né ; — on me vit donc, avec un étonnement croissant, « refuser de rectifier, sous prétexte que des idées semblables, et c'était faux, se trouvaient à profusion dans les écrits de Calvin. » — C'était faux, voilà, Monsieur, une parole un peu bien légère ! Puisque votre mémoire vous trahissait, vous eussiez donc bien fait de vous reporter encore à la page 202 du premier volume des *Provinciales*, et là vous eussiez vu que la

note incriminée se terminait par ces mots :

« Cette opinion (l'opinion prêtée par Becanus à Calvin), *était toute naturelle de la part d'un homme qui avait pour principe que la peine de mort* devait être infligée aux hérétiques, c'est-à-dire à ceux qui professaient d'autres doctrines que les siennes. »

Évidemment, dans la pensée de M. Faugère, et en dépit de toute « rectification » c'était la partie de la note qui subsistait, et que j'aurais été dans l'obligation de conserver ou même d'aggraver, s'il en avait fallu venir à la question de fond, qui était celle du libéralisme d'esprit et de la « tolérance » de Calvin. C'est à cette occasion que j'ai cité ou visé le livre de la *Réfutation des Erreurs de Michel Servet*. On voulait me faire dire, comme autrefois à Voltaire, que « Calvin avait été un bon homme » ; et comme c'est ce que je ne pense pas, comme c'était en outre ce que ne pensait pas M. Faugère, voilà le principe de ma résistance, et voilà le dénouement de l'histoire.

Elle diffère en quelques points de celle que vous aviez contée aux lecteurs du *Journal de Genève*.

Je m'arrête, Monsieur, parce que cette lettre est un peu longue, et puis parce que je ne veux pas discuter le passage de votre article où vous insinuez si galamment, où même vous dites en termes forts clairs que « cette aventure... m'ayant un peu nui auprès de ces intellectuels qui... etc., *je me venge en les maltraitant.* »

Ceci est sans doute plus grave que de prendre même un texte de Becanus pour un texte de Calvin.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

F. BRUNETIÈRE.

LES DROITS DU CONGRÉGANISTE

LETTRES A M. F. BUISSON ¹

Septembre 1902.

Dinard, 18 septembre.

MON CHER DIRECTEUR,

Il a paru dans *le Temps* d'hier mercredi 17 septembre une longue lettre de M. Ferdinand Buisson, *grandis epistola*, très propre à embrouiller la question de la liberté d'en-

1. Dans *le Temps* du 17 septembre, M. F. Buisson avait publié un article important sur la *Liberté inaliénable*. Il ne contestait aucun droit au *congréganiste*, mais à la *congrégation* il refusait le droit de se constituer en personne civile, et le droit de se constituer en personne enseignante. En combattant ces deux « prétentions », il affirmait qu'il restait dans l'esprit de la Déclaration des Droits de l'Homme. — Il reprochait aux Congréganistes de « ne sortir du monde que pour y mieux rentrer », de revendiquer des droits auxquels ils avaient renoncé par leur profession religieuse même. Il marquait une incompatibilité radicale entre l'état de congréganiste et l'état

seignement ou du droit d'enseigner, et à laquelle, pour cette raison, je vous serais reconnaissant de vouloir bien accueillir ces deux mots de réponse.

L'argumentation de M. F. Buisson se fonde tout entière sur une distinction, dont je crois qu'il est l'inventeur, entre le *droit du congréganiste* et le *droit de la congrégation* en matière d'enseignement. Sans m'embarrasser pour le moment de cette métaphysique politique, — et quand je dis : « pour le moment », je veux dire que je me réserve toute liberté d'y revenir, un jour ou l'autre, s'il y a lieu, — je me contenterai de soumettre à M. F. Buisson lui-même, et à l'opinion publique, la supposition que voici :

Nous sommes la compagnie de Jésus, les Dominicains ou les Eudistes. Avec notre argent, dont la loi n'a pas à rechercher l'origine, et dont nous sommes prêts, au surplus,

de professeur : « s'engager à être professeur, c'est s'engager à penser et à faire penser librement. » Et il concluait : liberté de conscience absolue — mais refus de la personnalité civile aux collectivités ; liberté d'enseignement, — sauf aux ecclésiastiques, séculiers et réguliers.

La lettre de Brunetière parut dans *les Débats* du 19 septembre.

à justifier la possession, nous achetons un immeuble en France. Nous ne demandons aucun privilège, aucune exception ou aucune faveur, et nous n'invoquons d'autres droits que ceux qui garantissent en France, non seulement à tout Français, mais à tout étranger, la propriété de ses biens. Nous aménageons cet immeuble à notre convenance, et nous y installons une école. Nos professeurs et, si l'on veut, nos maîtres surveillants ne se sont dérobés à aucune des charges qui sont celles de tous les Français, y compris le service militaire. Ils sont d'ailleurs munis de tous les titres ou diplômes, brevets de capacité, baccalauréats, licences, agrégations, exigés par la loi de quiconque prétend enseigner. En outre, notre établissement demeure ouvert aux inspecteurs de l'instruction publique. Et enfin, nous, nous ne décernons point de grades ; mais tous les examens auxquels nous préparons sont de ceux que l'on ne subit que devant des jurys d'État.

Je demande à M. F. Buisson :

1^o Ce qu'il voit, dans ces opérations, qui lèse « le droit de l'État » ou qui contrarie « la Déclaration des Droits de l'Homme » ;

2° Où il place, à quel moment de la succession de ces opérations, sa distinction entre « les droits du congréganiste », et « les droits de la congrégation » ;

3° Celle de ces opérations qu'il se croit en droit de m'interdire, et au nom de quel principe qui ne soit pas une violation de quelque liberté, ou la mise à *l'index* de quelque catégorie de citoyens ?

Dès que M. Buisson nous aura nettement répondu sur ces trois points, c'est alors, mais alors seulement, qu'il sera temps de discuter l'idée, ou plutôt l'idole, qu'il se fait de l'État, et notamment quand il l'investit du droit non seulement de *légaliser*, ou de *légitimer*, mais proprement de *créer*, ce que sa mission n'est que de *protéger*, *d'assurer*, et de *garantir*.

Recevez, mon cher Directeur, etc.

F. BRUNETIÈRE.

M. Buisson, dans une lettre du 19 septembre, parue dans *les Débats* du 21, contesta le point de départ même de Brunetière, « nous sommes la compagnie de Jésus », etc. Car alors, disait-il, vous êtes une congrégation non autorisée, et votre question équivaut à celle-ci : « Est-il licite à un

groupement de citoyens de se mettre au-dessus de la loi ?

Les Débats du 23 septembre publièrent une seconde réponse à M. Buisson :

Au Directeur du *Journal des Débats*.

Paris, 22 septembre.

MON CHER DIRECTEUR,

Est-ce que j'ai parlé l'autre jour d'un « droit supérieur » des Jésuites ou des Dominicains ? Il faut donc alors que ce soit sans m'en apercevoir ! On ne revendique en effet pour eux que le « droit légal » ou le « droit commun », de tous les Français ; et on estime, au contraire de M. F. Buisson, que ce droit comporte ou enveloppe « le droit d'enseigner » au même titre, sinon tout à fait dans les mêmes conditions que le « droit de parler » ou que le « droit d'écrire ». M. F. Buisson a-t-il la prétention d'empêcher quelque jour les Jésuites ou les Dominicains, comme tels, de fonder des journaux ou de tenir des réunions ? C'est encore ce qu'on aimerait savoir, et j'en fais, dès maintenant, l'objet d'une quatrième question.

Si, d'ailleurs, on les a choisis, « et non

certainement au hasard », pour poser à leur occasion les trois questions auxquelles M. F. Buisson refuse pour le moment de répondre, c'est qu'en fait ils existent, et c'est d'eux ou de leurs frères qu'il s'agit présentement, non d'une congrégation idéale ou quelconque, ni d'une « collectivité en formation » mais, après cela, puisque M. F. Buisson ne me demande que de « modifier les termes de ma supposition », je n'y vois pas d'inconvénient, et je puis lui donner cette satisfaction.

Nous sommes donc une société civile, et, dans un immeuble acquis de nos deniers, il nous a plu d'installer une école dont il nous plaît également, et au nom de la « liberté de penser », que les maîtres, munis au surplus de tous les titres, brevets et diplômes nécessaires, soient catholiques et même prêtres.

Je demande itérativement à M. F. Buisson :

1° Ce qu'il voit là qui contrarie « la Déclaration des Droits de l'Homme » ou qui lèse le droit de l'État ?

2° A quel moment de l'opération il insinue sa distinction entre le « droit de la congrégation » et le « droit du congréganiste », ou,

s'il l'aime mieux, entre le droit de l'employeur de celui de l'employé ?

3° Et au nom de quel principe qui ne soit pas la violation de quelque liberté ou la mise à *l'index* de quelque catégorie de citoyens, il me conteste le droit d'enseigner ?

A la vérité, sur ce dernier point, quelques lecteurs trouveront peut-être qu'en refusant de me répondre, M. F. Buisson ne m'a déjà que trop éloquemment répondu. Sa lettre est une preuve qu'il ne s'embarrasse guère de « mettre à *l'index* » quelques milliers de Français, ou de « violer quelque liberté ». Mais je voudrais le lui entendre dire d'une manière et en des termes plus explicites encore ! Je voudrais lui entendre dire que si j'ai des idées qui ne soient pas les siennes, je n'ai pas le droit de les répandre, ni même, personnellement, le « droit d'être ». « Non, vous n'êtes pas ! Vous n'avez pas le droit d'être ! » Et je voudrais lui entendre dire, parce qu'alors on le saurait, que la loi, dont il fait tant d'état quand il l'approuve et si peu quand elle le gêne, n'a pas du tout pour objet de réaliser un peu de justice et d'égalité parmi les hommes, mais d'asservir,

« de gré ou de force », les malheureux « errants » à la domination de ceux qui détiennent la vérité. C'était aussi l'opinion de ceux qui ont révoqué l'Édit de Nantes.

Veillez agréer, mon cher Directeur, l'expression des sentiments avec lesquels je suis votre tout dévoué.

F. BRUNETIÈRE.

Post-scriptum. — Je suis un peu étonné de lire dans quelques journaux que la *Ligue de la liberté d'enseignement* aurait exclu les Israélites de son premier appel. Mais, au contraire, nous avons écrit textuellement : à tous ceux qui pensent comme nous sur le droit d'enseigner et sur la solidarité de toutes les libertés, *libres-penseurs, israélites, protestants, catholiques*, nous adressons le présent appel.

La première ligne de notre *Programme* insiste également sur ce point que nos revendications sont étrangères à toute *distinction politique ou religieuse*. Et enfin, à l'endroit où nous parlons de la liberté de rattacher, quand on le jugera bon, l'enseignement de la morale à celui de la religion, nous avons

eu soin d'user de cette formule : « *les religions reconnues par l'État.* »

Dans *les Débats* du 25 septembre, M. F. Buisson répondit par *oui* à toutes les questions de Brunetière, parce que celui-ci, disait-il, « a retiré de ce débat la question même sur laquelle nous sommes en désaccord : il en a retiré la *liberté des congrégations* pour n'y laisser que la *liberté de l'enseignement.* »

Brunetière enregistra ces déclarations dans une dernière lettre, publiée également dans *les Débats* du 25 septembre :

MON CHER DIRECTEUR,

En posant à M. F. Buisson les quatre questions auxquelles il répond qu'il ne saurait répondre autrement que nous-mêmes, je n'avais pour objet que de distinguer expressément les deux points qu'il confondait ensemble, c'est à savoir : la liberté des congrégations et le droit d'enseigner.

Il convient que ce sont bien deux points, et il déclare qu'au besoin personne plus énergiquement que lui ne maintiendra la distinction.

J'en prends donc acte, avec plaisir, tant en mon nom qu'au nom de la Ligue de la liberté

d'enseignement et en ne lui demandant que de se souvenir lui-même de la netteté de ses déclarations aussi fidèlement que nous nous engageons à le faire de notre côté.

SUR LÉON XIII¹

21 juillet, 1903.

« Vous ne me reverrez plus ! » me disait-il la dernière fois que j'eus l'honneur d'être admis à son audience, il y a de cela quinze mois ; mais comme c'était, depuis huit ans, la quatrième fois qu'il me le disait, avec un fin sourire où la résignation n'avait pas éteint l'espérance, je me plaisais à croire qu'il me le redirait encore plus d'une fois, tant il y avait de vivacité dans son geste et d'énergie dans sa parole et, sous la frêle enveloppe de ce corps émacié tant on sentait de vigueur d'esprit.

1. Léon XIII était mort le lundi 20 juillet à 4 heures de l'après-midi. L'article de Brunetière parut le lendemain dans le *Gaulois*.

J'arrivais de Nice, où je venais de faire une conférence en faveur du « Monument de Bossuet », et je partais le lendemain pour Florence, où j'allais en faire une autre sur *le Progrès religieux dans le catholicisme*. Il le savait. Et, comme il l'avait fait pour une autre conférence, à laquelle, deux ans auparavant, au mois de janvier 1900, peu s'en était fallu qu'il me fit l'insigne honneur d'assister, il voulut bien me demander de lui en exposer le plan. Ce lui fut une occasion de revenir sur quelques-unes des idées qui lui étaient les plus chères, qu'il venait précisément de développer à nouveau dans une récente *Encyclique*, et notamment sur celle-ci que, dans les temps où nous sommes, l'obligation s'imposait aux « laïques » de faire tout leur devoir, et ce devoir, disait-il, ne consistait pas moins dans la défense, par la parole et par la plume, et dans l'apologie, que dans la pratique même de la religion...

On me pardonnera d'évoquer aujourd'hui ces souvenirs personnels, et on m'approuvera de n'y pas insister. Aussi souvent que j'aie sollicité l'honneur de son audience, si le grand pape qui vient de mourir m'a donné

des marques particulières d'une bonté dont je garde fidèlement la mémoire, ce n'est pas de mes sentiments qu'il s'agit aujourd'hui, ni même de la douloureuse émotion que m'a causée la nouvelle de sa mort. Non, en vérité, il ne s'agit aujourd'hui de répandre ni des « pleurs », ni des « fleurs » sur le cercueil d'un Pontife, qui, s'il disparaît, c'est à l'heure, n'en doutons point, que la Providence a voulue.

Dans l'histoire de l'Église, quand un « grand destin s'achève », c'est qu'un « grand destin commence ». Ce que d'ailleurs l'on doit aux hommes publics, ce n'est pas de témoigner bruyamment la tristesse qu'on ressent de leur perte, et la meilleure manière qu'il y ait presque toujours de les regretter, c'est d'essayer de caractériser leur œuvre. A plus forte raison quand à peine se sont-ils eux-mêmes considérés comme les ouvriers ou les artisans de cette œuvre, mais plutôt comme l'instrument ; quand ils n'ont pas mis leur récompense dans les opinions ou les jugements des hommes ; et quand enfin la mort, en les touchant, ne les a surpris, ni déconcertés, mais avertis seulement que

leur tâche en ce monde était désormais accomplie.

*
* *

A aucun Pontife, et depuis bien longtemps, pas même peut-être à Pie VII, l'élu du conclave de Venise et le négociateur du Concordat, il n'en était échu de plus lourde ni de plus délicate à la fois qu'à Joachim Pecci, lorsque, le 20 février 1878, au troisième tour de scrutin, 44 voix sur 60 en firent le successeur de Pie IX au trône de saint Pierre. Quelles étaient alors, au lendemain de l'occupation de Rome, en pleine bataille du *Kulturkampf*, les difficultés ou les angoisses de la situation, on le sait, et on les voyait. Mais la plus intérieure et la plus dangereuse de toutes était celle que peut-être on discernait le moins, et elle consistait en ceci que la papauté, depuis un siècle, occupée d'autres soins qui pouvaient paraître plus urgents, avait laissé sommeiller, si l'on peut ainsi dire, la « vertu sociale du catholicisme ».

On a quelquefois, souvent même, opposé, dans les dernières années, la « politique » de Léon XIII à la « mysticité » de Pie IX, et il

ne s'agit, à la vérité, que de s'entendre sur le sens des mots. S'il y a cependant, au dix-neuvième siècle, dans l'histoire de l'Église, un Pape dont les préoccupations ont été surtout de l'ordre politique, je veux dire analogues, parallèles et connexes à celles des souverains temporels de son temps, d'un empereur des Français ou d'un roi d'Italie, c'est Pie IX, tandis qu'au contraire les considérations de cet ordre ont sans doute et nécessairement tenu quelque place dans l'œuvre de Léon XIII, mais, dès ses premiers actes et premières *Encycliques*, on vit bien que les préoccupations du Pontife étaient principalement sociales. Elles l'étaient déjà quand il n'était qu'évêque de Pérouse.

Il avait compris admirablement que la société moderne, en tant qu'issue de la Révolution, n'était pas nécessairement ennemie de l'Église. Allons plus loin, et disons que, tandis que deux de ses prédécesseurs, Pie IX et Grégoire XVI, avaient cru qu'aucune entente ne pourrait s'établir, ni par conséquent aucune transaction se faire entre l'Église et la Démocratie, Léon XIII, reprenant, commentant, expliquant une parole fameuse de

Pie VII : *Siате buorie cristiani e sarete ottimi democratici*, a toujours pensé pour sa part que l'entente était aussi naturelle, sinon facile, qu'elle était souhaitable, et cette entente, pendant un quart de siècle qu'il a régné, toute sa politique n'a eu d'objet que de la procurer.

Pendant un quart de siècle, sa politique n'a rien abandonné ni relâché de justes revendications de la papauté. Elle n'a permis que l'on portât aucune atteinte aux principes, et, naturellement, encore moins au dogme. Mais, et tout de même que la fixité du dogme ne l'empêche pas d' « évoluer », entre des limites qu'il n'appartient d'ailleurs qu'à l'Église de définir, aussi les principes sont assez larges, et surtout assez souples, pour qu'aucun progrès légitime de l'esprit humain ne soit incompatible avec eux. Ils sont en même temps assez généreux, à cause de leur divine origine, pour que leur juste application, non seulement n'entrave jamais le « progrès social », mais au contraire le favorise.

Et quant aux conditions nécessaires de cette application, il n'en faudra qu'une seule, qui sera qu'on distingue ces principes de

tout ce qui n'est pas eux, pour les en séparer, et notamment des formes politiques contingentes, transitoires et particulières, dont ils peuvent avoir historiquement besoin pour se réaliser. On comprendra mieux ce que nous voulons dire, et ce que nous ne pouvons ici qu'indiquer, si l'on étudie, en regard l'une de l'autre, l'encyclique du 28 décembre 1879 : *Quod apostolici*, et l'encyclique *Rerum novarum*, de 1890, sur la condition des ouvriers. Rendre au catholicisme toute la portée de son action sociale, et, d'une doctrine de vérité, uniquement saisie par l'intelligence, en faire une doctrine de vie qui ne pénètre pas seulement la conduite, mais, littéralement, et à tout moment de l'action, qui l'engendre ; la dégager pour cela de toute espèce de particularisme local ou politique, dogmatique ou national ; la concilier ou la réconcilier avec des doctrines qui s'y opposent pour le moment, mais qui ne lui sont pas nécessairement ennemies puisqu'elles n'en sont elles-mêmes, à vrai dire, que la « laïcisation » ; subordonner d'ailleurs aux circonstances le choix ou l'application des moyens, qui ne sauraient être partout ni

toujours identiques, mais qui doivent évoluer avec les conditions changeantes de la vie ; telle semble bien avoir été l'idée maîtresse de la « politique » de Léon XIII ; et, en effet, si l'on le veut, c'est de la « politique », mais ce n'en est pas, si l'on le veut aussi ; et que, la politique ayant généralement pour objet une augmentation de puissance, de ressources et de bien-être, celle de Léon XIII n'ait uniquement tendu qu'à rasseoir sur ses bases morales une société mal remise encore, toujours branlante, et comme étourdie de la violence du choc dont elle est issue.

*
* *

Par là s'expliquent la prédilection qu'il a dès le début de son pontificat et toujours témoignée à la France, *Nobilissimam Gallorum gentem*, et le coup d'audace par lequel, sans condamner aucunement les « anciens partis », et bien moins encore les théories monarchiques, il a déclaré hautement que le catholicisme n'en était pas solidaire, non plus que d'aucune forme et d'aucune opinion sur la forme du gouvernement. Il est surprenant, à

ce propos, que dans les discussions récentes sur l'existence des congrégations, aucun orateur ne se soit rencontré pour faire observer qu'en tout cas, si quelques congrégations s'étaient mêlées de « politique », leur « politique » s'était du moins conformée aux « directions pontificales », et que ces « directions » n'ont eu pour objet, pendant un quart de siècle, en libérant la religion de toute attache politique, que de procurer en France, à l'idée républicaine et démocratique, le moyen de se la concilier.

Et, en effet, l'oserai-je dire sans blasphémer ? Si la France a besoin du catholicisme pour remplir sa destinée, le catholicisme n'a peut-être pas moins besoin de la France pour être tout ce qu'il peut être, et spécialement pour développer la plénitude de son action sociale. Léon XIII se flattait que nous finirions un jour par le comprendre, et que, lassés de chercher au travers des utopies socialistes la réalisation de l'idéal démocratique, au prix de quelles violences ! nous finirions un jour par la voir avec lui où elle est, dans le triomphe d'une religion contre laquelle on n'a pu rien d'effectif qu'en l'opposant à elle-

même, en la « démarquant », ou en la parodiant, et en invoquant ces idées de « liberté », d' « égalité », de « solidarité », qui n'ont de sens qu'en elle, et d'application vraie jusqu'ici que dans son enseignement.

Par là encore s'explique ce rêve généreux et grandiose d'union ou de réunion qui fut celui de Léon XIII, et dois-je dire ici que pas une fois je ne l'ai revu qu'il ne m'en reparlât, comme du terme lointain de ses efforts et de la terre promise de ses espérances ? Oui, sans doute, et combien lointain, si l'on fait attention que la politique et la politique seule, ayant jadis divisé le christianisme contre lui-même, ne renoncera pas aisément à une division qui est, ou qu'elle croit qui est le principe de sa force : *Divide ut imperes* ! Protestants, catholiques, et Grecs ou Russes, ne sont peut-être séparés que par l'intérêt qu'ils croient avoir à l'être, à moins encore qu'ils ne le soient par des antipathies de races, qu'en ce cas le christianisme a donc précisément pour mission d'atténuer elles aussi, et de détruire un jour.

Ai-je besoin de rappeler comment Léon XIII a rempli cette partie de sa tâche, et ne suffit-

il pas à le prouver qu'en cette même année 1903, après avoir reçu la visite du roi d'Angleterre et de l'Empereur Allemand, qui sont les chefs des deux grands États protestants, il nous quitte à la veille de recevoir celle du Tsar « orthodoxe » de toutes les Russies. Mettons encore, si l'on le veut, que la « politique » ait fait cet ouvrage ! Mais convenons du moins que c'était une « politique » nouvelle, une « politique » dont la nouveauté ne s'égalait qu'à sa grandeur, dont la grandeur n'était faite que de son désintéressement, et dont le désintéressement ne pouvait enfin procéder que de la confiance de celui qui l'a pratiquée vingt-cinq ans dans le pouvoir de l'action morale. *Quum infirmor, tunc potens sum.*

Comme autrefois l'apôtre des gentils, c'est dans sa faiblesse même que Léon XIII a trouvé le principe de sa force, et, en effet, jamais Pontife, au temps de la splendeur du pouvoir temporel, en demandant moins, n'obtint ou ne réalisa davantage, ni ne fit faire à la chrétienté vers l'unanimité des sentiments, qui prépare celle des croyances, un pas plus décisif et plus considérable.

Et par là encore s'explique la complaisance qu'il a toujours témoignée pour le progrès du catholicisme en pays anglo-saxon, et notamment aux États-Unis. Ce n'est pas aujourd'hui le temps, quelque tentation que j'en eusse, de reparler de *l'américanisme*, du « Congrès des religions », des « Vertus actives » et des « Vertus passives », du Père Hecker et de l'œuvre accomplie par les O'gorman et les Keane, les Spalding, les Ireland, les Gibbons !

Mais ce que Léon XIII a su, dès son avènement au trône pontifical, c'est que le développement du catholicisme aux États-Unis serait un des grands événements de son règne, et, comme cet événement concordait à ses propres desseins, il n'a rien négligé de ce qu'il fallait faire pour l'aider à produire toutes ses conséquences. Oserai-je me servir de cette expression familière ? Il a su le premier toute la signification de l'expérience américaine et qu'elle prouvait, non seulement que le catholicisme n'a rien d'incompatible avec les « exigences » de la pensée moderne, ou avec les nécessités de l'action sociale, mais encore que son avenir était là même, dans la

démonstration de la vérité de son dogme par l'évidence de sa vertu sociale.

La mémorable affaire des « Chevaliers du Travail » a précédé l'apparition de l'Encyclique *Rerum novarum*, et d'ailleurs on ne signalerait pas un paragraphe de cette Encyclique dont l'indication ne se retrouvât dans les *Lettres Pastorales* du cardinal Pecci, évêque de Pérouse, mais il en est de ces grandes questions comme des vérités dogmatiques elles-mêmes, que l'Église n'a jamais « définies » que contrainte et comme forcée. On ne « définit » pas le dogme *pour* lui-même, mais à *l'encontre* d'une hérésie qui le menace.

C'est à peu près ainsi que la nature des progrès du catholicisme aux États-Unis, et le souci de les maintenir dans la voie qu'il fallait, a été pour Léon XIII l'occasion longtemps attendue de préciser la nature de l'action sociale du catholicisme, et de donner, en les objectivant, une consistance extérieure aux idées essentielles, qui, depuis douze ans alors, étaient les principes inspirateurs de son pontificat. On sait assez avec quelle sollicitude active il a suivi depuis lors le mouvement

grandissant de la « Démocratie chrétienne » ou du « christianisme social » ; et comment en France, en Italie, en Belgique, en Allemagne et ailleurs, sa grande préoccupation a été d'en favoriser le progrès en en prévenant les excès.



Dans quelle mesure y a-t-il réussi ? Il y aurait complètement échoué, si l'on en croyait quelques sceptiques, et même quelques catholiques, dont le grand argument est d'opposer ce qui se passe en France depuis quelques années, et en ce moment même, à tout ce que Léon XIII a fait pour la France, en général, et en particulier pour réconcilier le catholicisme et la démocratie. Mais je crois qu'ils se trompent. Ils se trompent de raisonner comme si Léon XIII, politique à leur manière, avait attendu de ses directions « des effets immédiats ».

Aussi bien que personne au monde, Léon XIII savait que l'œuvre qu'il avait entreprise n'était pas l'affaire d'un jour, ni même d'une semaine d'années. « Ni la nature ni Dieu même ne font tout d'un coup leurs grands

ouvrages : on crayonne avant que de peindre, on dessine avant que de bâtir. » Léon XIII ne l'ignorait pas ! Et, d'ailleurs, quel Souverain-Pontife, ayant devant lui l'éternité promise à l'Église, n'a toujours porté ses regards bien au delà du présent et travaillé surtout pour l'avenir ?

Mais on se trompe encore davantage ou plutôt on est aveugle, si l'on ne voit pas quelle transformation radicale ont opérée ces vingt-cinq ans de pontificat, et combien la situation du catholicisme dans le monde diffère aujourd'hui de ce qu'elle était à la mort de Pie IX. Est-il besoin, pour le montrer, d'une longue énumération de faits ? Non, et il suffit qu'en dégageant la « vertu sociale » du catholicisme des formes surannées qui l'enveloppaient et qui l'enserraient, Léon XIII leur ait rendu, avec la liberté, toute la fécondité de son institution primitive.

Les effets en sont partout sensibles, et ils sont de ceux contre lesquels on ne prévaut pas. S'il s'est élevé depuis vingt-cinq ou trente ans, dans le monde, comme un esprit nouveau dont le souffle pénètre en quelque sorte d'humanité les institutions qui survivent

encore du passé ; si l'organisation des lois qu'on appelle « sociales » est devenue la grande préoccupation de tout ceux qui ne croient pas qu'un mandat public leur ait été confié pour en faire l'instrument de leur politique, ce qui veut dire, en bon français, de leur ambition ou de leurs intérêts ; si l'on essaie de refaire, sur la base de la « solidarité », des sociétés que leurs progrès matériels avaient comme aveuglées sur l'insuffisance d'une morale qui n'était que de l'économie politique, personne assurément n'y a contribué plus que Léon XIII.

Il y a plus ; et de ces « lois sociales », dont nous parlons, on pourrait prouver que celles-là seules ont pris vraiment corps et sont passées dans les mœurs, dont les catholiques de France et d'Italie, de Suisse et de Belgique, d'Amérique et d'Allemagne ont fait en quelque sorte leur affaire personnelle. Si quelques cantons de Suisse et si la petite Belgique, à ce point de vue, sont peut-être, dans le vrai sens, dans le bon sens du mot, les pays du monde aujourd'hui les plus « avancés », c'est qu'on n'en connaît pas qui aient suivi plus fidèlement l'inspiration

de Léon XIII. Et, sans doute, il nous est douloureux de songer qu'à la générosité de cette inspiration la France, ou du moins une certaine France, n'ait répondu qu'en mettant son orgueil à faire d'elle-même, et elle seule, et contre le catholicisme, ce qu'elle eût pu si bien faire avec l'aide et l'appui du Souverain-Pontife.

Il est douloureux de songer que, tandis que l'Angleterre et la Russie, l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique s'empressaient autour de Léon XIII, la République Française ait choisi ce moment, je ne dis pas pour l'inquiéter sur la durée de l'œuvre qu'il avait entreprise, mais pour insulter du haut de la tribune à tout ce qu'avait aimé, à tout ce qu'avait appelé de ses vœux, j'ajoute à tout ce que représentait un vieillard de quatre-vingt-quatorze ans, dont la vie, dans la prison dorée de son Vatican, n'a été qu'un long sacrifice de lui-même à sa mission « sociale » de chef de la catholicité. Il est douloureux de songer qu'un grand pays, dont on vantait jadis l'esprit de chevalerie, de reconnaissance et de courtoisie, n'aura répondu que par des accents de haine et de violence à l'appel le plus affec-

tueux et le plus désintéressé qu'on lui eût jamais adressé du haut du trône de saint Pierre !

Mais l'œuvre ne périra pas ! Le successeur de Léon XIII, quel qu'il soit, la continuera ! Soyons-en sûrs, plus sûrs encore au lendemain de sa mort que nous ne l'étions hier : l'action catholique est orientée pour longtemps, pour des siècles peut-être, dans la direction que lui a donnée le très grand Pape qui vient de disparaître. « Intellectuelle » en d'autres temps, et en d'autres temps « politique », selon que l'Église en a eu besoin, l'action sera « sociale », parce que l'Église en a besoin et parce que la démocratie a besoin de l'Église. L'éternel honneur du pape Léon XIII dans l'histoire sera de l'avoir compris, et, l'ayant compris, d'avoir tout fait et tout bravé pour hâter ou pour préparer la réalisation d'un rêve dont on peut bien dire en vérité qu'il n'en est déjà plus un, s'il ne lui faut désormais que du temps pour s'achever. C'est ce qui manque le plus aux desseins ambitieux des hommes, et le moins à l'Église de Dieu.

L'IDÉAL SOCIAL ET L'IDÉAL CHRÉTIEN

CONTROVERSE AVEC G. RENARD ¹

Mars-avril 1904.

I

(27 mars.)

La première question à laquelle vous me demandez de répondre est celle-ci :

« En quelle mesure un catholique vraiment catholique est-il engagé par les décrets des

1. M. Georges Renard, l'un des théoriciens les plus en vue du parti socialiste, ayant, dans les *Annales de la Jeunesse laïque*, raillé Brunetière de s'être dit socialiste, celui-ci l'avait invité à définir le « socialisme », et il s'engageait à prouver que, sur les points essentiels, il était d'accord avec le rédacteur des *Annales*. M. Renard accepta la controverse en limitant le débat aux trois points suivants : « Un catholique peut-il valablement, sans avoir à craindre un ordre qui le force à se prononcer en sens contraire, se déclarer partisan d'idées que le chef infallible de son Église a réprouvées hier et peut réprouver demain encore ? » Sur la demande de Brunetière, le rédacteur socialiste précisait le

conciles et des papes roulant sur des matières politiques et sociales ? »

La question, à mon sens, n'est pas assez nettement posée : je veux dire en termes assez précis, ni surtout assez particuliers ; elle est à la fois trop générale et trop complexe.

Qu'est-ce que vous appelez, en effet, les « matières politiques et sociales » ? et, par exemple, la question de la « forme du gouvernement », est-elle une « matière politique », ou la question du « divorce » une « matière sociale » ?

Sur la seconde, celle du divorce, je vous répondrais qu'indubitablement un catholique

sens du mot *idées*, disant que par là il entendait les idées sociales des Papes et des Conciles. La seconde question était posée en ces termes par le leader collectiviste : « Acceptez-vous comme but essentiel du socialisme au point de vue économique, la socialisation des moyens de production et de circulation, avec les conséquences qu'elle entraîne ? M. Renard spécifiait qu'il « s'agissait des « moyens capitalistes » de production et de circulation. Enfin le défenseur de la doctrine collectiviste formulait ainsi le troisième point de la controverse : « Admettez-vous comme liées à la suppression des classes et à l'abolition de tout privilège la rentrée de toutes les Églises dans le droit commun et la mise de la religion au rang d'affaire purement privée ? » M. Gérault-Richard, directeur de la *Petite République*, accepta de publier dans son journal, trois dimanches de suite, deux feuillets roulant tour à tour sur les points discutés.

« vraiment catholique » ne saurait avoir d'autre opinion que celle du chef de son Église, la question étant, pour tout catholique « morale », avant d'être « sociale » ; et j'ajouterais aussitôt que la question est de celles qui ne me semblent pas faire nécessairement partie d'un programme socialiste. On a vu, je crois, des socialistes qui n'étaient point partisans du divorce et, inversement, on a connus des partisans du divorce qui ne se croyaient eux-mêmes ni n'étaient aucunement socialistes.

Mais sur la première question, celle de la « forme du gouvernement », vous savez comme moi que, si l'Église peut avoir ses préférences, elles ont varié selon les temps, et qu'un catholique, vraiment catholique, peut toujours être, à son gré, « monarchiste » ou « républicain ». Les évêques des États-Unis se sont, depuis cinquante ans, assez nettement prononcés sur ce point ; et cette phrase, que j'aime à citer, est d'un cardinal, devenu pape sous le nom de Pie VII : *Siate buoni cristiani e sarete ottimi democratici : Soyez de bons chrétiens et vous serez d'excellents démocrates.*

C'est pourquoi je crois qu'en « matière politique et sociale », un pape n'a que son autorité personnelle et, en quelque sorte, privée. Ses opinions n'engagent les fidèles que dans la mesure où ils les partagent, tout au rebours de ce qui se passe en matière « dogmatique et morale ». Vous en avez un exemple dans la résistance récente encore que toute une école a opposée chez nous aux « directions politiques » du pape Léon XIII ; et je connais d'excellents chrétiens qui ne se croient pas obligés « en matière sociale » par l'Encyclique *Rerum novarum*. Et ils ne se croient pas « obligés » parce que ces matières, à leur avis, ne sont pas de la compétence du souverain pontife en tant que tel, c'est-à-dire en tant que pasteur, docteur en chef de l'Église.

Mais, me direz-vous, s'ils ne sont pas actuellement « obligés » par les opinions de l'Encyclique, ne le seront-ils pas peut-être demain ? et, en ce cas, que feront-ils ? C'est ici, monsieur, qu'apparaissent la généralité et la complexité de la question telle que vous la proposez. Comment, en effet, discuterai-je, en un article de journal, la question des limites de l'infailibilité pontificale, et des con-

ditions dans lesquelles elle s'exerce ? Pour qu'une décision ou définition pontificale soit « obligatoire » il faut, nous disent les auteurs, qu'elle soit rendue « *ex cathedrâ* » et pour qu'elle soit considérée comme rendue « *ex cathedrâ* », il y faut au moins quatre conditions. Il faut :

1° *Ex parte pontificis* ; — Que le pape s'adresse à la chrétienté comme docteur et pasteur suprême ;

2° *Ex parte materiæ* ; — Que la définition porte sur les matières qui sont l'objet du magistère infallible de l'Église ;

3° *Ex parte formæ* ; — Que la définition soit proposée comme définitive, et comportant, sous peine d'anathème, obligation de s'y soumettre ;

4° *Ex parte termini* ; — Qu'elle s'adresse enfin à l'Église universelle comme telle.

Mais, combien de distinctions, de précautions, de discussions ne comporte pas la reconnaissance de ces quatre conditions ; et comment voulez-vous que je réponde utilement à la question posée en ces termes généraux : « En quelle mesure un catholique est-il engagé par les décisions des conciles et des

papes roulant sur les matières politiques et sociales ? » Il y aurait, monsieur, tout un livre et un gros livre à écrire sur la seconde seulement de ces quatre conditions : « Quelle est la matière du magistère infailible de l'Église ? » ou encore, si vous l'aimez mieux, sur les rapports des « questions sociales » avec les « questions morales » ; et ce gros livre, je n'aurais ni le temps ni la compétence qu'il faudrait pour l'écrire.

*
* *

Demandez-moi donc si je crois pouvoir, en tant que catholique, souscrire à telles idées précises et déterminées qui sont les vôtres ou celles des socialistes, en général, sur la question du « travail des femmes », par exemple ; ou de la « limitation des heures de travail » : ou du « salaire *minimum* », et sur ces trois points, que j'indique presque au hasard, je pourrai vous répondre utilement, — et je réponds dès aujourd'hui :

1° Sur la question du « salaire *minimum* » comme catholique, ou quoique catholique, je

me borne à reproduire les paroles de l'Encyclique *Rerum novarum* ;

« Que le patron et l'ouvrier fassent tant et de telles conditions qu'il leur plaira ; qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre de salaire ; *au-dessus de leur libre volonté il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête* ».

2° Sur la question de la « limitation des heures de travail », comme catholique, ou quoique catholique, je suis absolument partisan de toutes les mesures qui auront pour objet de proportionner aux forces humaines la durée moyenne du travail quotidien, sous la double restriction que ces mesures n'aient rien de « révolutionnaire », c'est-à-dire de violent dans la forme ; et qu'il sera tenu compte des nécessités de la concurrence étrangère.

3° Sur la question du « travail des femmes », comme catholique ou quoique catholique, je voudrais voir les femmes soustraites à la promiscuité de l'usine ou du grand atelier, rendues à la famille ou au foyer, défrayées uni-

quement par le labeur de l'homme, et n'en ayant d'autre elles-mêmes, avec l'éducation des enfants, que de faciliter ou d'alléger le sien.

Il me semble, monsieur, qu'au lieu de nous en tenir à des généralités, si nous posions les questions en ces termes précis et limitatifs, c'est alors que nous nous trouverions nous entendre en beaucoup plus de points que vous ne le croyez ; et, en tout cas, la discussion ne s'égarerait pas. Nous n'aurions pas besoin d'examiner en quelle mesure nous sommes ou nous ne sommes pas catholiques, protestants, francs-maçons ou libres-penseurs. Les questions seraient des questions de fait, et non pas d'intention. Chacune d'elles comporterait une réponse aussi catégorique qu'elle serait elle-même ; et, s'il fallait, après cela, combattre encore ou se battre, nous saurions précisément pourquoi.

*
* *

Non pas du tout, remarquez-le bien, que je fasse difficulté de vous répondre sur la question générale ; et, au contraire, puisque

j'ai commencé par là, c'est par là que je terminerai, Non seulement donc, mon catholicisme ne saurait gêner l'expression de mes idées sociales, mais je vais plus loin, et je dis que mes idées sociales sont issues de mon catholicisme.

Vous rappelez-vous, monsieur, l'un des grands reproches que faisait Voltaire au christianisme ? Il lui en voulait principalement de n'avoir été d'abord qu'une religion de pauvres et qui, pendant plus de cent ans, disait-il, « n'avait été embrassée que par la plus vile canaille ». Vous trouverez quelque chose de ces généreux sentiments dans un chapitre de la *Vie de Jésus*, de Renan, qui porte le titre caractéristique de : « *Le Royaume des cieux conçu comme l'avènement des Pauvres* ». En ce temps-là, — je parle de ma jeunesse et de la vôtre, aux environs de 1863, — la tactique était justement d'inquiéter une bourgeoisie jouisseuse sur ce que l'Évangile contenait de « séditieux », d'« anarchique » et d'« antisocial ». La libre-pensée ne s'alliait pas seulement au plus étroit conservatisme, mais le conservatisme n'avait pas de fondement plus solide que la libre-pensée.

Et, en effet, monsieur, dans la mesure où le socialisme est l'ardente sympathie pour les humbles, *misericordia super turbas* ; dans la mesure où ce qu'il s'efforce de réduire aux moindres des conséquences qu'elle engendre, c'est l'inégalité des conditions des hommes ; dans la mesure, enfin, où son idéal est un idéal de justice à réaliser sur terre, je ne crains pas de dire, à mon tour, mais dans un autre sens, et dans un esprit très différent de celui de Voltaire et de Renan, que l'Évangile en est plein.

Une preuve en est que le socialisme, entendu de la sorte, n'a jeté lui-même de racines profondes et ne s'est développé qu'en terre chrétienne, si je puis ainsi dire, aux époques et dans les civilisations renouvelées ou régénérées par l'esprit de l'Évangile. L'antiquité gréco-latine, la Chine, les civilisations musulmanes ont connu des révolutions sociales : elles n'ont pas connu, elles ne connaissent pas le « socialisme ». On s'y est égorgé pour la possession du pouvoir ou de la fortune : on n'y a jamais vu de « socialistes ». Et la raison en est bien simple : c'est que les idées de « liberté », d'« égalité » et de « frater-

nité » qui sont, pour ainsi parler, la base morale de tout « socialisme », ne sont nées à l'existence qu'avec le christianisme.

Vous me renvoyez à vos travaux, monsieur, et, quand je vous demande comment vous entendez, entre autres articles de votre programme, « la socialisation des moyens de production », vous me répondez, avec un peu d'impatience, que « vous consentirez à résumer une fois de plus, à mon usage », ce que vous avez dit ailleurs sur le sujet. Je vous en remercie sans effusion. Nous autres, qui tenons une plume, — bien ou mal, ceci n'est pas le point, — nous n'avons pas le droit de répondre à ceux qui nous demandent quelles sont nos idées, que nous les avons exprimées ailleurs, et qu'ils n'ont donc qu'à y aller voir. Nous l'avons d'autant moins que nos écrits ont davantage la prétention de ressembler à des actions. Répétons-nous donc, s'il le faut, et il le faut dès qu'on nous le demande ! C'est ce que j'ai fait dans cette première lettre. Mais, et en vue seulement de ne pas la faire trop longue, il me sera, sans doute, permis de rappeler à *nos* lecteurs que ce que je viens de dire sur l'impossibilité de

fonder la liberté, l'égalité ou la fraternité en dehors du christianisme, je l'ai développé voilà quatre ans, à Lille, dans un grand discours sur *les Raisons actuelles de croire*, et ce discours, je n'en reprendrai les arguments que si vous le croyez nécessaire.

En attendant, monsieur, et ce sera ma conclusion, je crois avoir répondu à votre première question : « En quelle mesure un catholique, vraiment catholique, se considère-t-il comme engagé dans les décrets des conciles et des papes roulant sur des matières politiques et sociales ? » A vous, monsieur, de préciser maintenant la seconde, et de me dire avec netteté — j'entends au moyen d'exemples concrets et particuliers — ce que vous entendez par la « socialisation des moyens de production ».

Agréez, etc.

F. BRUNETIÈRE.

26 mars 1904.

M. G. Renard ne fut pas satisfait de cette réponse. Il accusa Brunetière d'avoir tourné autour de la question qu'il s'agissait de résoudre. « Je voulais, dit-il, savoir de vous si un catholique pouvait *valablement* se déclarer socialiste malgré

les anathèmes qu'un pape a pu lancer hier et pourra lancer demain encore contre le socialisme ; en quelle mesure il était lié par l'autorité d'un chef député infaillible. » — Pourquoi posait-il ces questions ? C'est parce qu'il se défiait du « soi-disant socialisme chrétien. » A ses yeux, l'Église poursuit, de tout temps, le même but, la suprématie sur la société civile. Pour y atteindre, « tous les moyens lui sont bons ». Ainsi l'Église a condamné le socialisme, mais « vienne un moment où le peuple apparaît... près de triompher... on coquette avec la Démocratie... »

II

3 avril.

G. Renard abordait la deuxième question, et s'efforçait « d'expliquer d'abord en quoi consiste la socialisation des moyens capitalistes de production et d'échange », puis de « démontrer, textes en main, que son acceptation est un minimum réclamé, par tous les socialistes, de quiconque aspire à prendre rang parmi eux ».

Et Brunetière répondait :

Ainsi, Monsieur, c'est vous qui le dites, si j'étais d'accord avec vous sur « l'opportunité de certaines mesures », telles que « la limitation de la journée de travail », ou « l'établissement d'un *minimum* de salaire », ou le « rachat des chemins de fer », ou encore sur « la complète suppression des classes et des privilèges », et généralement sur tout ce que

vos programmes socialistes contiennent de revendications concrètes, précises et déterminées, nous ne serions tout de même pas d'accord ; vous continueriez de vous méfier ; et, parce que catholique, je n'aurais toujours, à vos yeux prévenus, que l'intention « de me faire ou de me refaire une clientèle populaire » ! Avez-vous fait attention qu'en ce cas votre socialisme ne serait lui-même, de son vrai nom, que de l'anticléricalisme, ou même de l'anticatholicisme ? Permettez-moi donc alors de vous rappeler qu'en m'engageant, d'une part, à prouver « que nous étions d'accord sur les points essentiels du socialisme », je m'étais engagé de l'autre à montrer que, si nous n'étions pas d'accord sur quelques points, « c'est qu'ils ne seraient pas essentiels au socialisme » ; et, de nouveau, nous voilà, comme on dit, ramenés au rouet. Je ne crois pas que l'anticléricalisme fasse — *nécessairement* — partie d'un programme socialiste ; et si vous croyez le contraire, nous n'avons, vous et moi, qu'un moyen d'établir la vérité de notre opinion, qui est, vous, de me montrer l'incompabilité d'un article de mon *Credo* avec vos idées sociales,

et moi, de vous faire voir que cette incompatibilité n'en est pas une.

Vous me renvoyez là-dessus au programme de Saint-Mandé : je m'y reporte avec empressement, et j'y lis :

« Est-ce que l'idée socialiste ne se résume pas tout entière dans la volonté énergique d'assurer à chaque être, au sein de la société, le développement intégral de sa personnalité? Ce qui implique nécessairement deux conditions, dont l'une est le facteur de l'autre : d'abord, l'appropriation individuelle des choses nécessaires à la sécurité et au développement de l'individu, c'est-à-dire la propriété ; ensuite, la liberté, qui n'est qu'un mot sonore et trompeur, si elle n'a pour base et pour sauvegarde la propriété ».

J'approuve entièrement ces paroles, et j'y souscris, monsieur, sans distinctions ni restrictions. « Si la liberté n'a la propriété pour base et pour sauvegarde, elle n'est qu'un mot sonore et trompeur ». Voilà qui est bien dit, et encore mieux pensé ! il y a des choses « dont l'appropriation individuelle est nécessaire à la sécurité et au développement de l'Individu ». J'approuve encore, et même

j'applaudis ! Et le socialisme, l'idée socialiste se résume tout entière, « dans la volonté énergique d'assurer à chaque être, au sein de la société, le développement intégral de sa personnalité » ! J'approuve toujours, monsieur ! En vérité, ce jour-là, le 30 mai 1896, M. Millerand a parlé d'or. Et, un peu plus loin, quand il a déclaré que « le salariat ne serait pas plus éternel que l'ont été ces modes antérieurs de la servitude et de l'exploitation humaine, qui se sont appelés l'esclavage et le servage », je suis encore de son avis, ou du moins — car nous ne sommes pas prophètes — je partage son espérance, et d'autant plus que, comme il le disait lui-même, ce n'était pas d'une révolution violente qu'il en attendait la réalisation.

Que voulez-vous, en effet, qu'il y ait dans tout cela, je ne dis pas qui nous effraie ou qui nous effarouche, comme catholiques, mais seulement qui nous déplaît ? Les conditions du travail ont changé. Nous avons tout lieu de croire qu'elles changeront encore. Nous souhaitons que ce changement s'opère au profit de ceux qui souffrent de l'état présent des choses. Pour aider à ce changement, pour

le hâter, nous sommes prêts à faire ce qu'on nous demandera de faire au nom de la justice. Que puis-je dire de plus ? Et vous-même, monsieur, quel droit avez-vous, quand nous parlons ainsi, de révoquer en doute notre sincérité ?

*
* *

Mais vous insistez ; une formule vous obsède ; vous me rappelez qu'il y a aussi cette phrase dans le discours de Saint-Mandé : « N'est pas socialiste, à mon avis, quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste » ; et c'est la question à laquelle vous me mettez en demeure de répondre par oui ou par non. Vous distinguez d'ailleurs, vous tenez à séparer la question théorique de la question pratique. Vous spécifiez expressément « qu'il ne s'agit pas de savoir comment on réalisera cette substitution, par voie de réformes ou par révolution brusque, avec ou sans indemnités ». Vous ne voulez voir, pour aujourd'hui, dans la socialisation des moyens de production,

qu'un idéal ou un but à poursuivre, d'où résultera l'orientation de toute une politique ; et cet idéal, vous me demandez si je l'accepte, ce but, vous me demandez si je suis prêt à le poursuivre avec vous ?

Eh bien ! oui, monsieur, j'y suis prêt.

Oui, monsieur, si vous croyez tenir dans la socialisation des moyens de production, un moyen d'établir « la quasi égalité économique des membres de la société » ; un moyen d'abolir la division qui les sépare « en possédants et en non-possédants » ; un moyen de donner à tous les êtres humains « la même possibilité de développer dans leur plénitude et leur diversité les aptitudes qu'ils ont reçues de la nature » ; oui, je suis partisan avec vous de la socialisation des moyens de production.

Mais, d'un autre côté, — et c'est vous qui les citez, — quand j'entends M. Enrico Ferri me parler de la transformation de la propriété individuelle, des « *moyens d'exploitation* » en propriété collective ; quand M. Vandervelde me parle de la nécessité d'une transformation qui fera passer les « principaux moyens de production à l'état de pro-

priété collective » ; et quand vous-même, à votre tour, je vous vois définir la propriété collective celle d'une « collectivité qui peut être l'État, la Commune, ou *une association* », je suis bien obligé, sous ces différences de forme, d'apercevoir des distinctions de fond. Les « moyens de production » sont une chose ; les « moyens d'exploitation » n'en seraient-ils pas une autre ? A quoi répond la distinction de M. Vandervelde, et pourquoi ne parle-t-il que des « *principaux* moyens de production » ? Il y en a donc de secondaires, que l'on ne songe pas à socialiser ! Et si les moyens de production, en régime collectiviste, deviennent la propriété de l'État, ou celle d'une « association », combien ne connaissons-nous pas d'ores et déjà d'entreprises « capitalistes », que nous pourrions, et à bon droit, nommer du nom de « collectivistes » ?

Qu'est-ce à dire, monsieur, sinon que, comme votre première question, la seconde, celle de la socialisation des moyens de production, est une question d'application et d'espèce ?

M. Millerand disait, dans ce même discours de Saint-Mandé : « Est-ce que déjà, en

mettant la main sur la distribution de l'eau, de la lumière, de la force motrice, sur l'organisation des transports, sur le service en commun des machines agricoles, nombre de petites collectivités urbaines et rurales n'ont pas, dans leur sphère, substitué la propriété sociale à la propriété capitaliste ? » N'est-ce que cela que vous demandez ? En ce cas, monsieur, nous serons donc encore d'accord. Au lieu que la ville de Paris afferme à une Compagnie la distribution du gaz ou de l'électricité, vous aimeriez mieux qu'elle l'administrât en régie ? Pourquoi voulez-vous que je m'y oppose ? Question d'espèce et d'application ! Le gaz ou l'électricité nous coûteront-ils moins cher ? La distribution en sera-t-elle mieux réglée ? Et quant aux « actionnaires » de l'une ou de l'autre Compagnie, comment les déposséderez-vous sans injustice ni violence ? A quel prix ? Et par quels moyens ? Voilà, monsieur, non seulement des « questions intéressantes », mais, en chaque cas, permettez-moi de le redire, voilà vraiment toute la question. La « socialisation des moyens de production » étant posée comme idéal, il s'agit de savoir par quels

moyens nous travaillerons à la réalisation de cet idéal ; si ces moyens nous procureront ce que nous en attendons ; et comment, en chaque cas, nous mettrons l'exécution de ces moyens d'accord avec un « minimum » de justice qui n'est pas moins dû, je pense, aux capitalistes qu'aux salariés.

*
* *

Voulez-vous maintenant, monsieur, me permettre de vous dire en quoi consiste votre erreur, qui n'est pas seulement la vôtre, mais celle de beaucoup de socialistes, et une erreur que je voudrais, pour ma part, que cette controverse aidât du moins à dissiper ?

Vous semblez croire qu'en « usurpant un nom auquel nous n'avons pas de droit » — et ceci, ce n'est pas vous ni moi qui en déciderons, mais *nos* lecteurs, — nous n'aurions d'objet que de « nous faire ou de nous refaire une clientèle populaire ». Vous n'avez pas pris garde en ce cas que j'aurais quelque peine à la recruter, cette clientèle, parmi « le public élégant et bourgeois qui est l'auditoire ordinaire de mes éloquentes homélies ».

Et puis, — je vous demande pardon de m'introduire ainsi de ma personne dans le débat, mais quel besoin croyez-vous que j'aie, moi, qui ne me suis jamais mêlé de politique proprement dite, de « me faire une clientèle populaire » ? Je ne juge pas vos intentions : pourquoi jugez-vous les miennes ? Et pourquoi semblez-vous vous soucier moins de ce que je dis que des raisons inexprimées pour lesquelles je le dirais ?

Cela est déjà trop commode, en vérité, de ne prêter ou de ne supposer à ceux qui ne sont pas de votre avis que de basses ou de sordides raisons de n'en pas être ; et je vous assure, monsieur, que parmi les adversaires du socialisme, j'en connais, et j'en connais beaucoup, qui ne sont animés contre lui d'aucun intérêt personnel ou de classe. Ils ne partagent pas vos idées sociales, pour de bons motifs qu'ils en croient avoir, qu'ils sont toujours prêts à vous donner ; et ces motifs sont aussi purs, étant aussi désintéressés, que ceux que vous pourrez avoir, vous, d'être de votre opinion. Mais si quelqu'un vous dit qu'il est de cette opinion, et vous offre de le prouver, pourquoi, tout en acceptant le

débat, essayez-vous de le détourner — oh ! tout à fait involontairement, j'en suis sûr — de son véritable objet ? C'est que vous avez décidé *a priori*, monsieur, que votre interlocuteur, du moment qu'il se dit catholique, ne pouvait pas être sincère en se disant socialiste, à moins peut-être qu'il ne mesurât pas la portée des mots dont il use ; et, entre nous, dans votre première comme dans votre seconde lettre, c'est tout ce que vous vous êtes efforcé de prouver. Je serais heureux si quelques-uns des lecteurs de la *Petite République* s'étaient peut-être aperçus que vous n'y avez pas tout à fait réussi.

FERDINAND BRUNETIÈRE.

III

10 avril.

Le droit de prendre le premier la parole revenait cette fois à M. Brunetière.

MONSIEUR,

La troisième question que vous me posez était ainsi conçue, dans une première lettre :

« Admettez-vous, comme liées à la suppression des classes et à l'abolition de tout privilège, la rentrée des Églises dans le droit commun, et la mise de la religion au rang d'affaire purement privée ? »

Et afin de préciser vous ajoutez, dans une seconde lettre :

« Pour la séparation des Églises et de l'État, vous devez savoir que tous les programmes

socialistes contiennent cet article : La religion est affaire purement privée ? »

Tous ? à l'exception pourtant du programme de Saint-Mandé, si je l'ai bien lu ! Mais je ne veux pas épiloguer sur ce point, ni même de nouveau vous dire que, si tous vos programmes contenaient cet article, je persisterais à nier que ce fût en tant que « socialistes » ; et je me borne à vous demander à mon tour :

Que voulez-vous dire en me demandant si je crois que la religion soit « une affaire purement privée » ?

Car, monsieur, vous êtes philosophe, et vous savez bien qu'on ne peut pas plus être seul de sa religion qu'on ne saurait être seul de sa famille ou de sa patrie. *Relier* et *rallier*, selon le mot d'Auguste Comte, voilà, de tout temps, l'office propre de la religion ou des religions, et, en devenant individuelle, il n'y en a pas une qui ne cesse d'être une religion.

Mais, si vous voulez dire que chacun de nous doit être désormais le seul juge, et finalement le seul maître du choix de sa religion ; qu'il est inadmissible qu'aucun pou-

voir au monde entreprenne sur notre conscience ; et qu'aucune Église, catholique ou socialiste, ne doit avoir les moyens de nous imposer son credo par la force ; ici encore, monsieur, je suis absolument et pleinement de votre avis.

Je vous fais seulement observer que si vous en êtes vous-même, vous n'avez donc aucun droit, quand je me dis « socialiste », de me répondre en me demandant si je suis « catholique ». Mon catholicisme est une « affaire purement privée ». Si je suis catholique, et comment je suis catholique, et pourquoi je suis catholique, cela ne regarde que moi. Vous n'avez point à vous enquérir de ce que je crois et de ce que je ne crois pas. C'est « mon affaire » de m'arranger là-dessus avec le « chef de mon Église ». Et plus que jamais j'ai le droit, moi, de vous dire : « Ne vous occupez donc pas de mes idées religieuses, mais uniquement de mes idées sociales ; et ne vous souciez pas autrement de savoir comment je les accorde ensemble, mais prenez mon « socialisme » tel que je vous le donne ; et combattez-le, si vous le voulez, comme tel, mais non pas en tant

qu'il aurait des rapports quelconques avec une religion dont vous prétendez qu'elle doit être pour chacun de nous « une affaire purement privée ». Car, enfin, monsieur, il faut choisir ; et ma religion, quelle qu'elle soit, ne peut pas être tantôt une « affaire sociale », et tantôt une « affaire privée », selon le besoin que vous en avez pour discuter contre moi.

*
* *

C'est pourquoi, monsieur, sur le second article de votre question : « Si j'admets la rentrée de toutes les Églises dans le droit commun », vous ne m'opposerez pas, je l'espère, l'opinion du « chef de mon Église » ; et, quand je vous aurai dit que j'admets sans ombre de difficulté, moi qui vous écris, « la rentrée de toutes les Églises dans le droit commun », vous voudrez bien vous contenter de ma déclaration.

Ce que j'aimerais seulement savoir, et ce que peut-être vous consentirez à me dire, c'est comment vous entendez « la rentrée des Églises dans le droit commun ».

Prenons donc l'Église catholique. Entendez-vous que, — comme aux États-Unis, par exemple, — elle jouira sans limitation ni réserve des droits qui sont ceux de « toutes les associations » ? Les fondations qu'elle instituera pour assurer son existence, et pourvoir aux besoins de son culte, seront-elles assurées au même titre et par les mêmes garanties qui sont celles de « toute espèce de propriété » ? Vous absteniez-vous, vous, État ou commune, de toute ingérence quelconque dans l'administration de ses biens, dans le choix de ses ministres, dans leurs rapports avec le chef suprême de l'Église ? L'exercice du culte sera-t-il placé sous la protection générale des lois du pays, et ne trouvera-t-il de limites que dans la lettre de ces mêmes lois ? Je ne voudrais pas toucher, dans cette controverse d'un caractère général, à la « question du jour », mais pourtant, l'Église, rentrée dans le droit commun, pourra-t-elle enseigner librement son dogme et sa morale ? La laisserez-vous, par exemple, maîtresse, quoique le divorce soit inscrit dans vos lois, de l'interdire à ses fidèles ? Aura-t-elle le droit d'avoir ses écoles à elle,

ses collèges ou ses universités, et de mettre à l'entrée desdites universités, collèges ou écoles, les conditions qu'elles jugera bon d'y mettre ? Et, comme aux États-Unis, ou comme en Belgique, l'Église aura-t-elle une entière liberté, la liberté que possèdent tous les citoyens de discuter les affaires publiques, et, — en commençant d'ailleurs par s'y soumettre, — le droit de travailler à l'abolition ou à la modification des lois qu'elle jugera mauvaises ?

Si c'est bien là, monsieur, ce que vous entendez par « la rentrée de toutes les Églises dans le droit commun », vous voudrez bien me le dire, article par article ; et, encore une fois, nous nous retrouverons d'accord. Mais, je vous prie, de ces articles, ne me demandez pas ce que le « chef de mon Eglise en pense » ; et s'il vous paraît, à vous, que je sois en contradiction avec lui, laissez-nous, — j'ose me servir de cette expression à la fois un peu prétentieuse et un peu familière, — laissez-nous, monsieur, nous débrouiller entre nous. Je laisse de côté, quoique j'en eusse beaucoup à dire, la question de savoir si ce que vous appelez

les « privilèges » de l'Église catholique, étant fondés sur le Concordat, ne sont donc pas, à proprement parler, des privilèges, mais des « droits » résultant d'un contrat et d'un ensemble. — « La religion est affaire purement privée ». Vous l'avez dit et j'en suis convenu.

..

Vous me ferez plaisir, après cela, de m'expliquer comment « la rentrée de toutes les Églises dans le droit commun » vous apparaît « liée à la suppression des classes et à l'abolition de tout privilège ».

« A l'abolition de tout privilège » ? Je vous entends encore, quoique d'ailleurs il y eût acte diplomatique. A quoi j'ajoute qu'en des temps moins agités que le nôtre, la dénonciation du Concordat ne serait pas pour m'effrayer. Puis-je ajouter encore que cette dénonciation me paraîtrait plus généreuse ou plus courageuse si le pape avait à sa disposition une armée de deux cent mille hommes ? Et, toujours à ce propos, pourquoi donc,

monsieur, vous et vos amis, ne proposez-vous pas la « dénonciation » du traité de Francfort ?

Mais ce que je ne vois pas du tout, c'est de quelle manière « la rentrée des Églises dans le droit commun » résulterait de la « suppression des classes », ou comment elle l'entraînerait ?

Car, d'abord, si nous voulons parler avec exactitude, où sont aujourd'hui « les classes » ? En quoi consistent-elles ? Et quelles distinctions voyez-vous qui les séparent, à l'exception de celles qui procèdent, nécessairement et automatiquement, de la différence des éducations, de la culture et des fortunes ? Mais, depuis que le christianisme a paru dans le monde, ne sont-ce pas aussi ces distinctions-là qu'il s'est efforcé d'abolir, ou en tout cas d'atténuer ? et voulez-vous peut-être dire qu'il y travaillerait plus efficacement encore, s'il était lui-même plus libre de sa propagande ? Je le croirai donc avec vous. Je vous ai dit que j'étais partisan de la « rentrée des Églises dans le droit commun », à quelles conditions et pour quelles raisons. Vous m'en fournissez une raison de plus :

je l'accepte. Je ne vous demande que les moyens « d'assurer à chaque être, au sein de la société, le développement intégral de sa personnalité » ; et puisque vous en voyez un dans la « rentrée des Églises dans le droit commun » comment voulez vous que je n'y souscrive pas ?

. . .

Quant à la conclusion de cette controverse, elle sera pour moi la suivante :

Je ne vous aurai probablement pas convaincu, monsieur ; mais ce n'est pas ordinairement pour convaincre son adversaire que l'on s'engage dans une controverse, c'est pour le profit ou l'agrément, selon les cas, de ceux qui veulent bien s'y intéresser. Et, à cet égard, il en est des opinions comme du grain que laisse tomber en terre « le geste auguste du semeur » : il germera s'il plaît à Dieu !

Je vous ai laissé poser les questions comme vous l'avez voulu, et quoique, pour ma part, je les eusse posées d'une autre manière, j'y

ai répondu du mieux que j'ai pu. Le débat a un peu dévié. Les questions que nous avons agitées, ou plutôt effleurées, étaient, encore une fois, trop générales et trop complexes. Je les eusse aimées, — pardonnez-moi de le redire en prenant congé de *nos* lecteurs, — plus particulières et plus précises, de la nature de celles que je vous ai indiquées dans ma première lettre : « Nous demandons, nous, socialistes, ceci et cela. Qu'en pensez-vous, vous, comme catholiques, et l'acceptez-vous, ou non ? » Un peu par votre faute, monsieur, nous n'avons pu donner à la controverse ce degré de précision ; et, tandis qu'il eût été plus utile, peut-être, de concentrer notre attention sur la question de la « socialisation des moyens de production », nous n'avons guère discuté que celle des rapports ou des oppositions du « socialisme » et du « catholicisme », — je dirai du « christianisme ».

Eh bien, monsieur, je voudrais avoir établi pour quelques-uns de *nos* lecteurs que, si « l'idée socialiste se résume tout entière dans la volonté énergique d'assurer à chaque être, au sein de la société, le déve-

loppement intégral de sa personnalité », d'une part; et, d'autre part, s'il n'y a rien de plus faux que de définir le socialisme comme ayant « pour objectif la suppression de la liberté, la confiscation de la propriété individuelle, et pour moyen le recours à la force », — ce sont, vous le reconnaissez, les propres paroles de M. Millerand, — je voudrais donc avoir établi :

1^o *Qu'il n'y a rien dans ces formules qui soit incompatible avec l'idée chrétienne :*

2^o *Que peut-être les idées qu'elles expriment et qui les fondent n'ont pu naître qu'en des milieux chrétiens :*

3^o *Qu'un chrétien sous le nom qu'on voudra lui donner, et voire sous celui de SOCIALISTOÏDE, qui a peu de chance de faire fortune, — peut donc tomber d'accord de plus d'un point et de plus d'un point essentiel avec les socialistes qui s'intitulent RÉFORMISTES.*

Et 4^o *Que cela étant, il leur est inutile de s'opposer les uns aux autres sous des étiquettes ennemies, et qu'ils feraient mieux de s'entendre sur les réformes précises dont ils sont unanimes à reconnaître la justice, l'urgence et la nécessité.*

Il ne me reste qu'à remercier, pour ma part, la *Petite République* de l'hospitalité qu'elle a bien voulu me prêter, et à vous prier d'agréer, monsieur, avec mes compliments, l'expression de ma considération distinguée.

F. BRUNETIÈRE.

M. G. Renard protesta qu'il avait toujours cru à la sincérité de M. Brunetière. Il se réjouit de voir le disciple de Bossuet « jeter par dessus bord l'autorité du pape » en matière politique. Il releva enfin les « fluctuations », les incertitudes des catholiques qui se disent socialistes.

POUR L'UNITÉ MORALE ¹

25 décembre 1904.

MES CHERS AMIS,

Nous vivons dans un temps où il faut bien convenir que l'hypocrisie politique excelle à détourner les mots de leur vrai sens et à leur

1. Le *Sillon* avait invité Brunetière à assister à la Réunion publique qu'il organisait sur l'*unité morale*. Voici le texte de l'affiche qui avait annoncé cette réunion :

CAMARADES,

L'unité morale du pays ne peut pas être imposée par la force. Elle ne peut sortir que du consentement des cœurs, de l'adhésion des volontés.

C'est en vain qu'en essayant de s'assurer le monopole de l'enseignement, les sectaires rêvent de faire à leur profit l'unité morale de la France. Ni les pressions officielles, ni les basses délations, ni les lois hypocrites n'y pourront suffire.

Une idée n'est tuée que par une idée plus forte et qui l'absorbe. On n'a jamais détruit par la violence une pensée libre. Un gouvernement, si tyrannique soit-il, ne peut rien contre une doctrine.

faire dire exactement le contraire de ce qu'ils signifient. On en pourrait citer de nombreux exemples, et surtout d'attristants. Mais je doute que dans le nombre il y en ait de plus

CAMARADES,

Nous tenons à affirmer bien haut, au nom des générations nouvelles pour lesquelles les jacobins au pouvoir semblent redouter la science libre, l'histoire libre et la religion libre, que les jeunes Français qui montent à la vie ne supporteront pas que l'on fasse peser, par la force ou l'intimidation, sur leurs esprits et leurs âmes, le joug honteux d'aucune servitude intellectuelle ou morale.

Il y va de l'honneur de l'Université de France, du salut de la République.

CAMARADES ÉTUDIANTS,

CAMARADES DES LYCÉES ET DES COLLÈGES.

Quelles que soient vos opinions sociales ou vos convictions religieuses, vous répondrez tous les premiers à notre appel, vous viendrez nombreux dimanche, non pour protester vainement, non pour insulter des maîtres, mais pour affirmer, avec une énergie calme et sûre de sa force, que vous ne recevrez pas servilement toute empreinte que les pouvoirs politiques qui passent tenteraient d'imposer à vos libres cerveaux et que vous considérez que les questions historiques, philosophiques et religieuses sont, de par leur nature même, affranchies de la tyrannie des majorités éphémères.

CAMARADES,

L'avenir nous appartient, puisque nous sommes jeunes et que c'est nous qui le ferons.

Formons-nous ensemble aux saintes vertus civiques de Liberté et de Fraternité qui nous rendront forts.

Ayons le sens des traditions nationales et le respect des pures gloires du passé. Comprendons les besoins de notre siècle. Aimons surtout d'un amour ardent et passionné cette France de demain que nos efforts virils commencent à édifier malgré le trouble et l'incertitude

caractéristique et de plus inquiétant que l'abus que l'on fait depuis quelques années du beau nom d'UNITÉ MORALE. Car j'en suis bien sûr, vous croyez avec moi que l'unité morale est le premier des biens, et vous êtes prêts, je n'en suis pas moins sûr, à faire plus d'un sacrifice pour vous le procurer. « *Væ soli* : malheur à celui qui est seul ! » Vous savez que c'est peu de chose qu'un homme, et qu'étant fait pour la société, nous nous mutilons en quelque sorte, quand nous nous isolons. Vous savez que « le don de l'homme à l'homme », selon le beau mot de Lamennais, est le fondement même de la société. Vous savez qu'une valeur individuelle n'est rien sans le coefficient social, famille, patrie, religion, qui la détermine et qui la multiplie. Mais, précisément parce que vous le savez, c'est pour cela que, quand on vous parle d'unité morale, vous demandez qu'on s'explique ; vous ne voulez pas qu'on se serve du

de l'heure présente, cette République démocratique que notre génération doit construire dans la peine et dans la lutte, pour que nous puissions un jour en être, dans la paix, les citoyens libres et conscients !

LE SILLON.

— La lettre de Brunetière parut dans la Revue du *Sillon*, le 25 décembre.

nom pour masquer son contraire ; et vous ne souffrez pas qu'on en fasse un instrument de tyrannie.

Dites-le donc aujourd'hui clairement ! Vous êtes rassemblés aujourd'hui, si j'ai bien entendu votre généreux appel, pour protester contre la manière dont il semble qu'on veuille autour de nous réaliser l'UNITÉ MORALE de la patrie française. Vous ne la confondez pas avec l'uniformité. Vous ne croyez pas qu'on l'impose, ni surtout qu'on la décrète. Vous n'admettez pas qu'on la réalise par la suppression violente et l'étranglement brutal des résistances qui s'y opposent. Entre tous les moyens que l'on connaisse de faire la paix, le plus sûr, en apparence, mais en réalité le plus contradictoire, est de faire la solitude. C'est ainsi qu'entre tous les moyens de faire l'unité morale, il n'y en pas de plus simple en apparence que la contrainte, mais il n'y en a pas, en réalité, de plus « inopérant » ou de plus inefficace. Vous savez également qu'il n'y en a pas de plus « rétrograde ». A mesure qu'ils croissent en perfection et en dignité, les organismes de la nature croissent aussi en complexité, ou, si

l'on veut en complication. C'est ainsi que la véritable unité morale n'est pas identité, mais accord ou harmonie des éléments qui constituent, et, à son point de perfection, composition et diversité. Convaincus de ces vérités, vous en voulez rendre le sentiment à une démocratie qui est, plus qu'elle ne fut jamais, en danger de les méconnaître. *Un en tous et tous en un*, si cette devise, qui est la formule même de la véritable unité morale, peut un jour se réaliser, vous pensez que ce ne sera que par le concours des bonnes volontés. Vous avez profité des leçons de l'histoire. Ce que Louis XIV et Napoléon n'ont pas pu, vous estimez que la République ne le pourra pas davantage, et vous estimez de plus qu'en en tentant l'entreprise, elle manque à toutes les promesses de son nom ! Dites-le donc hardiment, puisque vous êtes ici réunis pour le dire, et croyez qu'en le disant, vous servirez les vrais intérêts de la France et de la Démocratie.

J'ai souvent pensé, pour ma part, qu'un de nos grands défauts, et peut-être le pire, était de souffrir malaisément que nos voisins ne nous ressemblent pas. Nous ne nous

efforçons guère, en général, de sentir ou de penser comme eux, mais nous nous indignons de ce qu'ils pensent ou de ce qu'ils sentent autrement que nous. Nous nous en indignons ! Nous nous en étonnons ! et même il nous est arrivé quelquefois de les en punir comme d'un crime : Vous ne ferez pas peu, mes chers amis, si vous réussissez quelque jour à nous corriger de ce défaut. Mais, en attendant, j'ose dire que vous n'y sauriez employer de meilleurs moyens qu'une réunion comme celle d'aujourd'hui. Puisque la véritable unité morale n'est pas une juxtaposition d'éléments, rapprochés en dépit d'eux par la violence d'une autorité tyrannique, mais une libre adhésion de volontés, unies par la meilleure partie d'elles-mêmes, dans un effort commun vers un commun idéal, c'est ce que vous proclamez aujourd'hui. Et, puisque je suis privé du grand plaisir de vous l'entendre dire, vous me pardonnerez d'avoir au moins voulu me procurer celui de vous y encourager.

F. BRUNETIÈRE.

A PROPOS DU PACIFISME ¹

15 août 1905.

Les Pacifistes ne se plaindront pas, je l'espère, que nous leur ayons mesuré la place ni qu'en publiant leurs défenses nous ayons émoussé — comme nous l'aurions pu, si nous l'avions voulu, — la pointe de leurs ironies. Mais une chose m'a étonné, qui est qu'étant si contents de l'article sur *le Mensonge du Pacifisme*, ils aient pris la peine, en ces jours caniculaires, d'y répondre si

1. A l'article sur « *Le mensonge du Pacifisme* » (15 juillet 1905), MM. Frédéric Passy et d'Estournelles de Constant avaient répondu longuement. Brunetière inséra leurs répliques dans le numéro du 15 août de la Revue. Elles sont assez différentes l'une de l'autre. M. F. Passy se défend des conséquences que Brunetière, tirait des principes pacifistes. M. d'Estournelles accuse Brunetière de ne s'être pas documenté, avant de traiter une question aussi importante.

longuement. « Je serais bien difficile si je me plaignais, écrit le sénateur d'Estournelles ; votre article est un très bon signe ; il atteste notre vitalité... » Le sénateur n'a pas réfléchi que s'il y avait lieu dans la circonstance d'exercer son « droit de réponse », l'expression, si sincère, de son contentement le lui aurait enlevé. Mais, comme il l'avoue ingénument, il n'a vu, dans la prolongation d'une polémique sur le pacifisme, qu'une excellente occasion de « réclame » pour les pacifistes ; et moi, je suis si « bon enfant » que je n'ai pas voulu lui refuser le plaisir de faire ici le pompeux éloge du sénateur d'Estournelles. On vient de voir s'il en a profité !

C'est aussi qu'à mon tour, je serais « bien difficile » si je « me plaignais » ; et, sans m'embarrasser de questions personnelles, dont la discussion amuserait peut-être la galerie, mais ne nous mènerait à rien, — j'ai d'abord plaisir à enregistrer les aveux de M. d'Estournelles et de M. Frédéric Passy. Voilà donc qui est désormais entendu ! Ni M. d'Estournelles, ni M. Frédéric Passy ne voudraient de « la paix à tout prix. » Ils sont pleins de respect « pour le soldat qui accom-

plit honnêtement son devoir ; pour l'armée, qui est la France ; pour le drapeau, qui est le symbole de la patrie. » Ils protestent énergiquement contre « les doctrines soi-disant humanitaires au nom desquelles on a prétendu ériger en principes démocratiques l'oubli des devoirs individuels ou collectifs, l'indifférence pour le sol sacré de la patrie, et la non-résistance à l'invasion et à la servitude. » Leur internationalisme n'est qu'une forme, une forme savante et détournée, mais une forme du patriotisme. Ils veulent, non pas « la suppression » mais « l'association des patries. » Bien loin de prêcher le « désarmement », ils s'accordent entre eux, et avec nous, pour reconnaître « qu'on ne saurait trop perfectionner nos moyens de défense. » Et ils concluent enfin que, même « quand on aura fait entrer l'arbitrage dans les mœurs internationales, » il n'y aura pas lieu de parler de désarmement, « ce qui serait absurde », ni seulement de « réduction des armements », mais, tout bonnement, — et je serais tenté de dire tout bêtement, — « d'une limitation, d'un arrêt dans les dépenses navales et militaires. » Encore une

fois, je suis heureux, très heureux, d'avoir arraché ces aveux à deux « pacifistes » éminents ; j'en prends acte ; et je ne leur demande plus que d'y faire adhérer M. Charles Richet, par exemple, ou M. Jean Jaurès.

Seulement, à qui donc en ont-ils ? et contre qui ou contre quoi protestent-ils ? Car, dans l'article auquel ils répondent avec tant d'abondance, on n'avait voulu traiter ou effleurer que trois points.

On avait prétendu rappeler d'abord aux pacifistes que, s'ils se plaignent qu'on « déforme leurs idées » pour en mieux triompher, ils se forgeaient, eux, pour avoir plus éloquemment raison, des adversaires imaginaires : le « militaire professionnel » ; et le politicien à qui, — ce sont les termes de M. Frédéric Passy, — « la guerre extérieure, ou la menace de la guerre extérieure paraîtrait le seul préservatif réellement efficace de la guerre civile. » J'ai d'ailleurs refusé, je refuse encore à M. Frédéric Passy, qui se plaint qu'on méconnaisse ses intentions, le droit de travestir ainsi les miennes. Mais était-ce bien la peine de se défendre d'avoir tracé du « militaire professionnel » l'image que je

rappelais : et, sur ce premier point, en écrivant, dans sa réponse, la phrase qu'on vient de lire. M. Frédéric Passy ne me donne-t-il pas entièrement raison ?

En second lieu, j'avais essayé de montrer qu'aucun des grands problèmes qui maintiennent le monde sous le régime de la paix armée ne saurait être résolu par des moyens pacifiques, et je crois, hélas ! pouvoir le répéter. M. d'Estournelles me répond qu'il espère bien le contraire, mais il n'oublie que de le prouver, et, en attendant, il convient, sans en convenir, mais en en convenant tout de même, que son rêve d'arbitrage ne saurait se réaliser, et durer, que par le moyen de la force. « Les Japonais et Chinois vivront en bonne intelligence avec les grandes Puissances... quand ces grandes Puissances comprendront que la violence est une complication et non un remède. » Je le veux bien ! mais comment ces grandes Puissances le feront-elles comprendre aux Japonais et aux Chinois ? « Le Sultan exécutera le traité de Berlin quand il verra les signataires de ce traité se mettre d'accord pour l'y contraindre. » Soit ! mais comment « contraindra-t-on » le

Sultan ? « Quand les Russes et les Japonais auront conclu la paix, cette paix pourra parfaitement se transformer en un accord auquel la France, l'Angleterre et d'autres Puissances souscriront ? » Sans doute ! mais celles qui n'y voudront pas souscrire, comment les y obligerons-nous ? On ne voit, malheureusement, de sanction à toutes ces conventions d'arbitrage ou d'« Union Européenne » que dans un recours à la force ! et, s'il en est ainsi, j'ai dit et je répète qu'il est infiniment dangereux de vouloir faire croire le contraire à l'opinion.

Et, en troisième lieu, j'ai fait observer que nos civilisations modernes étant peut-être plus solidaires qu'on ne le croit de leur organisation militaire, on ne saurait procéder au « désarmement » sans y mettre toute sorte de précautions... Mais je n'ai pas besoin d'y revenir, puisque, tout en faisant d'agréables plaisanteries sur « les chevaux des électeurs de M. Leygues » qui ne sont point, évidemment, les chevaux des électeurs de M. d'Estournelles, M. d'Estournelles m'écrit : « Trouverez-vous un seul de vos lecteurs pour se figurer que l'Union Européenne fera jamais

disparaître toute force défensive et que limiter nos dépenses militaires cela veut dire les supprimer totalement ? » Il y a mieux, et c'est ici M. d'Estournelles qui me demande : « Si vous reconnaissez qu'une transition, une longue transition est inévitable, alors où est le danger ? » Vous renversez les rôles, mon cher sénateur. C'est moi qui vous demandais de reconnaître « qu'une longue transition est inévitable », et du moment que vous le reconnaissez, c'est à moi de vous en donner acte. Mais croyez-vous que cela suffise, et quand vous parlez à vos lecteurs de « désarmement » ou de « réduction des armements » ou de « limitation des dépenses », croyez-vous que, quoi qu'ils entendent sous ces mots, ils en renvoient la réalisation à deux cent cinquante ans dans l'avenir ?

Il est vrai, qu'après avoir fait ces excellentes déclarations, nos pacifistes les retirent, et je lis, dans la réponse de M. Frédéric Passy, ces lignes qui m'inquiètent : « Faites l'éducation des peuples en les désabusant de l'idolâtrie de la force ; et répandez l'esprit de désarmement. » C'est M. Frédéric Passy qui souligne, et je suis bien obligé de lui deman-

der ce que c'est que l'*esprit de désarmement*. Car s'il serait « absurde », ainsi que le disait M. d'Estournelles, de songer au « désarmement », et même à la « réduction des armements » que signifie cette invitation à répandre l'*esprit de désarmement*? J'avoue que je ne comprends plus! Et, par malheur, c'est justement le point sur lequel il faudrait s'entendre.

C'est, en effet, cet *esprit de désarmement* que je crois dangereux de répandre, comme répondant à une conception, généreuse peut-être, mais absolument fausse, de l'histoire et de l'humanité! Que les pacifistes veuillent donc bien ne pas s'y méprendre! Pas plus qu'eux nous « n'aimons » la guerre; et pas plus qu'eux nous ne croyons que les « nations » soient faites pour s'entr'égorger. Mais nous croyons, parce que nous le voyons dans l'histoire, que les nations sont des « créations militaires », et que leur existence, comme telles, — je ne dis pas leur grandeur et leur prospérité, je dis leur existence, — ne se soutient que par les moyens qui les ont constituées. Nous croyons, parce que nous le voyons dans l'histoire, et même

dans le présent, que le plus sûr moyen d'éviter la guerre n'est pas d'en avoir peur, mais d'être prêts en tout temps à la faire. Nous croyons que, si cette préparation à la guerre ne va pas sans quelque esprit de dévouement, d'abnégation et de sacrifice, *l'esprit de désarmement* n'en saurait être que le pire ennemi. Nous croyons, parce que nous le voyons dans l'histoire, que cet esprit de dévouement a besoin d'être entretenu, dans la famille et à l'école, au régiment et dans l'opinion; que, si l'on commet l'imprudence de le laisser sommeiller, on ne le retrouvera plus au jour du danger commun; et que, par conséquent, d'assurer le triomphe de cet esprit sur son contraire, c'est le principe même, je veux dire le commencement de l'éducation nationale et sociale. Et nous disons aux pacifistes: Si vous croyez tout cela comme nous, vous n'avez pas besoin de tant vous agiter, pour n'aboutir qu'à « faire le jeu » de ceux qui croient le contraire! Mais, si vous croyez vous-mêmes le contraire, dites-le donc alors sans ambages, et ne donnez pas le change à l'opinion, ou plutôt, ne le prenez pas vous-mêmes, en vous flattant de

concilier, je ne sais par le moyen de quelles distinctions, ce qui sera toujours incompatible : l'esprit de patriotisme et l'esprit de désarmement.

F. B.

SUR LES ÉVÉNEMENTS DE L'HEURE PRÉSENTE ¹

15 septembre 1906.

MONSIEUR,

J'ai en effet mes « sentiments sur les événements de l'heure présente », mais ce sont des sentiments encore assez imprécis et pour en exprimer de plus sûrs, je veux dire tout

1. Les *Débats*, qui reproduisaient cette lettre, la commentaient ainsi :

M. Brunetière a adressé à l'Agence Fournier la lettre suivante, sur laquelle nous n'avons pas besoin d'appeler l'attention. Le rôle que M. Brunetière a joué dans le mouvement catholique de ces dernières années, la part qu'il a prise à de nombreuses polémiques, la signature qu'il a mise à la *Lettre aux évêques*, qui en a soulevé de si ardentes il y a quelques temps, tout concourt à rendre son opinion particulièrement intéressante dans les circonstances actuelles. Plusieurs journaux français et étrangers la lui avaient demandée ; mais il n'avait pas jugé jusqu'ici que le moment fût venu de s'expliquer, et

simplement dont je fusse moi-même plus certain, j'aurais besoin de savoir :

1° Quelles ont été les résolutions de la dernière assemblée des évêques de France ;

2° Quel accueil le Vatican va faire à ces résolutions ;

3° Dans quel esprit de tolérance et de libéralisme ou, au contraire, de violence et de persécution le gouvernement appliquera la loi de séparation.

Ceci, comme vous le voyez, nous remet aux environs du 15 décembre prochain, et jusque-là, je puis dire, en vérité, que je n'aurai pas d'opinion.

Mais entendons-nous bien sur ce mot ! Il va sans dire que, sur les conditions dans lesquelles a été proposée et votée la « Loi de Séparation » j'ai une opinion, et depuis dix mois je crois l'avoir plus d'une fois exprimée. J'ai une opinion sur la « Loi de Séparation », et,

il indique dans sa lettre les motifs qui l'empêchent encore de donner son avis définitif. Trop de choses, en effet, restent incertaines et flottantes, soit du côté de l'Eglise soit du côté de l'Etat, pour qu'on puisse dire dès maintenant ce qu'il faut faire, et comment il faut faire. Nous laissons la parole à M. Brunetière, avec lequel nous sommes d'ailleurs pleinement d'accord dans les diverses observations qu'il présente avec tant de fermeté d'esprit et de bon sens.

même quand je demandais que l'on essayât de s'en accommoder, je ne me faisais aucune illusion sur l'esprit de haine et de fanatisme qui l'animait. J'ai une opinion sur l'Encyclique *Gravissimo*, qui est que les catholiques ne peuvent que s'y soumettre. « *Hac manente Lege*, la loi de séparation demeurant ce qu'elle est », il nous est interdit, comme catholiques, de chercher des accommodements avec elle. Et j'ai des opinions sur d'autres points encore. Mais où je dis que je n'en ai pas, *pour le moment du moins*, et où je crois bien voir que ni nos Évêques ni notre gouvernement n'en ont une plus nette, c'est sur la question de savoir ce qui est actuellement faisable ; et nous n'en avons pas, les uns ni les autres, pour cette excellente raison que tout dépend de la manière dont l'Église entendra une « résistance » qui ne doit pas être violente. l'Encyclique *Gravissimo* est formelle sur ce point, et de la manière dont l'État entendra l'application d'une loi qu'il persiste à nous présenter comme « tolérante et libérale ». Et, en effet, il y a bien des manières de « résister », comme il y en a beaucoup d'« appliquer » une Loi !

Sur quoi, mon cher monsieur, si je vous disais qu'entre ces diverses manières d'appliquer la Loi de Séparation ou de lui résister, je suis pour la plus modérée, cette déclaration ne signifierait pas grand'chose. Car les mots ne sont que des mots, et ce qui importe uniquement, ce sont les réalités concrètes qui sont dessous. Qu'opposerons-nous donc, par exemple, à la mise sous séquestre, ou, pour mieux dire, à la confiscation des biens ecclésiastiques, et de quelle manière résisterons-nous là ? Si le 40 décembre de cette année, on « ferme » une seule Église, comment d'abord la fermera-t-on ? en mettant des scellés sur les portes, ou des soldats autour de l'Église ? et nous, quelle résolution devrons-nous prendre en ce cas ? Si, laissant l'Église « matériellement » ouverte, à la manière de M. Clémenceau, on poursuit correctionnellement, à la manière de M. Briand, le prêtre qui y aura célébré la messe, cette mauvaise et sotte plaisanterie devra-t-elle être considérée comme une application de la Loi ? Mais, d'un autre côté, qu'est-ce que demande exactement le Souverain Pontife quand il demande que la hiérarchie catholique soit

légalement reconnue ? Est-ce que la loi américaine la reconnaît ? Par quels moyens veut-il que l'on garantisse à l'Église la propriété des « biens ecclésiastiques » et des édifices du culte ? Ou bien encore qu'entend-il par le « droit de tous les citoyens » ? Le droit commun des citoyens français, tel que l'Angleterre ou les États-Unis le reconnaissent à leurs catholiques ?

Ce sont toutes ces questions, et combien d'autres encore, auxquelles il faudrait que l'on eût fait d'abord des réponses expresses et topiques, si l'on voulait utilement définir la « modération » en matière de « résistance » ou d'« application de la loi », auxquelles ni le gouvernement, ni l'Église, ni les faits, *pour le moment du moins*, n'ont répondu catégoriquement ; et de la solution desquelles dépendent mes « sentiments sur les événements de l'heure présente ». Il est assez clair, en effet, qu'ils varieront nécessairement selon la réponse que l'État ou l'Église auront faite à toutes ces questions, et que, jusqu'à ce que ces réponses viennent m'aider à les fixer, ces sentiments pourront être d'ailleurs, comme le sont les miens, quand je m'examine, très

ardents et très vifs, mais ils seront extrêmement confus et mobiles.

C'est pourquoi, mon cher monsieur, et indépendamment de cet appel à la modération, dont je ne doute pas que les intransigeants des deux partis ne se moquent avec cette verve grossière qui semble être pour eux le signe des convictions fortes, je ne vois, *pour le moment*, que deux choses à faire.

La première, qui est urgente, serait de « compléter partout, avec les variétés nécessaires, suivant les diocèses et les provinces, et avec des caisses diocésaines et provinciales, l'organisation indispensable du denier du culte, en évitant la coaction personnelle, mais en faisant peu à peu entrer dans les mœurs la nécessaire participation à l'entretien du culte et du clergé ». C'est à la *Croix* du 9 septembre que j'emprunte ce texte, qui serait, en substance, le texte même de l'une des résolutions soumises au Souverain-Pontife par la dernière assemblée des Evêques de France. Et, comme je n'ai dans cette matière aucune compétence, vous me permettrez, pour tout commentaire, de reproduire ces réflexions du *Journal des Débats*. « Des

fidèles ne forment pas une Association quand ils se bornent, chacun pour soi, sans aucun lien de droit entre eux, à verser une cotisation entre les mains des évêques, du curé ou de toute autre personne. Et si, au moyen de cotisations de ce genre ou de toute autre manière, le culte public fonctionne dans une Église, nous serions curieux de savoir à quel titre on regarderait l'exercice de ce culte comme un délit. »

Mais, en second lieu, ce qu'il faudrait tâcher de faire entendre à nos politiciens — et quoique l'on y ait malheureusement échoué jusqu'ici — c'est que l'origine de toutes les difficultés étant la faute que l'on a commise en prétendant rompre à soi tout seul un contrat synallagmatique et international, tel qu'était le Concordat de 1801, le dénouement de ces difficultés, nées et à naître, ne se fera que par une entente avec Rome. — Un de nos ministres, à l'issue d'un banquet ou d'un « apéritif d'honneur » laissait échapper tout récemment cette énormité : « Nous n'avons, disait-il, nul souci des bruits extérieurs, nous ne voulons écouter que la voix du peuple français. » Et, en fait, c'est une politique.

Seulement, quand les « bruits extérieurs » se font entendre du côté de l'Angleterre, cette politique mène à Fachoda; elle mène à Algé-siras quand les « bruits extérieurs » commencent à gronder du côté de l'Allemagne.

Parce que le Souverain-Pontife ne dispose pas de 5 ou 600.000 baïonnettes, nos ministres ont cru qu'ils pouvaient le traiter comme une « quantité négligeable ». Sont-ils détrompés maintenant? Je dois avouer que je ne le crois pas! et tel est le pouvoir de la phrase que, quelque difficulté qui doive sortir pour eux de l'application de leur loi, MM. Briand et Clémenceau n'en continueront pas moins de dire et de penser qu'ils « ignorent » le Pape et la catholicité. On ne peut donc compter sur leur « ignorance » pour reprendre avec le Vatican la conversation brutalement interrompue naguère par M. Combes.

Mais les ministres de la République ne sont pas éternels, — ce qui les rend moins patients que l'Église, — et ils ne peuvent rien contre la force des choses. C'est ce qu'il ne faut pas se lasser de dire et de redire. La Papauté est un *fait*, un fait histo-

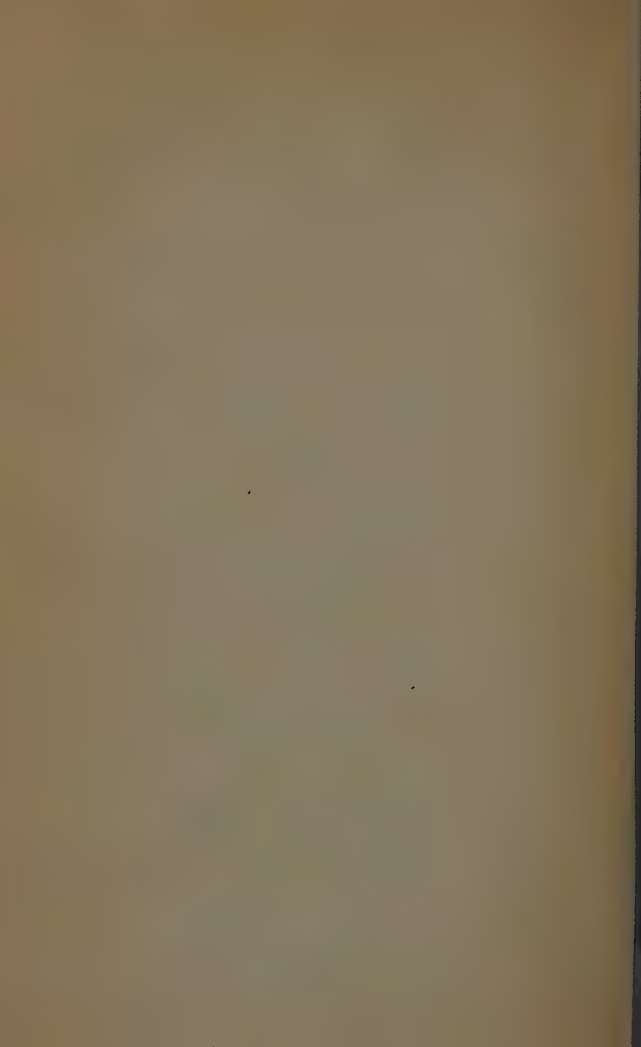
rique, un fait actuellement subsistant, un fait international. Une affirmation de M. Briand ou un geste de M. Clémenceau ne peuvent pas faire que ce fait ne soit pas. Des « positivistes » comme eux, s'ils ne savent pas autre chose, devraient du moins savoir qu'on ne supprime pas le « fait ». On le modifie quelquefois, à force de longueur de temps, mais on ne l'anéantit pas. L'Allemagne en a fait l'expérience ; l'Angleterre et les États-Unis le savent ; la Russie même et la Turquie « n'ignorent » pas le Pape, ou si l'on me permet cette façon un peu singulière de m'exprimer, le « *fait pontifical* ». La République française aura beau faire : elle ne l'ignorera pas longtemps. N'en éprouve-t-elle même pas, en ce moment, tout le poids ? Quel souverain, dans le monde, et sans l'avoir voulu ni cherché, mais rien qu'en maintenant les prérogatives inaliénables de sa souveraineté spirituelle, aurait pu susciter à nos ministres les embarras intérieurs contro lesquels ils se débattent ; et la lutte n'est même pas commencée !

Il faudra donc, tôt ou tard, et bon gré mal gré, qu'un rapprochement s'opère ; et vous

pensez bien, monsieur, que je ne me donnerai pas le ridicule d'en indiquer ici les conditions ; mais puisqu'il faut qu'il s'opère, ne pourrait-on pas, dès à présent, faire en quelque manière l' « économie » de tout ce que l'on tente présentement à seule fin d'en reculer l'échéance ? Laissant de côté toutes les autres considérations que l'on pourrait faire valoir, nous disons tout simplement, nous constatons que ni Rome ne saurait « ignorer » la France, ni la France « ignorer » la Papauté. Nous disons que si l'opinion publique n'en a point jusqu'ici paru suffisamment convaincue, notre tâche est d'essayer de l'en convaincre. Et nous disons enfin que le jour où cette conviction sera faite, et comme ancrée dans les esprits, M. Barthou, dans son fief d'Oloron, pourra bien continuer, s'il le veut, de n'avoir « nul souci des bruits extérieurs ». Il y a aussi, dans nos provinces, quantité de braves gens, comme on les appelle, qui n'ont « nul souci des bruits extérieurs ». Mais l'opinion publique, agissant dans le sens de la force des choses, sera sans doute plus forte qu'eux, et une fois de plus, ces « modérés », dont on se

moque, ou qu'on insulte, auront refait, à leur manière, l'œuvre religieuse d'Henri IV et du Premier Consul.

F. BRUNETIÈRE.



QUESTIONS DIVERSES
D'APOLOGÉTIQUE



EN L'HONNEUR DE LA SCIENCE.

4 avril 1895.

Professeur au Collège de France : directeur et président de section à l'école des Hautes Études ; secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences : grand-officier de la Légion d'honneur ; sénateur : ancien ministre ; membre d'une foule de conseils plus supé-

1. Au lendemain de la publication par la *Revue des Deux Mondes* de l'article sensationnel sur la *Banqueroute de la science*, Berthelot exprima dans une lettre son opinion sur la science et déclara que sa supériorité sur toutes choses ne faisait aucun doute pour nombre d'esprits éminents. Cette lettre, malgré les dénégations de son auteur, fut interprétée comme une réponse à Brunetière, et elle valut à Berthelot des félicitations et des adresses.

L'*Union de la jeunesse républicaine* proposa de venger la science outragée par la *Revue des Deux Mondes* en organisant un banquet en l'honneur de celui qui avait pris sa défense. Berthelot accepta.

Le banquet fut fixé au jeudi 4 avril. L'invitation portait cette légende : *Hommage à la science, source de l'af-*

rieurs les uns que les autres ; logé par l'État, à la ville, et à la campagne, du côté de Meudon, où l'on conte qu'il étudie « la fixation de l'oxygène de l'air par le vert des plantes » en mangeant des fraises exquis — on ne peut évidemment pas dire que la science a fait « banqueroute » à mon très cher et très éminent confrère, M. Marcellin Berthelot. En dépit de l'envie, il avait donc tous les titres qu'il faut pour être la parure du banquet que l'on célébrera ce soir, à Saint-Mandé, dans le « Salon des familles », *ad majorem scientiæ gloriam*, et je comprends qu'on le lui ait offert !

Je comprends moins qu'il l'ait accepté ! non pas pour moi, comme on le peut bien croire ! Il y a peu de gens après tout, *contre qui* l'on fasse des banquets, et, depuis le roi

franchissement de la pensée. MM. Henri Brisson, président de la Chambre, et Poincaré, ministre de l'Instruction publique, en acceptèrent la présidence. Parmi les notabilités politiques et littéraires qui donnèrent leur adhésion on remarqua MM. Léon Bourgeois, Sully-Prud'homme, Ary Renan, Lockroy, Goblet, de Freycinet, Clémenceau, Zola, Rousselle, président du Conseil Municipal, et Pascal Grousset, ancien ministre des Affaires étrangères de la Commune.

Le jour même où avait lieu ce banquet, M. Brunetière, faisait paraître, dans le *Figaro*, l'article *En l'honneur de la science*.

Louis-Philippe, je ne suis pas médiocrement fier d'en être le premier ! Mais c'est la science que je plains, c'est M. Berthelot lui-même, d'en être ainsi réduit à se mettre sous la protection d'un vieux politicien tel que M. Brisson, ou même d'un « savant » tel que M. Soury. M. Soury, afin qu'on n'en ignore, est cet ancien hébraïsant qui, à force d'étudier l'anatomie du cerveau, y a découvert l'autre jour que les oiseaux étaient des mammifères. Ne sont-ce pas là de beaux représentants de la science !

Veuillent seulement les dieux qu'à l'heure solennelle des toasts, entre le champagne et le cigare, ils aient le bon goût de tenir leur langue, et de se contenter d'écouter !

Quant aux autres, puisque voilà trois mois qu'ils s'en vont répétant les mêmes choses, je serai généreux jusqu'au bout, et je veux leur donner les moyens de ne pas les redire encore à Saint-Mandé. Ce sera l'affaire de deux mots et de trois questions, dont la première est déjà bien jolie, mais la seconde l'est encore davantage, et la troisième les passe toutes les deux.

*
* *

Je propose timidement la première à M. Berthelot : de combien, dans le monde entier, depuis quarante ou cinquante ans, les « progrès de la science » ont-ils enflé les budgets de la Guerre ? Je ne parle pas ici des nouveaux engins de destruction dont les savants nous ont dotés, et, ni sur la dynamite, ni sur la mélinite, je ne commettrai l'indiscrétion d'interpeller le président du Comité des substances explosives. Je m'en tiens aux milliards que nous coûte ce genre de progrès. Grâce donc aux « progrès de la science », on n'a pas plutôt construit un cuirassé de premier rang qu'il entre, comme l'on dit, « en catégorie de réserve ; » et en voilà pour des millions ! on n'a pas plutôt adopté un modèle de fusil, qu'il est bon à reléguer dans nos musées d'artillerie ; et en voilà pour des dizaines de millions ! Mais grâce aux « progrès de la science, » on n'a pas plutôt encerclé la frontière d'une ceinture de terre, de pierre et de fer, qu'il faut que l'on recommence ; et en voilà pour des

centaines de millions ! Qui les paye ? où les prend-on ? Dans quelles poches ? Qui dira de quel poids ils pèsent sur la liberté du travail national ? de quels emplois féconds ils détournent l'argent ? et de quelle autre « banqueroute » cette fureur de dépenses nous menace ? C'est ce que je demande à M. Marcellin Berthelot.

Parmi les membres du « Comité d'honneur », sous les auspices duquel on banquetera ce soir, je me rappelle avoir vu le nom du docteur Clémenceau. Voici donc une question pour le docteur Clémenceau. Du temps qu'il était député, le docteur Clémenceau — qui me traite le lundi dans son journal de « pion grincheux », et qui m'envoie ses livres le mardi avec un bel hommage d'auteur, — le docteur Clémenceau descendait dans les mines.

« Dans la première fosse où je descendis, nous dit-il, après avoir marché dans l'eau, plié en deux pendant des centaines de mètres... j'arrivai en rampant à une jolie couche de quarante-trois centimètres d'épaisseur. Là, travaillaient des êtres humains, étendus sur le flanc, abattant le charbon qui

leur tombait sur la face, et le remplaçant au fur et à mesure par des rondins pour n'être pas écrasés par le plafond... Glissant je ne sais comment, j'arrivai à un carrefour où des masses noires, silencieuses, avec des gestes d'ombre, s'occupaient à couper menu quelque chose de tout point semblable au charbon sur lequel elles gisaient. Les voilà qui dînent, les gaillards, nous dit l'ingénieur aimable qui nous guidait. Pourvu que le mineur ait son fromage blanc, il est heureux ! »
Ce fromage blanc ne m'est jamais sorti de la mémoire. »

Je demande au docteur Clémenceau si ce spectacle, qui l'a si fort et si profondément ému, n'est pas l'œuvre des « progrès de la science », étant sans doute la création de la vapeur et de l'électricité ? Je lui demande s'il ne trouve pas qu'au prix de ce labeur contre nature de tant de milliers de nos semblables, « les progrès de la science » nous font payer un peu cher le splendide éclairage de l'Académie nationale de musique ? Je lui demande ce que répondraient à ceux qui leur feraient ainsi toucher du doigt ce que leur coûtent les « progrès de la

science » les mineurs de Carmaux ou d'Anzin ?

II

Et comme il faut enfin songer à tout le monde c'est à M. Jean Jaurès que je dedie la troisième question. M. Jaurès éprouve pour les misérables, je ne veux pas dire une pitié, mais une compassion qui l'honore ; et nous l'éprouvons comme lui. Nous fera-t-il donc l'honneur de nous dire pour combien la science et ses progrès sont dans la formation de ce « capitalisme » qu'il dénonce quotidiennement à la colère de ses électeurs ? Qui a créé tout autour de nous, dans les environs de nos grandes villes — ou du côté de Saint-Ouen et de Saint-Denis, par exemple, cette misère ouvrière qui soulève tous les cœurs d'indignation, de honte et de dégoût de la civilisation ? Ce sont les « progrès de la science ». Qui a dépeuplé les campagnes, poussé l'ouvrière à la prostitution, jete l'enfance dans les usines ? Ce sont encore les « progrès de la science ». Et qui a enfin dénaturé les rapports du travail et du capital ?

élargi l'intervalle entre eux ? exaspéré leur hostilité ? semé le germe, entre les classes, de haines inexpiables ? Ce sont toujours les « progrès de la science ». Il est permis de trouver là-dessus qu'avant de les célébrer, encore faut-il savoir si l'on entend les célébrer « en bloc » et voilà pour M. Jean Jaurès une belle matière de discours français.

Car c'est là tout le débat, et non pas de savoir si l'on va plus vite ou plus commodément de Paris à Lyon par le chemin de fer que par la diligence. Il ne s'agit pas davantage d'établir que les dogmes religieux n'ont inventé « ni l'imprimerie, ni le télescope, ni les matières colorantes » ! Et ils n'ont certainement inventé non plus, ni l'art de distiller les alcools, ni celui de falsifier les denrées alimentaires qui sont sans doute encore deux grands progrès. Mais l'unique problème est d'examiner quels progrès de la morale ont ou n'ont pas suivi ces progrès de la science ; et, — pour terminer par une observation personnelle — ce problème, il me semble que je ne l'ai pas si mal résolu.

Depuis trois mois, en effet, que j'ai publié l'article que l'on « conspuera » ce soir, à dé-

faut de moi-même, on m'a reproché sur tous les tons qu'il était de « la personne la plus étrangère à l'esprit scientifique » : et, en effet, je ne me rappelle pas avoir publié le moindre travail de thermochimie. On m'a reproché, sur tous les tons aussi, que je manquais de style ou de grammaire même : et, à ce propos, comme voilà vingt ans qu'on me le dit, je ne suis pas si têtue que de ne pas commencer à le croire. Après quoi, plus encore que de style, on m'a reproché que je manquais d'idées ; et des prélats considérables, qui sont aussi de grands maladroits, se sont joints aux « correspondants » de l'*Écho de Paris* pour s'émerveiller de la profondeur de mon ignorance.

Mais alors, depuis trois mois, pourquoi tant d'émoi ? Pourquoi tant de réponses et de réfutations, de répliques, de contre-répliques, de basses plaisanteries aussi, d'injures et d'insultes ? Tant de bruit ! pour un seul article d'un écrivain si « pâteux », dans un recueil d'ailleurs si peu lu ! Et finalement, un si beau banquet, à cent sous par tête, café, cognac, et tabac compris ! des présidents et des ministres ! des sénateurs et des députés !

des conseillers municipaux ! des poètes et des romanciers ! des peintres, des sculpteurs, des médecins, des avocats, des professeurs, Homais et Charles Bovary, Bouvard et Pécuchet !

Quelque modeste que je sois, je ne puis décidément trouver qu'une explication du miracle. Il faut que j'aie touché plus juste qu'on ne le veut bien dire. On ne crierait pas si fort si l'on ne se sentait atteint quelque part. Et toutes ces clameurs, et tous ces hurlements, ne sont qu'une forme ou une expression plus démocratique de ce que Bossuet a si bien appelé « la haine des hommes contre la vérité ».

Vous seriez bien fâchés que je n'eusse point invoqué Bossuet.

FERDINAND BRUNETIÈRE.

LE RÉVEIL DE L'IDÉE RELIGIEUSE

TOAST DE BESANÇON ¹

13 février 1898.

MESSIEURS,

Il y a deux ans, presque jour pour jour qu'ici même à Besançon, sous les auspices, de la même *Conférence Saint Thomas d'Aquin*, je vous parlais de la renaissance de l'idéalisme, et, puisque vous voulez bien le constater vous-mêmes, je suis heureux de constater avec vous que, depuis deux ans, les symptômes de cette renaissance n'ont fait que

1. Le dimanche 13 février 1898, Brunetière, sur l'invitation de la Conférence Saint-Thomas d'Aquin, fit à Besançon, dans la salle du Kursaal, devant un auditoire de 3.000 personnes, une conférence sur Victor Hugo.

Le soir, invité à un punch, il répondit au toast que lui portait un jeune avocat de la ville, M. Montenoise, par la déclaration ci-dessus, qui eut un si grand retentissement, tant en France qu'à l'étranger.

se développer. Oui, partout où l'on pense, non seulement en France, mais en Europe et dans le monde entier, comme on pourrait aisément le montrer, il y a vraiment une renaissance de l'idéalisme, et j'entends, vous entendez avec moi par là, une réaction de jour en jour plus évidente contre les doctrines qui ont essayé trop longtemps de borner l'activité de l'homme à la poursuite, à la satisfaction et au culte des intérêts matériels.

As-tu vendu ton blé, ton bétail, et ton vin ? demandait jadis, non pas un politicien, ni un économiste, mais un poète, et il semblait croire, en vérité, que ce dût être là notre unique préoccupation. N'est-il pas vrai, messieurs, que nous en avons aujourd'hui de plus hautes ? et que si la fortune a toujours ses adorateurs et le succès toujours ses courtisans, la religion de l'idée n'en a pas moins reconquis presque tous ceux qui pensent ? La religion de l'idée, c'est la préoccupation de tout ce qui dépasse la vie présente, c'est le sentiment de la faiblesse ou de l'impuissance de la raison de l'homme, c'est enfin le sens du mystère.

Aussi, que ce mouvement se soit accompli

au profit de l'idée chrétienne, il n'y a là rien que de naturel, et c'est le contraire qui devrait nous étonner ! Car dans un monde où tout est relatif, c'est à dire mobile et changeant, l'idée chrétienne, c'est l'absolu, et ne faut-il pas bien que tôt ou tard, à moins de tourner dans une espèce de cercle ou de devenir la contradiction d'elles-mêmes, toute esthétique, toute morale, toute science même, s'appuie sur l'absolu ? Or, on l'a dit, et avec autant de profondeur que d'esprit, on ne s'appuie que sur ce qui résiste, et n'avouerons-nous pas loyalement qu'aujourd'hui, dans le désarroi de toutes les métaphysiques, ce point de résistance, la religion seule est capable de nous l'offrir...

Est-ce bien, messieurs, le moment et le lieu d'insister ? Il vous faudrait, pour m'écouter encore, à vous, trop de patience, et à moi, pour vous faire une seconde conférence, plus de souffle que je n'en ai, plus de confiance en moi, plus d'indiscrétion aussi. Mais je puis pourtant vous indiquer rapidement, pour m'en féliciter avec vous, deux ou trois symptômes de ce réveil de l'idée religieuse.

C'en est un premier, je crois, et d'une

grande importance, que l'on ait eu le bon sens de ne pas voir autre chose qu'une figure de pure rhétorique, une antithèse purement verbale dans l'opposition que l'on a essayé d'établir, depuis Voltaire jusqu'à Victor Hugo et jusqu'à Ernest Renan, entre les « religions » et la « religion ». Nous avons aussi des gens qui prétendent séparer, distinguer l'armée d'avec les chefs qui la commandent et les principes qui la constituent, et qui n'en protestent pas moins, en attaquant ces principes et en outrageant ces chefs, de leur respect ou même de leur « tendresse » pour elle ! Mais on ne traite pas non plus la religion par la « méthode des résidus » ! On ne l'épure pas en la vidant de son contenu ! On ne la respecte pas quand on essaye de la réduire tout entière aux enseignements de cette plate philosophie qui s'est appelée du nom de « religion naturelle » ! Et, de quelque religion que ce soit, je ne sais ce qu'il en reste quand on l'a dépouillée de son surnaturel, de son dogme et de sa discipline, mais je crains bien que ce ne soit le contraire même de toute religion. N'est-ce pas, Messieurs, ce que l'on commence autour de nous à comprendre,

que si la religion n'était qu'une morale et une métaphysique, ce serait donc une métaphysique et une morale, mais non pas une religion ? Nous avons gagné ce premier point ou nous le gagnerons bientôt, je l'espère, et certes nous aurons quelque droit de nous en féliciter.

En voici un second ! Nous n'admettons plus aujourd'hui, comme on le faisait il y a vingt-cinq ans seulement, et même moins, que l'incroyance ou l'incrédulité soit une preuve de liberté, de largeur, d'étendue d'esprit. La négation du surnaturel passait en ce temps-là pour la condition même de l'esprit scientifique. Enivré d'en savoir un peu plus que nos pères, on se vantait d'avoir anéanti, supprimé, ridiculisé le mystère ! Le « voltairianisme » vivait toujours, il se développait, et c'était une élégance que de le professer ! Ce que cette élégance est devenue, si vous voulez le savoir, je vous renvoie, Messieurs, au livre de M. Balfour sur *les fondements de la croyance* ; je vous renvoie aux déclarations, — si simples mais si nettes, — que Pasteur a si souvent renouvelées, et puisque je parle dans son pays,

pourquoi pas, Messieurs, aux *notes* qu'on a récemment publiées de Proudhon sur la *Vie de Jésus* de Renan ? Enveloppés que nous sommes d'obscurités qui semblent s'épaissir à mesure même que nous nous efforçons de les percer, et condamnés d'ailleurs par la constitution de notre esprit à voir, comme on l'a dit, le surnaturel reparaître à la conférence de notre savoir, on a reconnu que la foi la plus sincère comme aussi la plus humble et la plus haute, la science la plus étendue, et, pour tout dire, la plus « moderne » pouvaient coexister dans le même cerveau.

Oui, si quelques vieux hommes sont encore tout gonflés d'orgueil rationaliste, ils sont aujourd'hui parmi nous les représentants d'un autre âge ! Mais ce n'est pas eux qui arrêteront le mouvement commencé, c'est un second point de gagné, et nous avons le droit de nous en féliciter.

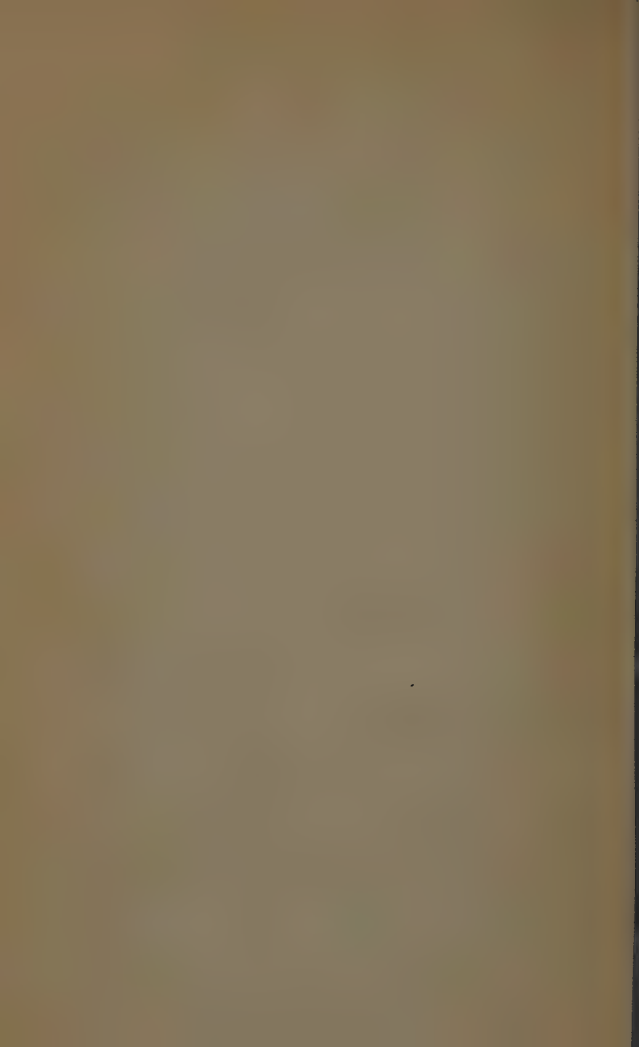
Et en voici maintenant un troisième ! Si d'honnêtes incrédules, qui n'ont rien des libertins d'autrefois, et il y en a, j'en ai connu, j'en connais, peuvent donner et donnent tous les jours quelques exemples de vertu, nous commençons à voir que c'est que le christia-

nisme habite en eux sans qu'ils le sachent, et continue d'y produire ses effets. On ne se débarrasse pas, heureusement, en quelques années, de ce que dix-huit cents ans de christianisme nous ont transmis de haute moralité. Cet absolu, que notre bouche nie, nous en retrouvons le sentiment dans nos cœurs au moment de l'action. Pour les prétendues « variations » de la morale, qui ne sont pas des variations et encore moins des contradictions, mais une évolution, — et qui de nous croirait, s'il ne le savait pas, que le chêne sort du gland ? — on s'accorde à reconnaître qu'il y a quelque chose de résistant ou de subsistant, et ce quelque chose, messieurs, qu'on l'impute à l'éducation ou à l'hérédité, c'est le christianisme...

Mais, messieurs, je vous le répète, je ne voudrais pas vous faire une seconde conférence... et, cependant, puisque M. Montenoise a bien voulu me provoquer à vous dire deux mots de ce que j'ai pu voir tout récemment en Italie ou en Amérique, je ne voudrais pas finir non plus sans ajouter à toutes ces raisons d'espérer, qui sont des raisons philosophiques ou morales, une raison pres-

que politique. C'est que, partout où j'ai passé, j'ai pu constater que le catholicisme c'était la France, et la France c'était le catholicisme. Je l'avais souvent entendu dire, et j'étais assez disposé à le croire ; je l'ai vu, j'en suis convaincu maintenant, et sans doute je n'aurais pas beaucoup de peine à vous en convaincre vous-même, mais je voudrais, en dehors de tout esprit de parti, et dans le seul intérêt de la grandeur du nom français, que tout Français en fût convaincu comme nous. Je dis bien, messieurs, dans le seul intérêt de la grandeur du nom français et de la puissance de la patrie. Tel est, aujourd'hui, l'état du monde civilisé, qu'un français ne saurait rien faire contre le catholicisme, qu'il ne le fasse au détriment de la grandeur de la France, pour le plus grand avantage de quelque puissance ennemie, et réciproquement dans le monde entier ; que ce soit en Chine ou au Canada, tout ce que l'on fait dans l'intérêt du catholicisme, on le fait, ou du moins on l'a fait jusqu'ici, dans l'intérêt de la France elle-même. Pour moi, cette seule raison suffirait à m'encourager dans la résolution que j'ai prise, et dans laquelle je persévérerai. Ajoute-

rais-je, messieurs, qu'après cela ce serait assez pour m'y confirmer des injures qu'elle m'a valu. Je le dirais, si je ne craignais qu'on ne vit dans cette fin de discours une espèce de provocation, moins courageuse qu'orgueilleuse, et puis, surtout, si je n'aimais mieux, dans une réunion comme celle-ci, vous remercier des sympathies qu'encore aujourd'hui même vous m'avez témoignées, et qui compenseraient plus d'injures que je n'en ai essuyées.



A PROPOS D'APOLOGETIQUE¹

Décembre 1903.

MONSIEUR,

Je vous remercie de m'avoir fait parvenir votre article des *Annales*, et davantage encore tout naturellement, de la manière dont vous m'y avez défendu. Puisque d'ailleurs vous me demandez de vous en dire publiquement mon avis, je n'y ferai point de difficultés, et je

1. Dans la *Revue néo-scolastique*, M. Janssens avait publié un article sur l'apologétique de Brunetière, s'efforçant de la rattacher à celle de Blondel et du P. Laberthonnière. Il la critiquait, bien entendu, comme étant « d'inspiration kantienne », et « partant au surplus de propositions sceptiques ». Il ramenait en outre la « philosophie » de Brunetière à plusieurs propositions, dont la première se formulait ainsi : « La chose en soi échappe à notre connaissance, tout est pour nous phénomène. »

L'abbé Ch. Denis, dans les *Annales de Philosophie Chrétienne*, releva l'attaque, dirigée à la fois contre sa propre école, et contre Brunetière. Très justement, il

vous dirai, très brièvement, sans vouloir entrer dans aucun détail de discussion, qu'entre M. Janssens et moi, le dissentiment est plus grave encore que vous ne le dites.

M. Janssens est de ces chrétiens heureux, et nous en connaissons beaucoup, qu'aucun doute sur l'efficacité des moyens de l'apologétique traditionnelle ou classique n'a jamais effleurés. Je l'admire et je l'envie ! Mais nous sommes aussi quelques-uns qui trouvons la même apologétique insuffisante et les dits moyens un peu surannés. Nous en avons deux bonnes raisons, dont la première, qui a son prix, est que ces moyens n'ont rien pu sur nous ; et la seconde, que si S' Thomas, dans ses *Sommes*, en a donné l'expression définitive, beaucoup de choses nouvelles se sont passées depuis S' Thomas. Ni M. Janssens, ni moi-même, ne pouvons que ces *choses ne se soient pas passées* et encore bien

intitula son article : « Apologie et terminologie à propos d'une critique contre M. Brunetière ». Il montrait que, pour s'en prendre à Brunetière, il fallait que M. Janssens eût vu sous les mots du « grand orateur » des idées philosophiques ou théologiques en réalité fort éloignées de sa pensée. L'apologétique de Brunetière, déclarait-il, « ne dépend pas de la méthode d'immanence, mais de la triple méthode autoritaire, psychologique, sociologique. »

moins, vraies ou fausses, bonnes ou mauvaises, que l'esprit humain n'en ait pas subi l'influence. S^t Thomas n'avait à se soucier ni de la *science*, telle qu'elle s'est constituée depuis Descartes ; ni de la *Philologie*, en tant que génératrice de la science des religions comparées ; ni de l'*Exégèse*. Et, conformément à la doctrine de l'Église, je veux donc bien que l'on trouve dans S^t Thomas tous les moyens bons pour combattre les formes d'incroyance issues de l'exégèse, de la philologie et de la science, mais encore faut-il, premièrement, les y chercher, secondement les y découvrir, et, troisièmement, les *adapter* à des nécessités nouvelles. « Tout est dit » nous dit M. Janssens, « et nous ne pouvons donc que répéter ce qui a été dit » ; et quand il l'aurait prouvé, je lui demanderais de prouver, en second lieu, *qu'il n'y a qu'une manière de le dire*. Il se peut, et j'inclinerais volontiers à le croire, que les *principes* de la défense des places n'aient pas varié depuis Vauban ; mais les *principes* sont une chose, leur *application* en est une autre ; et je ne crois pas qu'ayant à fortifier Strasbourg, Metz ou Paris, aucun ingénieur s'y

prit en 1903, comme Vauban au temps de Louis XIV.

M. Janssens me répondra-t-il qu'il n'accepte pas la comparaison ! Qu'il s'agit entre nous des « Vérités de la foi » ? et que l'objet de la foi ne saurait varier sans cesser d'être lui-même ? Je lui répondrai qu'il a raison, et qu'en ce point du moins, je suis entièrement d'accord avec lui. Oui, l'objet de la foi, les vérités de la foi sont immuables. Il oublie seulement qu'*Immutabilité* n'est pas synonyme d'*Immobilité*. Ce sont deux mots, et ce sont deux choses. Le dogme est « immuable » mais il est « vivant » ; et le christianisme ne « change » pas, mais il n'est pas cependant « immobile ». Et puis, et surtout, les « vérités de la foi » ne sont pas les « moyens de l'apologétique ». Pascal disait : « C'est toujours la même balle dont on joue, mais l'un la place mieux ! » Il s'agit bien toujours d'établir la vérité de l'Incarnation ou de la Rédemption, mais, pour les établir : 1° Thomassin ne s'y prend pas tout à fait comme Pétau ; 2° s'il a surgi des objections nouvelles, on ne peut pas leur opposer des réponses *qui ne les avaient pas prévues* ; et 3° quelques-unes de

ces objections peuvent avoir transporté la même question sur un terrain tout nouveau. En aucun temps les moyens de l'apologétique n'ont participé du caractère des vérités qu'ils ont pour objet d'établir. Les « Vérités de la foi » sont immuables, parce qu'elle est la foi ! Mais les « moyens de l'apologétique » sont essentiellement changeants, parce que ce n'est pas aux mêmes hommes qu'il s'agit de démontrer les vérités de la foi.

Je n'insiste pas, après cela, sur les accusations de *Kantisme* et de *subjectivisme*, dont M. Janssens croit m'accabler. Elles ne m'émeuvent guère ! Et c'est d'ailleurs un point sur lequel je m'expliquerai prochainement, dans *l'Introduction* de mon volume sur *l'Utilisation du positivisme*. Je me bornerai à faire observer de ce propos qu'il y a trente ans, en littérature comme en histoire, et comme en philosophie, je lutte contre le *subjectivisme* ; et, puisqu'il a fait tant que de me faire l'honneur de parler de moi, M. Janssens devrait le savoir. J'ajouterai que, si Kant a dit de « bonnes choses », aucun catholique ni aucun chrétien n'est tenu de les croire « mauvaises », parce qu'elles sont de Kant. Théologique.

philosophique ou autre, nul système si *continu* que l'on ne puisse distraire des vérités qu'il contient des erreurs qui les enveloppent ! *Græcum est, non legitur* ! Est-ce que nous allons dire cela de Pascal, de Calvin, de Luther, d'Origène, de Tertullien ? Ce Dieu ne plaise ! Pourquoi le dirions-nous donc ou de Kant ? ou de Comte ? *Historiquement* leur système est *leur*, et si nous l'acceptons, nous ne pouvons évidemment qu'y conformer à leur vraie pensée, mais *philosophiquement*, ce qu'ils ont dit est nôtre, et en soi. Et, si nous le trouvons vrai, — veux dire si nous croyons être en état de le démontrer vrai, — non seulement nous devons nous faire aucun scrupule de nous en servir, mais nous en avons le devoir.

Je ne craindrais pas de dire en terminant que c'est la méthode apologétique de M. Janssens qui me paraît tout à fait dangereuse. d'abord, et à l'égard de toutes les objections qui se sont fait jour depuis six cents ans et dans le monde, elle équivaut à une fin de non recevoir, ou, si vous l'aimez mieux, à un refus absolu de discuter. Nous disons aux théologiens de l'ordre de M. Janssens : « V

une grosse difficulté ! » et ils nous répondent : « Mais non ! ce n'en est pas une ! et nous leur demandons pourquoi ce n'en est pas une ; et ils nous disent : « Mais, parce que ce n'en est pas une « pour moi » ! Et je leur accorde là-dessus qu'ils sont « eux » ; mais ce n'est pas « eux », dont la conviction est faite, qu'il s'agit de convaincre, c'est « moi », qui ne suis pas « eux », et qui suis sans doute obligé de me convertir en Dieu, mais pas en eux qui ne sont qu'eux.

Un second défaut de cette apologétique est de s'immobiliser dans un moment donné de l'histoire, et ainsi de paraître, ou, effectivement d'arrêter, et en quelque sorte d'ankyloser l'esprit humain dans une attitude aussi gênante que définitive. Et, encore un coup, il n'y a de définitif que l'objet de la foi, mais non pas du tout, et heureusement, les moyens d'en établir la réalité.

Et un troisième défaut de cette apologétique, le plus grave peut-être, est de mettre ses *démonstrations* dans la dépendance d'une philosophie ou d'une ontologie que je ne veux pas discuter aujourd'hui, mais dont on ne saurait nier qu'elles ne soient des choses, en

tout cas, tout humaines. « M. Brunetière, dit M. Janssens, n'a pas l'air de croire à l'existence de la chose en soi, et toute apologétique est non seulement fausse, mais dangereuse, qui ne part pas de l'existence de la *chose en soi*. » Qu'est-ce que cela veut dire, que, pour croire à la divinité de Jésus-Christ, il faut commencer par croire à l'existence de la « chose en soi » ? Je n'ai point lu cela dans l'Évangile ; et je ne sais pas ce que ce c'est que la « chose en soi. » Mgr d'Hulst, s'il était encore de ce monde, me reprocherait sans doute, une fois de plus à ce sujet « l'insuffisance de mon éducation philosophique ». En tout cas, ce que je soutiens, c'est que, si les difficultés de croire sont grandes, rien n'est plus inutile, plus dangereux, plus maladroit, que d'y ajouter des difficultés de la nature du problème de la « chose en soi ». Le temps est venu d'en finir avec cette logomachie ! Quelque opinion que l'on ait sur la « chose en soi », la crédibilité de l'Évangile et l'autorité de l'Église n'en dépendent point, ni par conséquent la solidité d'une apologétique. Et, ce sera, si vous le voulez le dernier mot de cette discussion : toutes les critiques

de M. Janssens ne procèdent que de ce qu'il confond ce que je persiste à distinguer. Ou, encore, il croit que les « raisons de croire » qui lui suffisent, et qui, dit-il, ont suffi à des milliers de chrétiens avant lui doivent également nous suffire. Mais, *en fait*, c'est ce qui n'est pas ; c'est ce que ni lui ni moi ne pouvons faire qui soit ; et, ne pouvant faire que cela soit, il faut nous accommoder de ce qui est ; — et peut-être Dieu l'a-t-il ainsi voulu afin que, dans un siècle infatué de progrès, la vitalité de son Église se prouvât par le mouvement.

Veillez agréer, Monsieur l'abbé, avec mes remerciements de nouveau, l'expression de ma considération la plus distinguée.

F. BRUNETIÈRE.

M. Janssens, dans les *Annales de P. C.* de février 1904, répondit brièvement à cette lettre de Brunetière et à l'article de l'abbé Ch. Denis. Il admit volontiers que des « questions nouvelles » se posaient, et que le dogme « n'était pas immobile ». Seulement, il jugeait que Brunetière n'avait pas répondu à la « critique fondamentale », l'accusation de *subjectivisme*.

L'abbé Denis prit acte de ces déclarations, et se félicita de constater que M. Janssens ne parlait plus d'un Brunetière sceptique.

SUR LES « CHEMINS DE LA CROYANCE »

RÉPONSE A L'ARTICLE DE E. FAGUET ¹

27 novembre 1904.

MON CHER AMI,

Vous avez bien pensé que je ne me rendrais pas sans combat, et, qu'après vous avoir cordialement remercié des choses fort obligeantes que j'ai lues dans la dernière livraison de la *Revue Latine*, sur mon *Utilisation du*

1. Dans la *Revue Latine* du 25 novembre, Faguet avait consacré aux *Chemins de la Croyance* une longue étude, ironique et attentive, qui commençait ainsi : « M. Brunetière vient d'écrire un très beau livre sur la doctrine d'A. Comte considérée comme introduction à la vie dévote ». Il résumait les « trois thèses » du livre de la manière suivante :

1° Le positivisme est un bon secours contre le dix-huitième siècle.

2° Il y a une métaphysique du positivisme.

3° Le positivisme a sa religion.

Et il les combattait toutes trois. Comte, d'après lui,

Positivisme, je voudrais essayer de maintenir et de défendre mes positions.

Vous avez donc cru voir d'abord une espèce de contradiction dans ce fait qu'après avoir reproché à la philosophie du dix-huitième siècle sa « socialisation de la morale », je louais en revanche Auguste Comte d'avoir « socialisé la religion ». Êtes-vous bien sûr que ce soit une contradiction ? je dis *a priori* et, par exemple, serait-il impossible qu'en dépit de l'identité des mots qui les expriment, la tentative de « socialiser la morale » et celle de « socialiser la religion » fussent elles-mêmes contradictoires entre elles, auquel cas vous m'accorderiez qu'il serait naturel que je fusse aussi favorable à l'une, la seconde, qu'opposé à l'autre, la première ? Et, en effet, à mes yeux « socialiser la religion », c'est la ramener ou la réduire, si vous voulez, à ce que je crois qui en est l'essentiel ; mais « socialiser la morale », à la manière des Encyclopédistes, il me semble qu'au con-

était un homme du dix-huitième siècle, « raisonneur » avant tout, dépourvu entièrement de « sentimentalité catholique », et qui seulement avait voulu « repenser la pensée du dix-huitième siècle pour lui donner une force de création et de construction. ». La réponse de Brunetière parut dans le numéro suivant de *la Revue Latine*.

traire, c'est l'anéantir en son principe, si le principe de toute morale, c'est la correction, la surveillance et le perfectionnement de soi-même. La contradiction que vous me reprochez serait ainsi dans la nature des choses. En « socialisant la religion », Comte aurait fait le contraire de ce qu'Helvétius, par exemple, a fait ou essayé de faire, en « socialisant la morale ». Ou, en d'autres termes, Comte aurait travaillé à détruire ce qu'Helvétius et les siens avaient essayé d'édifier, et moi, c'est justement de quoi je l'approuverais, dans la mesure même où je crois que la tentative des autres était dangereuse.

Venons maintenant aux trois « thèses » qui sont tout le livre et que vous contestez toutes les trois.

Vous niez d'abord, me dites-vous, que le positivisme, j'entends toujours celui de Comte, le positivisme complet, et non pas le positivisme étriqué de Littré, nous soit ou nous puisse être d'un secours efficace contre « la philosophie du dix-huitième siècle » ; et la raison que vous en donnez, c'est que, tout en

l'étant d'une autre manière que Voltaire ou Diderot, on ne saurait être plus du dix-huitième siècle qu'Auguste Comte lui-même. Admettons, mon cher ami, qu'Auguste Comte soit un homme, ou, pour ainsi parler, une « mentalité » du dix-huitième siècle. Et Joseph de Maistre, à bien des égards, ne croyez-vous pas qu'il en soit une aussi ? Nous sommes toujours, en quelque mesure, dès que nous pensons ou que nous écrivons, les héritiers de « tous » ceux qui nous ont précédés, sans en excepter même ceux dont le nom est peut-être ignoré. Mais que résulte-il de là ? Et, puisque vous me l'accordez vous-même, n'est-ce pas assez qu'en tant qu'homme du dix-huitième siècle, Auguste Comte ait opposé ses « affirmations » aux « négations » des Encyclopédistes ? Ces affirmations, me dites-vous, étaient contenues dans ces négations mêmes, et il ne s'agissait que de les en faire sortir ! C'est possible, mais on ne les en avait pas fait sortir avant Comte ; ce qui veut dire qu'on avait bien posé « la thèse », mais on avait systématiquement oublié ou négligé de dresser son antithèse en face d'elle ; et, précisément,

c'est ce que Comte est venu faire. Si donc, sur des points essentiels, — tels que la « socialisation de la morale » ou la « valeur sociale du christianisme », — les conclusions de Comte contredisent absolument celle de Voltaire et de Diderot ; si, d'ailleurs, ces conclusions résultent d'une observation des faits infiniment plus pénétrante, et d'une méthode infiniment plus rigoureuse, plus désintéressée surtout, que celle de Diderot et de Voltaire ; et si, enfin, pour établir contre Diderot et contre Voltaire la « valeur sociale du christianisme », ou le « vrai fondement de la morale », personne peut-être n'a trouvé de meilleures ou de plus fortes raisons qu'Auguste Comte, n'ai-je pas raison de dire qu'il peut nous être utile pour combattre encore aujourd'hui Diderot et Voltaire ? et, avec eux, tous ceux de leurs disciples, conscients ou non, qui ne se doutent pas que le monde a tout de même marché depuis Voltaire et Diderot ? Mais, en vérité, que m'importe après cela qu'il soit un homme du dix-huitième siècle ? Et si vous me répondez qu'il importe beaucoup, parce qu'en disant toutes ces choses Comte ne tendait pas au même objet

que moi, je le sais bien ! mais je vous réponds à mon tour, que si l'originalité, la très modeste originalité de mon dessein apologétique, est quelque part, elle est là, dans la conviction que l'on peut détacher, de la personne ou de la mentalité d'Auguste Comte, les « vérités » qu'il a exprimées ; les distinguer de ses intentions ; et n'en retenir pour nous l'approprier, que ce qu'elles ont de signification objective. « C'est un scélérat, disait de Voltaire le grand Frédéric, mais je veux apprendre son français » ; et, en effet, il l'apprit. Pareillement, il se peut qu'Auguste Comte soit « un homme du dix-huitième siècle » ! Mais quand il le serait, si je puis dire ainsi, plus profondément encore, par bien plus de côtés que ceux que vous mettez à bon droit en lumière, je prétends que son enseignement n'en demeure pas moins contraire à celui de nos Encyclopédistes ; et cela me suffit. Est-ce d'ailleurs la première fois dans l'histoire que la « suite » d'une chose en serait la « contradiction » ? que l'exécution d'un dessein aurait tourné contre lui-même ? et qu'une doctrine aurait prononcé sa condamnation en

développant ses propres conséquences ?

En second lieu vous avez peine, dites-vous, mon cher ami, à croire qu'il y ait une métaphysique d'impliquée dans le positivisme ; et à ce propos, vous en revenez à la discussion de cet « Inconnaissable » spencérien, dont tout ce que le maître a dit c'est qu'il existe ; et je conviens qu'il est difficile d'en dire quelque chose de plus. *Ignoramus, ignorabimus !* Mais êtes-vous bien sûr d'interpréter exactement la pensée d'Auguste Comte, quand vous dites un peu plus loin. « Ce qu'il y a d'apparemment métaphysique dans les conceptions générales de l'esprit humain lui paraît ce qu'il est, c'est à savoir des conceptions générales de l'esprit humain. Il n'y a rien d'objectif à tirer de là. Le monde est-il fait conformément à la façon dont notre esprit est fait ? Il est très possible. Nous n'en savons rien. Et nous avons pris le parti de ne nous occuper que de ce que nous pouvons savoir ». Je le veux bien ! Ce qui n'empêche que, si quelqu'un n'a pas craint d'affirmer « l'objectivité de la science », vous savez bien que c'est Auguste Comte, et avec lui Spencer, ou encore Cournot. Il faut ici ren-

verser la question : « Le monde est-il fait conformément à la façon dont notre esprit est fait ? » Ni Comte, ni Spencer, ni Cournot n'en doutent, et pour eux, c'est notre esprit qui est fait conformément à la façon dont le monde est fait. En dépit de son relativisme, ce que Comte croit d'une foi certaine et robuste, c'est que le monde, en tant qu'accessible à la connaissance scientifique, *est* effectivement ce qu'il nous *paraît*. Au yeux de Comte, le mouvement de la terre sur elle-même et autour du soleil est une « réalité » qui ne dépend nullement de la conformation de nos organes ou des « conceptions générales de notre esprit », et, au contraire, ce sont les « conceptions générales de notre esprit » qui ne sont elles-mêmes qu'une représentation de cette « réalité ». Voilà le fondement de sa métaphysique. Cette métaphysique « implicite » du positivisme, je ne la fais donc pas reposer sur *un seul mot* que Comte n'aurait employé qu'en passant, comme au hasard, et sans y rien mettre de ce que je crois y voir, mais sur la croyance que toute sa philosophie suppose en quelque chose d'*extérieur*, d'*antérieur* et, par instants, de

supérieur à nous. Appelons d'ailleurs ce quelque chose du nom que nous voudrons ; et, si vous n'aimez pas celui d'*Inconnaissable*, ni celui d'*Absolu*, ne nous en servons donc pas ! Mais je dis qu'on fait de la métaphysique dès qu'on affirme, à plus forte raison dès qu'on présuppose l'existence de la chose : et, justement, ayant tâché de montrer que cette présupposition était nécessaire au positivisme, c'est donc tout ce que j'ai voulu dire quand j'ai tâché de montrer qu'il y avait une métaphysique d'impliquée dans le positivisme. Il y en avait une aussi dans le kantisme, et quoique d'abord on ait affecté de ne voir en lui que la négation de toute métaphysique.

Enfin, mon cher ami, vous me reprochez d'avoir dit « qu'ayant fondé une religion, Comte a démontré par son exemple même, la nécessité d'une religion ». Mais, d'abord, si je m'entends moi-même, êtes-vous bien sûr que j'aie dit cela ? Je me corrige donc, en ce cas, et je me reprends. Si Comte a démontré « la nécessité d'une religion », je suis si loin de croire que c'est lui-même en en fondant

une, qu'au contraire, s'il a démontré cette nécessité, c'est *nonobstant*, si je puis ainsi dire, et quoiqu'il ait fondé lui-même une religion. L'exemple qu'il a donné ne m'intéresse nullement, et je crois bien l'avoir dit quelque part, mais seulement les raisons qu'il a eues de donner cet exemple. Ne me dites donc pas qu'il n'a eu lui-même, Auguste Comte, ni « l'instinct religieux » ni « le sentiment religieux », car ce « sentiment » et cet « instinct », tels du moins que vous les entendez, je serais capable de vous répondre que ni Luther ni Calvin ne me paraissent, eux non plus, l'avoir eu ; — et puis la question n'est pas là. Je vous abandonne Auguste Comte et sa religion de l'humanité. Après quoi, et si j'ai dit moi-même que « la religion de l'humanité ne peut pas être une religion », comment supposez-vous que ce soit le fait d'avoir essayé de fonder cette pseudo-religion qui me fasse voir dans le positivisme une preuve ou un témoignage de la « nécessité d'une religion » ? Mais ce que j'ai voulu dire, et ce que je crois avoir dit, c'est qu'après avoir fait de la sociologie l'aboutissement de sa philosophie scienti-

fique, et de la morale, non seulement le principe, mais en quelque manière l'âme de la sociologie, Auguste Comte n'a vu que dans l'établissement d'une religion le moyen d'assurer les prescriptions de sa morale et, en conséquence, la réalisation de sa sociologie. Point de sociologie sans une conception du devoir; point de conception du devoir sans une théorie de la morale; et point de théorie de la morale sans une religion qui la commande et qui la règle: tel m'a paru l'enchaînement des idées d'Auguste Comte. Il me semble donc, mon cher ami, que vous passez un peu à côté de la question quand vous vous évertuez à me démontrer que la religion sociologique de Comte « n'est aucunement une religion »; que « de la religion il n'a pris que la forme en croyant que c'en était le fond »; et qu'« une religion sans surnaturel et sans mystère n'est pas du tout une religion ». Sur tous ces points, nous sommes d'accord, et je ne crois pas qu'il y ait dans mon *Utilisation du Positivisme* une seule phrase d'où vous puissiez inférer que nous ne le soyons pas. Mais le point capital, c'est que Comte ait reconnu la nécessité d'une

religion « quelconque » pour assurer ou pour fonder sa morale et sa sociologie. C'est ce que j'ai cru qu'il n'était pas tout à fait inutile de mettre en lumière, dans un temps comme le nôtre, où ce n'est plus de « morale indépendante » qu'on parle, comme au temps de notre jeunesse, mais où l'on essaie, par un retour aux idées du dix-huitième siècle, de résoudre en quelque manière la morale dans la sociologie. Et j'ai dit à ceux qui s'en effraient : « Rassurez-vous, ils n'y réussiront pas ! Auguste Comte n'y a pas réussi, et ils ne sont pas Auguste Comte ». Et c'est pourquoi, mon cher ami, je ne crois pas avoir fait une œuvre tout à fait inutile en montrant que le plus vigoureux effort qu'on ait tenté contre le christianisme n'a finalement abouti qu'à la reconnaissance, — je n'ai pas dit de la divinité, je n'ai pas dit de la supériorité, je n'ai pas même dit de la beauté du christianisme, — mais j'ai dit tout simplement à la reconnaissance de la nécessité d'une religion.

Si maintenant, avant de terminer, je ne craignais d'abuser de votre patience et de

celle de vos lecteurs, j'aimerais à définir, plus exactement peut-être que vous ne l'avez fait, le but ou l'objet que je me suis proposé en écrivant ce livre sur l'*Utilisation du Positivisme*.

Je n'ai donc pas eu l'idée, qui serait bizarre, de travestir Auguste Comte en une espèce de Père de l'Église, ni de faire de son positivisme je ne sais quelle « introduction au christianisme » ; et mon dessein a été différent. Les chrétiens, depuis un demi-siècle, étaient ou semblaient convaincus que le positivisme était le pire ennemi de leurs croyances, et nos philosophes de l'Université, nos professeurs de philosophie, les Caro, les Janet, et même les Séailles, les encourageaient dans une opinion où leur philosophie particulière trouvait son compte. Je me rappelle à ce propos que, quand je parlai des « faillites de la science », on me répondit, à peu près textuellement, que je ne m'étais trompé que d'un mot, et que ce n'était pas la « science », mais le « positivisme », qui avait fait faillite. Mais nourri d'Auguste Comte, j'étais, moi, bien persuadé du contraire ; et je savais ou je croyais savoir que, des prin-

cipes ou des prémisses du positivisme, il y avait de tout autres conclusions à tirer que les siennes, et surtout que celles de nos professeurs de philosophie ou de nos théologiens. C'est ce que j'ai voulu montrer; et voilà précisément l'objet de mon *Utilisation du Positivisme*.

Permettez-moi de vous rappeler un mot de Montesquieu : « Ce qui a le plus contribué à rendre les Romains les maîtres du monde, c'est qu'ayant successivement combattu tous les peuples, ils ont toujours renoncé à leurs usages, sitôt qu'ils en ont trouvé de meilleurs. »

Je n'ai voulu, mon cher ami, qu'imiter de loin les Romains, c'est-à-dire m'approprier, au nom de l'apologétique, des armes que d'ailleurs on n'avait point forgées pour elle; — faire servir ces armes à de nouveaux usages, auxquels on ne les avait point destinées; — montrer que, non seulement elles n'étaient point incapables d'y servir, mais qu'il semblait, en vérité, qu'on en eût fabriqué, trempé, aiguisé quelques-unes pour cet objet même; — et qu'enfin nous serions de grands sots de les considérer en quelque

sorte comme *labou* et de n'y point oser toucher, parce qu'Auguste Comte, qui nous voulait du mal, en avait usé avant nous. C'est à quoi je ne trouve pas que j'aie tout à fait échoué, ou du moins vous ne me l'avez pas tout à fait démontré, puisque, tout en parlant très longuement de mon livre, vous avez précisément omis de toucher ce point. Mais si pourtant vous aviez raison et que le public se rangeât finalement de votre avis, alors, mon cher ami, j'en serais quitte pour recommencer, me souciant assez peu, comme vous le dites fort bien, d'avoir écrit « une belle étude sur Comte », et croyant fermement qu'il y a pour l'apologétique de l'avenir toute une méthode, singulièrement féconde et rigoureusement scientifique, dans l'utilisation du positivisme.

Votre bien affectueusement reconnaissant
et dévoué,

F. BRUNETIÈRE.

27 novembre 1904.

LA

« TRANSCENDANCE DE JÉSUS-CHRIST ¹ »

1905.

MONSIEUR L'ABBÉ,

Je serais probablement plus à l'aise pour louer les deux volumes dont vous m'avez fait l'honneur de me communiquer les « bonnes feuilles » si, d'abord, je m'y étais trouvé moins souvent cité; et puis, s'il n'était

1. Tel est le titre du livre de l'abbé Picard (2 vol. 8°, Plon) en tête duquel Brunetière a placé cette Lettre-Préface. Brunetière a écrit plusieurs lettres-préfaces du même genre, qui ne sont pas, à proprement parler, des « lettres de combat ». Mais nous avons cru devoir admettre celle-ci dans le présent recueil, parce qu'elle se rattache assez étroitement à la lettre de décembre 1903, *A propos d'apologétique*, et à la réponse à Faugel du 25 décembre 1904.

toujours embarrassant pour un laïque de paraître « approuver », et « recommander », le livre d'un ecclésiastique sur un sujet tel que la *Transcendance de Jésus-Christ*. Mais une réflexion m'a un peu rassuré. Je me suis dit que, si votre livre s'adressait d'abord à quelqu'un, c'était sans doute aux laïques, en général, et même aux indifférents ou aux incrédules d'entre eux, plus particulièrement. Ce ne sont pas les prêtres qu'il s'agit de convaincre de la transcendance du christianisme ou de la vérité de la religion, mais les laïques ! C'est donc aux laïques surtout qu'il appartient ou qu'il appartiendra de dire, quand il aura paru, sinon ce qu'ils « pensent » de votre livre, et de sa doctrine, qui ne relève que de l'Église, mais, du moins, l'impression qu'ils en auront reçue. Et, de là, j'ai conclu que si je le disais, grâce à votre confiance, un peu avant qu'il eût paru, on ne m'accuserait pas de présomption, ni d'impertinence, et on ne me soupçonnerait pas d'avoir prétendu « l'approuver » ou le « recommander », mais on ne verrait, dans ce que j'en pourrais dire, qu'une manière de joindre mon effort au vôtre, et de collaborer,

pour ma très petite part, à votre généreuse entreprise.

J'ai moi-même annoncé l'intention de donner pour titre : *La Transcendance du Christianisme* à un volume entier de l'ouvrage que j'ai commence de publier l'an dernier : *Sur les chemins de la croyance*. Ceux qui le savent ne s'étonneront donc pas, monsieur l'abbé, que le titre seul de votre livre : *La Transcendance de Jésus-Christ*, ait attiré toute mon attention : et on trouvera tout naturel, — je veux dire très « humain » — qu'ayant vu dans votre *Avant-Propos* que vous donniez à ce titre toute sa portée, j'en exprime ici naïvement toute ma satisfaction. Vous n'ignorez pas, et vous ne niez point, que les motifs ou les raisons des incrédules n'étant plus tout à fait les mêmes de nos jours que du temps de Bossuet ou de Pascal, les conditions de l'apologetique ont dû varier avec ces motifs, pour s'y adapter. Mais vous distinguez, comme je crois qu'il faut le faire, les « conditions actuelles » de l'apologetique d'avec ses « moyens », qui ne sauraient, eux, changer en leur fond, et à la méthode qu'on appelle d'« immanence », vous opposez cou-

rageusement la méthode objective de démonstration, qui demeure la bonne, ou peut-être la seule, et à laquelle, en tout cas, la première ne saurait servir que d'introduction ou de préparation.

Certes, ceux-là n'ont pas fait une œuvre inutile, ni dont on doive leur savoir peu de gré, qui s'efforcent de montrer la convenance intime, — et, pour ainsi parler, providentielle, — des vérités qu'enseigne le christianisme avec les exigences de la pensée moderne. Je crois fermement, et vous croyez avec eux, que cette convenance existe. Il y a des aspirations qui ne trouvent leur satisfaction que dans le christianisme, et dont on pourrait même dire que la raison d'être est dans un pressentiment ou dans une « avant-conscience » de la vérité de la religion. Je le crois et vous le croyez ! Mais, comme vous le dites énergiquement, « ce n'est pas ainsi que les hommes sont chrétiens, l'ont été et le seront jamais », pour des raisons de cette nature, qui sont toujours un peu personnelles, et, en conséquence, toujours suspectes de subjectivisme. Nous ne pouvons pas conclure de nos besoins à la réalité de

leur objet, et l'Incarnation, par exemple, ne se prouve point par le désir que nous éprouvons, — si nous l'éprouvons, — d'entrer en communication avec un Dieu fait homme ! Le vrai fondement du christianisme est objectif, et situé dans l'histoire. Il ne dépend pas, il ne peut pas dépendre, à aucun degré ni en aucun cas, « des exigences de la pensée moderne », qui peut-être ne seront plus celles de la pensée de demain, ou des « aspirations de l'âme contemporaine » qui, sans doute, n'est pas elle-même la mesure de l'âme humaine. Disons-le encore plus nettement : le fondement du christianisme, c'est Jésus-Christ, le Jésus-Christ des *Évangiles* et de saint Paul, le Jésus-Christ de l'histoire, celui qui se continue sans interruption dans son Église ; et il n'a de commun avec les « exigences de la pensée moderne », que d'en être la loi, si cette pensée est chrétienne, et cette pensée ne sera pas chrétienne, s'il n'en est pas la loi.

C'est ce qu'il m'a semblé, monsieur l'abbé que sous le nom de *Transcendance de Jésus-Christ*, vous établissiez, je ne dis plus seulement dans votre *Avant-Propos*, mais au

cours entier de vos deux volumes ; et, si je m'en félicite, vos lecteurs et les miens comprendront, je l'espère, que ce n'est pas au nom des exigences de ma pensée, transformées abusivement en « exigences de la pensée moderne », mais des conditions qui sont celles de ce que j'appellerai « l'éternelle apologétique ». Non pas du tout qu'aux raisons de croire qu'on pourrait appeler anciennes, traditionnelles et consacrées, je ne sois persuadé qu'il s'en ajoutera continûment et progressivement de nouvelles ! Vous avez bien voulu vous souvenir, à ce propos, que, dans un discours que j'ai prononcé jadis à Lille sur *les Raisons actuelles de croire*, j'en avais moi-même indiqué quelques-unes qu'on eût sans doute été fort empêché de faire valoir il y a cent cinquante ans. *Siate buoni cristiani e sarete ottimi democratici* ; ce mot de Pie VII, — qui n'était encore il est vrai, quand il l'a prononcé, que cardinal Chiaramonti, — exprime une « convenance » qui n'en était pas une au temps de la *Politique tirée de l'Écriture Sainte*. Mais, en s'ajoutant aux anciennes, ces raisons nouvelles de croire ne sauraient les remplacer,

ni les détruire. Le progrès en apologetique ne s'opère point par substitution. Et c'est pourquoi la précaution que nous devons toujours prendre en continuant de chercher des raisons qui s'adaptent plus étroitement aux besoins de l'heure présente, et en les développant, sera toujours de ne pas les faire valoir aux dépens des anciennes.

Nous vous devons encore des remerciements, monsieur l'abbé, pour la place que vous avez donnée, dans votre apologetique, à la question du « Royaume de Dieu ». Qu'est-ce que le « Royaume de Dieu » ? Quand l'abbé Loisy publia son livre sur *l'Évangile et l'Église*, quelques-uns de ses lecteurs s'étonnèrent qu'il en eût consacré tout un chapitre, et non pas le moins important, à cette question du « Royaume », et, en effet, il semble, qu'en France du moins, l'apologetique l'eût un peu perdue de vue. Elle est cependant capitale, et on peut dire qu'en un sens il y va de tout le christianisme, s'il y va non seulement de la nature des promesses de Jésus, et de leur réalisation, mais encore de l'idée qu'il s'est lui-même formée de sa mission. Si le « Royaume » n'était en effet,

comme l'ont voulu quelques interprètes, que l'établissement du règne de Dieu sur la terre ou, pour mieux dire encore, sur les ruines des royaumes de ce monde, et si Jésus avait annoncé cet établissement comme prochain, ce n'est pas seulement le sens de la vie chrétienne qui en serait changé, mais deux mille ans écoulés depuis lors auraient convaincu la prédication de Jésus d'illusion ou d'erreur. Et c'est pourquoi Renan, dans ses *Origines du christianisme*, a si fort et si complaisamment insisté sur la croyance des premières générations chrétiennes à la proximité de la catastrophe universelle qui devait être le prélude de l'avènement du royaume de Dieu.

Vous n'avez pas voulu, monsieur l'abbé, traiter vous-même à fond la question, qui a donné lieu à toute une « littérature » en pays protestant, et il vous a suffi de renvoyer au très beau livre de M. W. Monod, qui en contient, sous le titre de *l'Espérance chrétienne*, la discussion la plus complète et la plus approfondie que je sache. Je ferai donc ici comme vous.

Mais, en entendant le « Royaume » comme on

l'entend dans l'Église catholique, et, conséquemment, en en renvoyant la pleine réalisation à un avenir indéterminé, vous vous êtes attaché à en préciser les différents caractères, parmi lesquels il en est un qu'on ne saurait vous savoir trop de gré d'avoir mis en lumière. L'un des caractères du « Royaume », dites-vous en propres termes, est d'être « évolutif » ; et, afin qu'on n'en ignore, vous ajoutez : « qu'ainsi, longtemps avant Spencer, Darwin, Lamarck, Jésus a indiqué le principe d'évolution comme loi de la vie chrétienne, soit dans l'individu, soit dans la société. » Ce qui revient à dire que, si quelque doctrine porte en soi, dans ses profondeurs, le principe d'un progrès continu, c'est le christianisme. Et, en effet, on ne le voit nulle part mieux que dans cette conception du « Royaume » se développant de son fond ; étendant ou plutôt dilatant ses frontières à mesure des progrès du christianisme lui-même ; s'adaptant aux exigences des temps, des lieux, des circonstances ou, pour mieux dire, se les soumettant ; s'ouvrant de nouveaux horizons ; conquérant et rangeant à sa loi, après les individus, les so-

ciétés ; après les sociétés, l'humanité tout entière ; après l'humanité, la nature elle-même ; et ne nous demandant, pour être faits les vrais « enfants de Dieu » que de travailler, tous ensemble et chacun en particulier, à le réaliser au dedans et en dehors de nous. « Ne serions-nous pas aux premiers siècles du christianisme ? » vous demandez-vous à ce propos ; et « avec le temps, l'Évangile n'amènera-t-il pas des résultats que nous ne sommes pas capables de soupçonner aujourd'hui ? »

Votre second volume, monsieur l'abbé, n'est en quelque manière qu'une longue réponse à cette question, et une réponse longuement motivée. Pour ma part, j'en ai tout particulièrement apprécié le chapitre que vous avez intitulé *La morale du Royaume*. Ce qu'en effet vous y avez montré, c'est que la « morale du Royaume », celle qui nous impose à chacun l'obligation de travailler à la réalisation du « Royaume », cette morale, quoi qu'on en puisse dire, n'est pas une morale « comme une autre », ni que l'on puisse comparer, comme on a si souvent essayé de le faire, à la morale du stoïcisme ou à

celle du bouddhisme. Elle en diffère entièrement, dans son principe comme dans ses conséquences ; et, pour s'en convaincre, on n'a qu'à voir comment se sont terminés le stoïcisme et le bouddhisme : le stoïcisme, par l'apothéose du sur-homme ; et le bouddhisme, par l'anéantissement de la personne humaine dans l'indétermination de l'être universel.

Il n'y a peut-être pas d'entreprise plus urgente que de rétablir sur ce point la vérité du Christ. On a essayé de montrer que de toutes les religions et de toutes les philosophies se dégagait une « morale commune », identique en ses prescriptions, foncièrement conforme à elle-même, dont les variations ne seraient que des erreurs d'application passagères ou contingentes ; et cela s'est trouvé faux dans l'histoire. Mais cela l'est peut-être encore plus manifestement de nos jours et il n'y a rien de plus contraire, ou de plus contradictoire, à la morale d'Emmanuel Kant que la morale de Frédéric Nietzsche.

On a essayé de donner à la morale un fondement dans une doctrine métaphysique, et,

pour le dire en passant, ceux qui l'ont essayé sont les mêmes qui jadis avaient propagé le sophisme de l' « indépendance » ou de l' « autonomie » de la morale ; et cela s'est trouvé vain. La Ligue de l'Enseignement a déclaré solennellement qu'elle n'avait besoin d'aucune métaphysique pour fonder son enseignement moral, et j'ai encore dans l'oreille la clameur désespérée des métaphysiciens libres penseurs, qui ne s'attendaient pas, je ne sais si je dois dire à cette surprise ou à cette trahison. « Une morale sans métaphysique ! » Et sur quel fondement reposerait-elle ? Mais on s'est moqué de leur émoi comme on l'avait fait de leur métaphysique, et la question que l'on ne craint pas aujourd'hui de poser, c'est celle de savoir s'il y a une morale.

Il y a des « mœurs », dit-on, et on veut dire des usages, des coutumes, des habitudes héréditaires, qui sont elles-mêmes des « produits » de la race ou du climat, des besoins ou des circonstances, à moins encore qu'elles ne soient l'œuvre de la superstition et, en ce sens, dans cette mesure, il y a sans doute « une science des mœurs ». Mais une

« morale » ? une loi commune de l'humanité ? des prescriptions universelles et universellement impératives ? des obligations auxquelles nous ne saurions nous soustraire ? et les sanctions qui les garantiraient ? En vérité, nous ne voyons rien de cela dans l'histoire ! Et, en effet, ils ont raison ! « Il n'y a rien de cela dans l'histoire » si on en ôte le christianisme ; et cela, sans doute, est une preuve encore de sa « transcendance » que l'histoire sans le christianisme ne soit qu'un système de forces, ou plutôt un chaos !

C'est à ces doctrines, qui ne sont, de leur vrai nom, que la négation de toute doctrine, à moins qu'elles ne soient l'affirmation inconsciente ou cynique du droit de la force, que vous opposez, monsieur l'abbé, l'originalité, la vérité, l'efficacité de la morale chrétienne, et, en même temps que son caractère de « transcendance », son caractère d'humanité. La morale chrétienne n'est pas une morale comme une autre, en ce sens qu'elle ne propose pas à notre activité le même objet que les autres ; et elle n'est pas une morale comme les autres, en ce sens que, tout en nous proposant un objet exté-

rieur, pour ainsi dire, à l'humanité, ses prescriptions, si nous les observions, seraient encore les plus avantageuses que l'on pût concevoir aux intérêts humains de l'humanité. C'est ce que sans doute on verra mieux, à mesure que les excès de l'« immoralisme » ou de l'« amoralisme » actuel, en descendant des hauteurs toujours nuageuses de la théorie sur le terrain de l'action pratique, inquiéteront plus vivement quelques-uns mêmes des dilettantes qui n'en voient, pour le moment, que l'amusement paradoxal; et alors, si vous pouvez vous dire que vous avez contribué, pour votre part, à ce résultat, vous vous trouverez, je pense, assez récompensé de votre peine et de votre effort.

Je m'arrêterai là, ne pouvant, après vous et d'après vous, refaire vos deux volumes pour signaler tout ce que j'y ai trouvé qui mériterait d'être mis en lumière. Mais, en m'arrêtant, je tiens pourtant à préciser que ce que je voudrais qu'on eût bien vu, c'est qu'ils sont pleins d'« actualité », ces deux volumes, et d'une « actualité » que vous

n'avez pas cherchée, mais qui témoigne de la « pérennité » du christianisme, et vraiment, ici, de son « immanence » après sa « transcendance ». Depuis qu'en effet l'apologétique est sortie de l'ombre des écoles et des milieux pieux, où, pendant soixante ans, elle s'était confinée sans éprouver le besoin de « se renouveler », ce fait a éclaté, même aux yeux des plus prévenus, qu'on ne pouvait traiter un peu profondément aucune des questions qui se rapportent au christianisme sans aborder ou soulever tous les problèmes de l'heure présente, en quelque temps que tombe et que l'on vive cette heure. La question religieuse est au fond ou, pour ainsi dire, à la base de toutes les autres, et il n'y a qu'une question religieuse, qui précisément est celle de « la transcendance du christianisme ». C'est parce qu'on le voit clairement dans votre livre, monsieur l'abbé, que votre livre est ce qu'il est, « actuel » et vivant ; c'est ce qui fait que ceux qui sont le plus hostiles à l'idée chrétienne devront le lire ; et c'est ce qui fait enfin que tous ceux qui partagent, sinon vos idées — car j'en discuterais volontiers quelques-unes — mais

vos convictions et votre foi, vous seront reconnaissants de l'avoir écrit. Je suis heureux que l'occasion m'ait été donnée par vous-même de m'inscrire au premier rang d'entre eux.

F. BRUNETIÈRE.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	v

I

POUR LA « REVUE DES DEUX-MONDES »

RÉPONSE A SARCEY.	3
---------------------------	---

II

QUESTIONS POLITIQUES, SOCIALES ET RELIGIEUSES

A PROPOS DE « L'AFFAIRE ». — Lettres au <i>Siècle</i> . .	13
LES DROITS DU CONGRÉGANISTE. — Lettres à M. Buis- son	105
SUR LÉON XIII	115
L'IDÉAL SOCIAL ET L'IDÉAL CHRÉTIEN. — Lettres à M. G. Renard	123
POUR L'UNITÉ MORALE.	169
A PROPOS DU PACIFISME	175

	Pages.
SUR LES ÉVÉNEMENTS DE L'HEURE PRÉSENTE — 15 septembre 1906	185

III

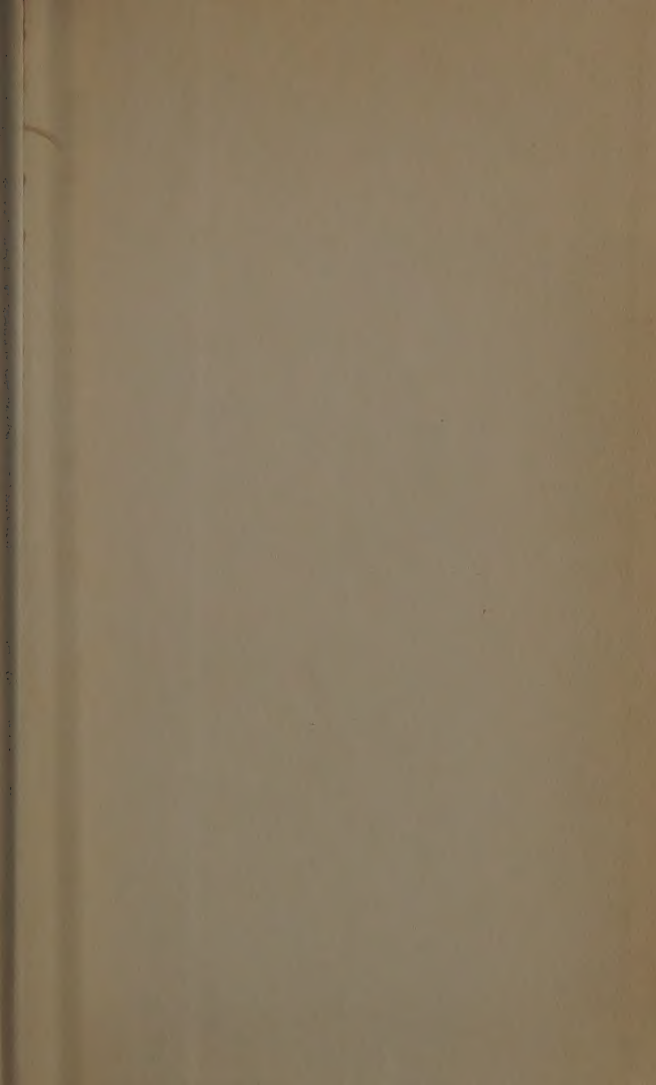
QUESTIONS DIVERSES D'APOLOGÉTIQUE

EN L'HONNEUR DE LA SCIENCE.	199
LE RÉVEIL DE L'IDÉE RELIGIEUSE	209
A PROPOS D'APOLOGÉTIQUE	219
SUR LES « CHEMINS DE LA CROYANCE ». Réponse à M. E. Faguet	229
LA TRANSCENDANCE DE JÉSUS-CHRIST	245

3034. — Tours, Imprimerie E. ARRAULT et Cie







Date Due

~~FEB 1 1967~~

844.89
B835P
Le.

844.89
B 835 P
Le.

ac. no. 48342

This book may be kept
FOURTEEN DAYS

A fine will be charged for each
day this book is kept overtime.

COLUMBIA COLLEGE LIBRARY
DUBUQUE, IOWA



